

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

L'OUVRIER ALGÉRIEN

ET

LES LOIS OUVRIÈRES FRANÇAISES

ÉTUDE DE L'APPLICABILITÉ A L'ALGÉRIE

DE

LA THÉORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 15 janvier 1908, à 2 heures 1/2

PAR

H. BRESSY



Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants { *MM. CHAVEGRIN, professeur.*
PERREAU, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1908

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

A MON ONCLE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555827_0053

BIBLIOGRAPHIE

- BOISSIER (Gaston). — L'Afrique romaine. *Hachette.*
Bulletins de la Chambre de Commerce d'Alger, Oran, Constantine, Philippeville, Bône.
- BAROT. — L'Afrique occidentale française, son passé, son avenir. *Bulletin Société Géographie.* Marseille, 1904.
- BRUCH. — L'assistance aux Européens en Algérie. Alger, *Imprimerie algérienne*, 1906, in-8°.
- BRUNEL. — La question indigène en Algérie. Paris, *Challamel*, 1906.
- BUVET. — Les tares physiques de la race arabe. *Questions diplomatiques et coloniales*, juin 1906.
- BILLIARD. — Le péril étranger en Algérie. *Réunion d'Études algériennes*, octobre-novembre 1905.
- BERTHOLON. — Le peuplement italien en Tunisie et Algérie. *Revue Tunisienne*, mai 1905.
- BRAULT. — L'Hygiène chez les Indigènes musulmans d'Algérie. *Annales d'hygiène publique*, juillet 1905.
- CHARBONNIER. — Les Européens au contact des Africains. Paris, 1905, 1 vol.
- Commission consultative du Travail* près le Gouvernement Général de l'Algérie. Sessions : mars 1905, mars 1904.

Collection du *Journal général de l'Algérie et de la Jurisprudence algérienne*.

DEMONTÉS. — Démographie algérienne. Alger, *Imprimerie algérienne*, 1906, 1 vol.

DELORME. — Le commerce algérien. *Imprimerie algérienne*, 1901, 2 vol.

DECHAUD. — Notes sur le commerce, l'industrie et l'agriculture en Algérie. Bordeaux, 1904, 1 vol.

Exposé de la situation générale de l'Algérie, 1900 à 1906.

FALLOT. — Le peuplement français de l'Afrique du Nord. *Quest. diplom. et colon.*, 1906, avril.

HAMET. — Les musulmans français du Nord de l'Afrique. *Golin*.

IMBART DE LA TOUR. — Le nationalisme arabe. *Annales des Sciences politiques*, janvier 1906.

JAY. — La protection légale des travailleurs.

KORAN. — Imp. *Garnier*.

LEVASSEUR. — La question des lois ouvrières sous la troisième République.

LE PLAY. — Les ouvriers des deux mondes. Les ouvriers européens.

LOTH. — Le peuplement italien en Tunisie et en Algérie.

LEROY-BEAULIEU (P.). — De la colonisation chez les peuples modernes.

MASSON. — Problèmes coloniaux. Indigènes et colons. *Revue du Mois*, n° 3, 1906.

PAOLI. — La question des étrangers en Algérie. *Bulletin de la Réunion d'Études algériennes*, n°s 2, 3, 1906.

PIC. — Traité de législation industrielle.

RIVIÈRE ET LECQ. — L'agriculteur algérien. 1 vol., *Jourdan*, Alger.

RINN. — Marabouts et Kouans. *Jourdan*, Alger.

— Histoire de l'Insurrection de 1871 en Algérie. *Id.*

Rapports de la Chambre de commerce d'Alger, 23 février
1898, 28 novembre 1906.

Rapports au Sénat sur l'Algérie.

BURDEAU. — 1892.

JONNART. — 1893.

LABICHE. — 1895.

LEGRAND. — 1905.

PIDEBIDOU. — 1906.

RENAN. — *L'Islamisme*. Calmann Lévy.

THOMAS, professeur à l'École de Droit d'Alger. — *L'Algérie
et la loi sur les accidents du travail*. 1907, Jourdan,
Alger.

VIGNON. — *La France en Algérie*. Hachette, 1904.

Statistiques officielles de l'Algérie, 1900 à 1906.

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION

Parmi les nombreuses attributions interventionnistes accordées aujourd'hui à l'Etat, la protection du travail et des travailleurs occupe le premier rang.

Depuis la Révolution, le monde ouvrier voit la naissance successive de lois, chargées de maintenir l'équilibre humainement possible entre les différents coopérateurs à la production, et essayant de réparer les effets funestes de ces mêlées économiques et de ces luttes de classes, où, chacun, assoiffé d'indépendance et de jouissance, constitue souvent son triomphe de la dépouille d'innocents. Le gros de l'œuvre fut entrepris par la troisième République sous la poussée puissante d'une masse ouvrière inquiète du lendemain et consciente de sa force.

La France est avancée dans la voie de la législa-

tion du travail : l'Algérie ne suit pas la métropole avec une très grande allégresse. Le développement relativement lent de l'industrie, dans cette jeune colonie, à qui la nature paraît avoir refusé les combustibles minéraux et distribué la houille blanche sur des points exceptionnels et éloignés, la différence de nationalité ou de race des individus qui composent sa population, font comprendre qu'elle ait un peu tardé et qu'elle hésite encore à suivre son aînée dans le chemin tracé.

Pourtant, à l'heure actuelle, à tort ou à raison, l'Algérie possède presque tous les textes de lois concernant le travail et les travailleurs. On les lui donna après des moments plus ou moins longs d'hésitation. Pour se trouver au rang de la France, il lui manque la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire et celles des 9 avril 1898 et 12 avril 1906 sur les accidents du travail, objet de cette étude.

L'inspection du travail n'y est pas organisée sérieusement. Son absence rend illusoire l'application des dispositions légales exigeant une surveillance effective et un contrôle incessant.

Dans la métropole la création de lois ouvrières a eu pour effet d'apporter un bien réel parmi les travailleurs. Peut-on en dire de même pour l'Algérie ? Un doute motivé est permis.

De l'avis de nombreux patrons et ouvriers, s'il

existe des textes, soigneusement conservés à l'ombre d'édifices publics, la liberté est assez grande au plein jour de la campagne et des villes, pour que chacun agisse comme il l'entend. L'Afrique du Nord se trouve au stade des pays nouveaux. Elle a à lutter contre une foule de complications ethniques, climatiques, économiques, suffisantes pour ses jeunes forces. Pour le moment elle ne manifeste pas un très grand désir à être emmaillotée dans un tissu de lois qui la gênerait dans son essor. Le pays est agricole. L'industrie naît lentement et avec peine: elle désire un chemin ratissé de toutes choses gênantes. Puis un vent de liberté souffle, nécessaire à l'expansion des sentiments égoïstes et à la vitalité excessive de l'individu; ce n'est qu'en le respirant à plein poumon qu'ouvrier et patron, commerçant et agriculteur, calmeront leur énergie profuse.

Appliquer à l'Algérie la réglementation minutieuse qui préside à tous les actes des travailleurs et à toutes les manifestations du travail français semble vouloir orner cette colonie sans mesure et sans goût. Les distances entre l'employeur et le salarié n'y sont pas sensibles. Le travailleur a encore le ferme espoir d'arriver à la situation de celui qui l'occupe. Ne vaudrait-il pas mieux laisser libre cet espoir fondé et ne pas l'entraver par des mesures protégeant dans sa misère fatale celui qui désespère de pouvoir goûter

aux jouissances d'une classe supérieure ? Le capital n'est pas encore assez injurieux par sa puissance et fier de sa solidité, le travail pas assez abêtissant par sa division exagérée, et l'antagonisme entre l'un et l'autre pas assez accentué pour qu'il soit nécessaire de transplanter avec fruit, en Algérie, des lois nées sous une autre latitude et ayant opéré sur des individus et dans un milieu économique et social bien différents. Ce qui est vrai ou heureux en deça de la Méditerranée peut être faux ou regrettable au delà.

Il ne faudrait pas en déduire la faillite des lois ouvrières. Car là, comme ailleurs, si « l'initiative patronale peut beaucoup pour l'amélioration des conditions du travail », si « l'action des groupements professionnels peut plus encore, il n'en est pas moins certain qu'il reste des abus et nombreux et graves, que seule, aujourd'hui, l'intervention de la loi est capable de faire disparaître. » (Jay. *Protection des travailleurs.*)

Mais il est hasardeux d'appliquer brutalement à un pays jeune et encore dans la période des hésitations les lois ouvrières d'une France forte, enracinée d'idées admises et transmises par de nombreuses générations.

Les lois n'ont une valeur pratique qu'autant qu'elles répondent aux habitudes et aux désirs d'une population homogène : elles seront alors acceptées

ou subies dans leur esprit et dans leur application surtout si des besoins réels, des idées aimées les ont fait éclore.

En Algérie, on verra combien les données de tout problème sont nouvelles, inattendues ! Car ici, la richesse, la population évoluent dans une ambiance bien particulière et sous l'influence de causes insoupçonnées ailleurs.

L'Algérie n'est pas la continuation de la France, comme souvent on se plaît à le croire. Elle possède une âme originale, digne d'attention.

CHAPITRE UNIQUE

Considérations générales sur l'ouvrier algérien et les lois ouvrières,

L'Algérie a une superficie aussi grande que celle de la France : rare point de ressemblance avec cette dernière.

Colonie française depuis soixante-dix-sept années d'occupation et dix-sept années de luttes, elle arrive, aujourd'hui seulement, à nourrir 365.000 Français. Il est important de remarquer que ce chiffre englobe : 30.000 hommes de troupe, 57.000 israélites, un essaim de fonctionnaires civils, et 72.000 naturalisés automatiques selon la loi du 26 juin 1889. Les colons d'origine française, les industriels, commerçants, salariés, employés, ceux qui vivent dans la colonie non par devoir, ou surprise, mais bien de plein gré, peuvent être évalués à 206.000 individus, environ.

Le noyau français détient la masse des capitaux

et se trouve à la tête de l'agriculture, du commerce, et de l'industrie.

Mais en face de l'élément français, ou prétendu tel, surgit un élément étranger d'Européens comprenant 280.000 individus se répartissant en 155.000 Espagnols, 99.000 Italiens et 25.531 Anglo-Maltais, Allemands, Suisses, Bulgares, Russes, Hollandais, etc. La majeure partie des Espagnols et des Italiens forme la masse des salariés auxquels nous appliquons les lois ouvrières et d'assistance sociale.

Le noyau français entouré d'un élément étranger aussi considérable se perd dans les quatre millions d'indigènes (Kabyles, Arabes, Mozabites), qui forment la classe inférieure ouvrière et la population principale de notre colonie.

Ces chiffres enseignent que, si en France la loi a pour objet de s'intéresser à des Français, en Algérie, la même loi s'adressera à une population disparate, étrangère et indigène. Les effets peuvent en être absolument différents et les conséquences inattendues.

L'ensemble de la main-d'œuvre algérienne n'est pas assimilable à la main-d'œuvre métropolitaine.

La population ouvrière se compose d'un assemblage hétérogène où domine une majorité d'Espagnols à mesure qu'on se rapproche de l'Espagne, et d'Italiens dans la province de Constantine. L'indigène se trouve

partout : il est dans son pays. Le Français habite de préférence les côtes et les bons endroits.

« Dans ce monde ouvrier, la concurrence économique a été très vive et très inégale. Tandis que le colon agricole français recevait du gouvernement une concession gratuite et qu'il pouvait, à force de labeur sans doute et après avoir traversé de multiples épreuves, s'assurer les moyens suffisants d'existence, l'ouvrier industriel, livré à lui-même, sans protection et sans secours, était obligé de lutter dans des conditions fort défavorables contre les immigrants étrangers. L'ouvrier espagnol et italien se contentait d'un salaire modique : il venait de pays où la main-d'œuvre était peu payée et il trouvait dans les salaires qu'on lui offrait, dès son arrivée dans la colonie, des prix plus rémunérateurs de son travail que ceux qu'il avait l'habitude de toucher. Et cela lui suffisait largement pour vivre ; son régime alimentaire était peu compliqué : « Pour l'un un sac de riz et quelques pincées de piment et de safran ; pour l'autre une caisse de macaroni ou un baril de sardines salées, voilà de quoi satisfaire à tous les besoins ! »

« L'ouvrier français, au contraire, venant d'un pays plus riche, exigeait des salaires plus élevés ; il était accoutumé à une alimentation plus abondante et plus variée, à une habitation plus con-

« fortable, à des vêtements plus soignés, et toutes
« ces habitudes séculaires, auxquelles il tenait comme
« à quelque chose de sa personne et de son être,
« le mettaient dans un état d'infériorité. Oui, les
« salaires qu'il recevait en Algérie étaient considérés
« par lui comme des salaires de famine, alors que
« pour l'étranger ils constituaient une véritable prime
« à l'émigration.

« Devait-on, dit M. Billiard, comme les États-Unis
« d'Amérique à l'égard des Célestes, opposer une
« digue légale à l'invasion menaçante ? Par cette
« mesure, évidemment, on levait l'obstacle économi-
« que qui repoussait la main-d'œuvre française : car,
« la concurrence étrangère abolie, le taux des salai-
« res pour la première remontait à un chiffre rému-
« nérateur. Mais à quelles graves réciprocités diploma-
« tiques ce moyen révolutionnaire n'exposait-il pas
« nos nombreux compatriotes fixés chez les nations
« ainsi atteintes ? D'autre part l'obstacle économique
« supprimé, restaient encore debout des obstacles
« d'ordre moral et physique. Qui répondait que l'ap-
« pât d'une rémunération même large suffit à déter-
« miner le prolétariat français, à les surmonter ?
« Celui-ci fût-il décidé à en courir les risques, était-
« il humain de le convier à une tâche que son
« défaut d'acclimatement ne rendait pour lui exé-
« cutable, qu'au prix d'une effroyable mortalité ?

« Enfin ce renchérissement considérable de la
« main-d'œuvre n'offrait pas que des avantages : il
« devait porter un contre-coup terrible aux finan-
« ces, publiques et privées, de la colonie, peut-être
« paralyser à jamais (à coup sûr ralentir considéra-
« blement) le développement de notre possession afri-
« caine. D'un côté, bénéfices problématiques, d'un
« autre, inconvénients graves et certains, telles étaient
« les conséquences à prévoir. Elles suffirent, avec
« raison, à faire rejeter la simple solution prohibi-
« trice. »

« Le gouvernement français songea-t-il jamais à
« conjurer ce péril étrange en prenant une mesure
« si radicale ? Nous ne le croyons pas, mais il essaya,
« autant qu'il était en son pouvoir et sans entraver
« le libre développement économique de la colonie,
« de rendre moins dangereuse pour les ouvriers
« français cette concurrence économique inégale. Il
« n'y a pas très longtemps, un gouverneur général,
« M. Laferrière, rappelait aux préfets algériens, dans
« une circulaire célèbre, que l'administration devait
« toute sa sollicitude aux ouvriers français : « Vous
« savez, disait-il, quelle active concurrence leur est
« faite par les ouvriers étrangers que des besoins
« moindres ou le sentiment d'une aptitude profes-
« sionnelle moins sûre d'elle-même, amènent facile-
« ment à accepter des salaires inférieurs à la moyenne

« des salaires français. Il ne saurait assurément appar-
« tenir à l'autorité publique d'intervenir dans les
« contrats passés entre les particuliers et les ouvriers
« qu'ils emploient, à quelque nationalité que ceux-ci
« appartiennent. Mais j'estime qu'il peut en être au-
« trement quand il s'agit de travaux ayant le carac-
« tère de travaux publics et exécutés sur les fonds
« du budget général ou local par les diverses admi-
« nistrations compétentes, État, départements, com-
« munes ou établissements publics. » Depuis cette
« époque, il est presque toujours stipulé dans les
« cahiers des charges des adjudications publiques
« qu'une certaine part sera réservée à la main-
« d'œuvre française, mais ces clauses sont-elles régu-
« lièrement observées ? Et puis lorsque l'activité
« industrielle se ralentit, s'élèvent les plaintes des
« ouvriers français évincés par leurs rivaux étran-
« gers.

« Cette concurrence victorieuse a aussi d'autres
« causes. La législation française, en voulant proté-
« ger le travail national, a entouré l'emploi de la
« main-d'œuvre française de garanties qui effraient
« les petits patrons ; si la loi sur les accidents du
« travail était appliquée à l'Algérie sans tempéra-
« ment, elle créerait au bénéfice des ouvriers étran-
« gers une prime à l'embauchage et rendrait plus pé-
« nible la situation de notre population ouvrière.

« Que de fois n'a-t-on pas fait remarquer aussi que
« l'inégalité des pensions versées aux victimes des ac-
« cidents suivant qu'elles étaient célibataires ou char-
« gées de famille, faisait préférer par les employeurs
« des célibataires aux pères de famille ? Belle façon
« en vérité de relever la natalité française !

« Malgré ces conditions défavorables, les ouvriers
« français trouvent à s'employer en Algérie où le tra-
« vail va bon et où les patrons ont souvent besoin de
« quelques travailleurs habiles pour diriger et entraî-
« ner les autres. Un grand industriel nous disait un
« jour : « Sans doute, les patrons ont pu se laisser
« tenter au début par le bas prix des salaires qu'ils
« payaient aux étrangers ; mais ils sont vite revenus
« de leurs erreurs, quand ils ont vu le travail moins
« bien fait et même moins rapidement fait. La com-
« paraison a été toute à l'honneur de nos nationaux. »
« — D'autant que l'affaissement des salaires ne s'est
« pas longtemps maintenu ; les ouvriers étrangers qui
« se contentaient de gains journaliers très modestes
« sont bientôt devenus exigeants ; ils ont prétendu
« être payés comme les ouvriers français.

« Assimilation économique inéluctable qui a quel-
« quefois tourné à leur désavantage. Leur aptitude
« professionnelle étant moindre, ils se sont vus pré-
« férer les ouvriers français. Et comme d'autre part
« la place qu'ils pouvaient occuper leur était dispu-

« tée et souvent enlevée par de nouveaux immigrants,
« leurs compatriotes, ils ont été les premiers à de-
« mander que l'on ne laissât point débarquer avec
« tant de facilités ces ouvriers nouveaux.

« Ces doléances de la population ouvrière, très vives
« vers 1898-99, ont cessé depuis cette époque ; car,
« avec l'emprunt contracté, de grands travaux publics
« et privés ont été entrepris : travaux hydrauliques,
« constructions de ponts, ouverture de routes, édifica-
« tion de nombreuses maisons particulières. » (De-
montès.)

Un des principaux éléments de la main-d'œuvre en Algérie est fourni par la colonie espagnole qui forme une société complète à la fois maritime, agricole, industrielle et commerciale. Les statistiques officielles estiment à 160.000 individus le chiffre de l'immigration d'Espagne.

« Ce sont les travaux agricoles, les défrichements
« de terres, la plantation de la vigne qui ont attiré
« cette armée de travailleurs et l'ont maintenue sur
« le sol algérien. » (Demontès.)

Les Espagnols ne répugnent à aucun travail, comme à aucun métier ; dans les villes on les voit occupés dans presque toutes les entreprises d'utilité publique, comme terrassiers, maçons, manœuvres. Ils ont constitué avec les Italiens le plus gros bataillon de cette

armée de travailleurs qui ont percé les routes, creusé les ports, établi les chemins de fer.

Les Espagnols sont commerçants et industriels. Ils ouvrent boutiques, magasins, cafés.

Dans ces dernières années les jeunes filles et les femmes espagnoles ont afflué dans nos grandes villes ; elles ont envahi toutes les places dans les manufactures, monopolisé les fonctions de servantes dans les familles.

Beaucoup de familles espagnoles ont acquis une véritable aisance, quelques-unes même ont édifié des fortunes.

Une autre colonie, presque aussi importante, et vivant surtout dans la province de Constantine apporte une main-d'œuvre appréciable au commerce et à l'industrie : c'est la colonie italienne.

« La colonie italienne, dit M. Billiard, est loin
« déjà de présenter la même importance économique.
« Son champ d'action est infiniment plus restreint ;
« à n'envisager que les grandes lignes, on peut même
« dire que son labeur n'affecte que trois formes. La
« première est l'exploitation des ressources de la mer,
« poisson, corail, cabotage ; c'est ce qui explique
« la concentration particulière de l'élément italien
« sur la côte, principalement à la Calle, Bône, et Phi-
« lippeville ; encore dans cette industrie ne fournit-il
« guère que la main-d'œuvre matérielle, celle du

« matelot, tout au plus du patron de barque, travail-
« lant à prix fixe pour le compte de capitalistes appar-
« tenant à d'autres nationalités. La deuxième forme
« d'activité des étrangers italiens s'applique aux tra-
« vaux de terrassements : ce sont des bras siciliens
« et calabrais qui ont élevé les plates-formes de la
« plupart de nos routes et voies ferrés ; qui aujour-
« d'hui encore exploitent les minerais de Mokta-el-
« Hadid, de Guerrouma, de Lakamody, de l'Ouarsenis,
« les phosphates de Tebessa, de Tixer, et de vingt
« autres gisements, dont chaque jour amène la décou-
« verte. L'afflux de cette catégorie de travailleurs crée,
« sur les grands chantiers de travaux publics ou privés,
« des villes improvisées, qui naissent, se déplacent
« et s'évanouissent avec les causes transitoires de leur
« éclosion.

« Enfin la troisième grande industrie exercée par
« ce même élément d'immigration est la maçonnerie ;
« ce sont des truelles piémontaises qui ont construit
« la plupart de nos tunnels, viaducs, ponts, barrages,
« conduites d'eau, édifices publics et bâtiments par-
« ticuliers. Leur industrie s'exerce partout, tantôt
« collective et tantôt individuelle, dans les entrepri-
« ses les plus modestes, comme dans les plus gran-
« dioses. Jusqu'au fond des tribus les plus reculées
« on trouve des maçons italiens occupés à construire,
« pour le compte de notables indigènes, de vagues et

« rudimentaires imitations d'habitations européennes.
« La part de collaboration, apportée à notre œuvre
« civilisatrice par l'élément étranger d'origine ita-
« lienne, est donc encore considérable. » Elle est
« même plus grande que ne le suppose M. Billiard ; à
« ces trois formes d'activité anciennes, il est néces-
« saire d'en ajouter une nouvelle qui est déjà
« notable ; c'est la culture des primeurs par des
« maraîchers italiens originaires de Palerme et de
« Caltanisetta. Les primeuristes campaniens ou sici-
« liens formeront demain avec les mineurs et les
« ouvriers forestiers la plus grosse armée d'immigra-
« tion italienne.

« M. Billiard, avec sa connaissance très sûre des
« questions algériennes, caractérise fort bien aussi
« l'action de l'élément anglo-maltaï ou plutôt son
« évolution.

« Elle n'est, en général, ni agricole, ni maritime,
« ni industrielle. Émanation d'une race installée aux
« confins de deux civilisations (chrétienne et musul-
« mane), de trois races et de trois langues (italienne,
« arabe et anglaise), cette catégorie d'immigrants a
« puisé dans ces conditions de vie particulières de
« remarquables facultés d'adaptation, qui la prédispo-
« sent admirablement au rôle d'intermédiaire : c'est
« pourquoi son effort en Algérie, est d'ordre surtout
« commercial. L'Anglo-Maltaï, à peine débarqué,

« s'improvise cabaretier, épicier, laitier dans nos vil-
« les et leurs banlieues. A un degré un peu plus élevé,
« il devient marchand de bestiaux, cocher, maqui-
« gnon ; sportsman inélégant mais retors, il ne tarde
« pas à écumer fructueusement nos hippodromes.
« Au sommet de la hiérarchie, il ne craint pas d'abor-
« der les grandes affaires, s'élève à la dignité d'entre-
« preneur de cabotages, accapare sur certains points
« le commerce des grains, figues, huiles et carroubes.
« A toutes ces affaires, il adjoit souvent, sur une
« échelle proportionnée à ses moyens, le commerce
« d'argent, et dégagé de tous préjugés sur le taux de
« l'intérêt, fait sur ce terrain une concurrence redou-
« table à ses rivaux israélites, kabyles et mozabites.
« Actif, intelligent, sobre, il réussit généralement
« dans ses entreprises, parvient fréquemment à l'ai-
« sance, s'élève assez souvent jusqu'à la richesse ;
« mais alors aucun signe extérieur ne révèle l'ampleur
« de sa situation : millionnaire, il conserve, avec son
« âpreté au gain, toutes ses habitudes de vie étroite
« et parcimonieuse, sans concevoir d'ambition d'or-
« dre plus élevé, et cette ladrerie nuit à sa considéra-
« tion sociale. » Ajoutons que la colonie maltaise
« dont on vient de décrire le rôle parasitaire en
« Algérie, se fond peu à peu avec les autres groupes
« européens et que si, au début de la conquête,
« son action pouvait être nettement caractérisée,

« elle ne peut plus guère l'être actuellement.

« En dehors des places de fonctionnaires et des
« fonctions libérales, les Français se livre aussi au
« commerce et à l'industrie. On le rencontre à peu
« près partout. Toutefois, s'il sait rivaliser avec les
« autres étrangers dans les petites industries qui exi-
« gent peu de capitaux, s'il ouvre comme eux bou-
« tiques de mercerie, ou échoppe de marchand de
« vin, il ne peut guère avoir de rival dans les gran-
« des entreprises industrielles. »

Quant à l'ouvrier français, il tend toujours à être supérieur en capacités et en intelligence à ses camarades étrangers. La plupart du temps il arrive très vite aux places de contre maîtres. C'est dans les postes de confiance qu'il se distingue. Il est toujours à peu près sauvé si, en débarquant, il possède un petit pécule et des connaissances techniques nombreuses et variées, toutes choses qui manquent aux immigrés italiens et espagnols. Ce n'est qu'à cette condition qu'il peut l'emporter effectivement sur l'ouvrier étranger.

Les statistiques des contremaîtres nous donnent : pour le département d'Alger, 307 Français contre 76 étrangers ; pour le département d'Oran, 385 Français contre 97 étrangers ; pour le département de Constantine, 330 Français contre 62 étrangers.

En résumé, la population ouvrière se compose de

groupes dissemblables. Chacun de ces groupes a un caractère particulier découlant de l'origine commune. Pour connaître les qualités et les défauts, les aspirations, les habitudes, la mentalité de ces groupes, il suffit de se reporter à la vie que menaient ses membres dans leur patrie et aux idées courantes qui régnaient parmi eux. Le Français, l'Espagnol, l'Italien, le Maltais, l'Allemand, l'indigène, forment des types caractéristiques. Il ne faudrait pas oublier l'Algérien, issu de la fusion des représentants de la race latine, peuple nouveau en formation, et qui se constitue une individualité propre et une unité chaque jour grandissantes.

L'Algérie n'est pourtant pas une tour de Babel. D'abord ces ouvriers cosmopolites se trouvent encadrés par un élément patronal dont la grosse majorité est française.

Voici le tableau des patrons algériens divisé par groupes industriels :

Répartition DES PATRONS TRAVAILLANT SEULS OU OCCUPANT
DES OUVRIERS

Par groupes industriels et nationalités.

DÉSIGNATION DES GROUPES INDUSTRIELS	Patrons travaillant seuls		Patrons occupant des ouvriers		TOTAL
	<i>Fran- çais</i>	<i>Étran- gers</i>	<i>Fran- çais</i>	<i>Étran- gers</i>	
Alimentaires.....	287	101	1.444	391	2.176
Arts chirurgiques et pro- duits chimiques.....	35	5	182	17	239
Bâtiment.....	232	115	761	249	1.357
Industrie du bois.....	228	940	712	213	2.093
Carrosserie.....	161	19	571	58	809
Céramique.....	31	22	130	99	282
Cuir et peaux.....	87	86	244	131	548
Imprimerie, papeterie...	17	2	135	17	171
Industrie extratrice.....	60	15	268	123	466
Industries textiles.....	16	7	121	105	249
Instrument de précision..	35	9	47	12	94
Métallurgie et construc- tions mécaniques.....	228	66	860	141	1.295
Vêtements.....	299	86	411	96	892
Manutentions, transports.	158	76	515	166	915
Industries diverses.....	175	109	238	79	601
Total.....	2.097	1.707	6.883	2.011	12.698

On voit que les patrons français occupant des ouvriers s'élèvent presque au chiffre de 7.000, contre 2.000 patrons étrangers. Et convient-il aussi de remarquer qu'ils sont le plus nombreux dans les industries exigeant le plus d'ouvriers. Exemple :

Bâtiment, alimentation, industrie du bois, métallurgie, etc.

Une autre raison pour laquelle l'Algérie n'est pas une tour de Babel, repose sur cette constatation que dans ce carrefour, intéressant par les problèmes d'avenir qu'il fait surgir, on y remarque surtout des représentants de nations latines.

Enfin au-dessus de cette masse bigarrée, d'où sort un bruit confus de dialectes méditerranéens, où les coutumes les plus bizarres, les religions les plus différentes, les types dissemblables, ont place ; où les communes aspirations nationales sont remplacées par un souvenir vivace du pays abandonné ; où les idées politiques ondoyantes et diverses, peu sincères à cause de l'indifférence des esprits pour les destinées de la France, forment un chaos à la disposition du politicien le plus entreprenant ou le moins scrupuleux, il est un lien méconnu mais puissant : le lien économique provenant d'une similitude de besoins, de cultures, d'industries. Et à mesure que grandissent les ressources de l'Algérie, ce lien se resserre tous les jours davantage dans ce pays ensoleillé, vibrant, encore à l'âge d'airain, où beaucoup reste à créer, à corriger, à perfectionner.

Les problèmes de la main-d'œuvre et de l'application des lois ouvrières apparaissent, dès aujourd'hui, comme un des angles principaux de cette façade éco-

nomique. Si en France une loi est mal faite, les sentiments de chaque Français pour la patrie ne changeront pas : tout au plus éprouvera-t-on une désillusion pour les gouvernants de l'heure. En Algérie, où les faits matériels et les phénomènes sociaux se présentent sous des aspects inusités et imprévus, la question prend une gravité exceptionnelle. Une loi désagréable pesant sur des étrangers ou des indigènes n'a pas pour effet de détruire ou de diminuer chez eux la sympathie pour un ministère ou un parlement, puisqu'ils n'ont qu'indifférence pour ces questions. Le résultat sera autrement important. Elle altérera, ou empêchera l'attachement qu'ils devraient montrer à la France. Une mauvaise loi nous fait plus de tort au regard de la population que l'absence d'une bonne. L'étranger aime beaucoup notre argent ; assez l'Algérie qui le lui procure ; très peu la métropole, car il ne la connaît pas et ne la juge que par ses institutions et ses fonctionnaires. Or les étrangers sont supérieurs en nombre aux Français de cœur. De plus ils composent à peu près toute la classe inférieure, et une grande partie de la classe laborieuse. Les lois pourront avoir une influence néfaste ou heureuse selon que l'esprit qui les anime concordera avec la mentalité et les besoins de ceux qui en jouiront.

« Dans une colonie où la moitié des Européens
« sont d'origine étrangère, où les indigènes, séparés

« de nous par leur religion, leurs sentiments, leur
« manière de vivre, ne sont point encore franche-
« ment ralliés à notre cause, le patriotisme est plus
« qu'un devoir, c'est une nécessité, une condition
« d'existence nationale. C'est une singulière erreur,
« pour ne pas dire davantage, que d'essayer de pro-
« pager dans le milieu cosmopolite algérien les
« théories d'un décevant internationalisme, dont les
« Français seraient les premiers à souffrir et dont la
« conséquence immédiate se traduirait par une dimi-
« nution du prestige national. » (Démontès.)

Lorsqu'on parcourt le monde ouvrier d'Algérie il est une constatation importante à faire qui surgit à l'esprit et qui distingue d'une façon caractéristique la masse des salariés algériens de la masse des salariés métropolitains : c'est le manque d'une solidarité sociale.

Les différents groupes ethniques ont une peine énorme à se confondre dans l'atelier, ou sur les chantiers. Ouvriers français, ouvriers italiens, ouvriers espagnols, ouvriers indigènes se mêlent peu. Les différences de langages, d'habitudes, l'ignorance des origines et de la vie passée, amènent une indifférence ou une défiance instinctive qui détruit les germes de sympathie entre ces masses ouvrières. A la sortie de l'atelier on distingue facilement cette tiédeur réciproque par l'absence de mélanges entre groupes. Il

en est de mêmes dans les fêtes, les cabarets, les quartiers d'habitations, les réunions ouvrières. On démarque toujours les différentes nationalités.

Et cet état de fait ne disparaîtra pas de sitôt. Avant d'établir une solidarité sociale réelle et suivie d'effets entre tous les ouvriers de l'Afrique du Nord il faudrait qu'une solidarité naturelle existât entre les différents groupes ethniques qui peuplent les villes et les campagnes.

Pareille transformation ne se fait pas en un jour. Est-ce que le peuple algérien une fois formé absorbera et unifiera ces éléments disparates et opposés et fera naître cette solidarité absente ? Ou bien cette hypothèse est-elle chimérique parce qu'à côté de ce peuple algérien coexistera dans toute sa pureté un élément étranger toujours nouveau, inassimilable immédiatement et qui grandira en proportion sans jamais pouvoir être maîtrisé ? L'avenir répondra.

Pour le moment et pour longtemps cette marche vers la solidarité sera encore alourdie par le manque d'instruction de la classe ouvrière. A peu près tous les salariés espagnols ou italiens sont illettrés et dans leur langue et dans la nôtre. Ne sachant ni lire, ni écrire, ils ont de l'indifférence ou de la peine à envoyer leurs enfants dans nos écoles. Ceux-ci d'ailleurs n'y brillent aucunement par leur assiduité ou leur progrès. Ils oublient vite les leçons de nos instituteurs.

Fait étrange ! dans de nombreuses familles les vieillards vont jusqu'à empêcher leurs petits-fils de se rendre chez l'instituteur. Ils craignent de perdre sous l'influence de cette nouveauté le respect et l'obéissance de leurs enfants car ceux-ci, devenus plus instruits, pourraient, dans ce milieu d'ignorants, contre-carrer leur autorité et porter atteinte à cette influence si profonde que leur donnent l'âge et l'expérience.

La solidarité sociale ne peut produire un effet certain et durable qu'autant que ses manifestations sont continues. Or la continuité suppose un effort constant de l'esprit, effort peu constaté en Algérie.

Le peuple a souvent des enthousiasmes admirables ou des accès de brutalité sauvage provenant d'une sève jeune et trop forte : il est beau ou effrayant à voir dans ces périodes. Mais, trop tôt fatigué, à ces élans inconsidérés succède une longue et désespérante atonie qui s'aggrave au contact de l'indigène. La résignation et le fatalisme du musulman, sous un climat déprimant, pénètrent l'âme de ceux qui vivent à ses côtés. L'initiative collective est une chose rare : il faut qu'elle ait comme but ou comme raison un intérêt vital considérable. Si même cet intérêt vital n'est pas immédiat, le mouvement s'engourdira. Comment s'étonner de cette sieste sociale alors que le milieu, l'exemple, et les idées courantes concourent à cet état de fait !

Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que l'application des lois ouvrières à l'Algérie n'ait pas produit l'effet souhaité, malgré la bonne volonté du gouvernement.

A l'heure actuelle notre colonie méditerranéenne se trouve dotée de nombreux textes en la matière.

Voici leur énumération selon l'ordre chronologique :

1° La situation de l'Algérie en 1848 ne permit pas qu'on lui appliquât les décrets, relatifs aux heures de travail dans les manufactures et usines, éclos sous les sentiments de solidarité qui animaient les esprits de l'époque. Seule, la loi du 22 février 1851 sur l'apprentissage lui fut donnée par un décret spécial du 14 mai de la même année.

2° Sous l'Empire on crut utile d'étendre à cette colonie les concessions faites à l'esprit démocratique qui commençait à montrer sa force en France. On lui accorda :

a) La loi du 5 mars 1864 sur les coalitions et les grèves.

b) La loi du 24 juillet 1867 (art. 48 et suiv.) sur les sociétés à capital variable, destinées à favoriser la constitution des coopératives.

3° Sous la troisième République :

a) La loi de 1884 sur les syndicats professionnels ;
le décret du 9 septembre 1893 qui applique la loi du

29 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage facultatif.

b) Les principales dispositions des lois du 2 novembre 1892 et 12 juin 1893 sur la réglementation du travail des femmes et des enfants et les conditions d'hygiène et de sécurité dans l'industrie, par un décret du 21 mars 1902, simplificateur, en raison de l'état embryonnaire de l'industrie algérienne et en ce qui concerne l'emploi des enfants indigènes. Ce décret organise également dans la colonie l'inspection du travail qu'elle confie aux ingénieurs et contrôleurs des mines.

c) Décret du 11 novembre 1903, qui promulgue la loi du 7 septembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

d) Décret du 11 août 1904, appliquant la loi sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics.

e) Décret du 22 mai 1904, appliquant le décret du 2 mars 1848 sur la répression du marchandage.

f) Décret du 5 août 1904, appliquant la loi sur la protection du travail des femmes dans les magasins.

g) Décret du 14 mars 1904, appliquant le décret du 25 mars 1852 sur les bureaux de placement.

Pour que l'Algérie se trouve au rang de la France il suffit actuellement qu'elle soit dotée de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, et de celle

du 9 avril 1898, qui rentre spécialement dans le cadre de cette étude.

Parmi toutes ces lois dont bénéficie la colonie il convient d'en retenir deux qui par leur importance en France semblent attirer l'attention dans leur application à l'Algérie : la loi sur les syndicats professionnels et les lois sur la réglementation du travail des femmes et des enfants et les conditions d'hygiène et de sécurité dans l'industrie.

La loi de 1884 a fait surgir en France une foule de syndicats. Leur importance, leur influence sur la vie économique et sur les destinées des travailleurs sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de répéter ce que tout le monde sait.

Quelle a été leur marche en Algérie ? Un document officiel nous l'indique. Tout commentaire en serait surperflu. C'est le rapport au Sénat, année 1906. Voici ce qu'il contient in-extenso :

« Le mouvement syndical ne s'est pas rapidement
« dessiné en Algérie. L'importance restreinte de la
« population industrielle, le manque de cohésion,
« l'origine hétérogène des divers éléments qui la com-
« posent, expliquent ce retard de l'organisation ou-
« vrière.

« La concentration de l'industrie algérienne est
« loin d'être aussi avancée que celle des industries
« européennes ; les exploitations minières sont peu

« nombreuses, et les grandes usines sont l'exception.
« On ne trouve pas dans nos colonies des énormes
« agglomérations de travailleurs, où l'ouvrier, perdu
« dans la masse des camarades, sent lui échapper
« l'appui, qu'il trouvait dans le droit individuel, et se
« réfugie instinctivement dans le droit collectif dont
« le syndicat n'est que la manifestation.

« De plus la grande masse des ouvriers algériens
« est formée par les émigrants d'Italie ou d'Espagne,
« pays où les salaires sont particulièrement faibles ;
« ils retrouvent sans étonnement de l'autre côté de
« la mer les taux dérisoires auxquels ils ont été habi-
« tués chez eux. Leur éducation sociale est d'ailleurs
« au même niveau que leur instruction, et l'une et
« l'autre sont insuffisantes pour les affranchir des
« traditions dans lesquelles ils ont été élevés.

« La main-d'œuvre européenne est d'ailleurs con-
« currencée, dans tous les travaux qui n'exigent pas
« de connaissances techniques par la main-d'œuvre
« indigène algérienne ou même marocaine ; la rési-
« gnation à laquelle incitent leurs croyances religieuses
« les dispose peu à seconder l'action des ouvriers
« européens.

« De cette masse, et faisant tache sur elle, se déta-
« chent des individualités, dont l'esprit de révolte
« offre un violent contraste avec l'indifférence de
« leurs camarades. Il s'agit des nombreux libertaires,

« que leurs opinions ont fait chasser des usines d'Eu-
« rope, ou qui les ont quittées volontairement, ne
« pouvant faire tolérer leurs théories et espérant les
« acclimater plus facilement en Algérie. Enfin, l'op-
« position des intérêts professionnels se complique
« d'hostilités de race, les patrons étant en majorité
« français ou juifs naturalisés, et la plupart des ouvriers
« étant étrangers. Il en résulte que les forces ouvriè-
« res sont en Algérie plus susceptibles que partout
« ailleurs de se laisser entraîner, par l'action de me-
« neurs violents ou l'effet inconscient du préjugé,
« aux violences les plus irraisonnées.

« Ces diverses causes donnent une physionomie
« spéciale à l'organisation syndicale algérienne.
« Les syndicats sont nés, la plupart, un jour d'orage,
« à propos d'un conflit du travail, comme organisa-
« tion d'un état de coalition ou dans un but d'op-
« portunité politique. Il arrive souvent qu'ils dispa-
« raissent avec les causes qui les ont fait naître, ou
« avec les hommes qui les ont fondés. Ceux qui sub-
« sistent ne pourraient justifier, le plus souvent, du
« versement régulier des cotisations de la plupart de
« leurs adhérents, et plusieurs même n'existent que
« sur le papier ou dans la personne de ceux qui les
« dirigent.

« La formation des syndicats en Algérie est de
« date récente ; un seul est antérieur à la loi

« de 1884 : il appartient à la catégorie ouvrière la
« plus anciennement organisée en Europe, c'est celui
« des typographes d'Alger, qui date de 1878. Les
« premiers syndicats fondés ensuite, ont été, à Alger,
« celui des cuisiniers (1886), celui des tailleurs de
« pierres et plâtriers (1887), celui des employés limo-
« nadiers (1889), celui des coiffeurs (1889). Dans le
« même temps, se constituait à Constantine le syn-
« dicat des ouvriers d'imprimerie (1886), des maçons
« et plâtriers (1886) et des ouvriers d'arts culina-
« res (1887). A Oran, le plus ancien des syndicats
« est celui des boulangers (1893).

1894. — Alger. . . . 27 syndicats.

Constantine. . . 9 —

Oran 3 —

« Leur nombre a été continuellement en croissant
« jusqu'en 1900, où il y avait 45 syndicats à Alger,
« 5 à Constantine et 10 à Oran. Depuis, les chiffres
« sont restés à peu près les mêmes ; quelques anciens
« syndicats ont disparu, mais ils ont été remplacés
« par de nouveaux, et l'on compte actuellement à Al-
« ger 47 syndicats, tous au chef-lieu ; 29 à Oran, dont
« 24 au chef-lieu, 4 à Sidi-bel-Abbès, 1 à Mostaga-
« nem ; et 23 à Constantine dont 17 au chef-lieu, 5 à
« Bône, 1 à Bougie, et 1 à Herbillon.

« Les éléments syndiqués se groupent en général
« dans les Bourses du travail. Le premier de ces éta-

« blissements fut fondé à Alger, en 1892, et reçut une
« subvention de la ville et du Conseil général.

« Il était administré par trois délégués de chaque
« syndicat et gérait un bureau de placement. Il était
« d'abord dominé par l'élément modéré, et interve-
« nait souvent comme conciliateur dans les conflits
« entre patrons et ouvriers. Mais peu à peu l'élément
« antimilitariste s'infiltra dans le personnel dirigeant
« de la Bourse, et en 1905 on dut en ordonner la fer-
« meture. Elle s'est reformée en Bourse indépendante,
« tandis que la municipalité fondait de son côté un
« office du travail géré par des employés municipaux
« et un bureau de placement gratuit. Mais la plupart
« des syndicats sont allés à la Bourse indépendante,
« dont les services ne peuvent d'ailleurs fonctionner
« faute de ressources. Il y a eu, de 1899 à 1904, une
« Bourse à Mustapha qui s'est réunie à celle d'Alger.

« La Bourse du travail d'Oran a été fondée en 1892
« par le Conseil municipal et administrée d'abord
« par la Chambre de commerce ; en 1894, les syndi-
« cats ouvriers en obtinrent l'administration ; mais,
« comme à Alger, la prédominance de l'élément anti-
« militariste en amena la fermeture en 1905 ; elle a
« été d'ailleurs réouverte au bout de quelques mois.

« La Bourse de Constantine, fondée en 1896, s'est
« au contraire exclusivement cantonnée sur le terrain
« des intérêts professionnels ; ses chefs jouent un rôle

« important au Conseil municipal, et outre les sub-
« ventions de la municipalité et du Conseil général,
« elle touche du gouvernement général une subven-
« tion pour les cours professionnels qu'elle a fondés.

« Comme on le voit, en Algérie, les syndicats en
« sont encore à cette période de gestation où l'ou-
« vrier considère le syndicat comme une arme de
« guerre économique, comme l'organisation perma-
« nente de la coalition ouvrière, arme inutile en
« temps normal c'est-à-dire en temps de paix sociale,
« et préparée uniquement pour servir de cadre à la
« mobilisation des forces ouvrières en cas de conflits.

« La lacune essentielle de l'organisation ouvrière
« est l'absence d'éducation sociale des syndiqués. Là,
« comme en toutes choses, le temps fera son œuvre;
« les travailleurs comprendront que les rapports
« entre le capital et le travail ne peuvent être réglés
« que par une entente librement consentie par tous
« les intéressés et non par des manifestations vio-
« lentes, par des à-coups brusques, incompatibles avec
« la stabilité indispensable à l'industrie, et seule
« capable d'assurer à l'ouvrier la sécurité de l'exis-
« tence matérielle et la dignité du citoyen. »

Ainsi le tableau, quoique officiel, est peu brillant.
Il prouve d'une façon évidente l'absence de toute
solidarité sociale entre les différents groupes ethniques
composant la main-d'œuvre. Il confirme cette

opinion que l'ouvrier algérien, dans son ensemble, ne ressemble pas à celui de la métropole.

Il convient maintenant d'examiner les décrets des 21 mars 1902 et 1^{er} mars 1905 relatifs à l'application, en Algérie, des dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, aux mesures de protection à l'égard des enfants, filles mineures et des femmes.

Au moment de la promulgation des textes en France sur ce sujet (loi du 2 novembre 1892 et 12 juin 1893), Gouvernement général, Commission du travail, Comité des arts et manufactures, Chambres de commerce, Bourses du travail, syndicats, furent unanimes en Algérie à déclarer qu'ils étaient inapplicables à la colonie. (Rapport précédent la présentation du décret du 21 mars 1902, au président de la République.)

On eut donc soin de remanier complètement la loi de 1892 et de 1893. Les raisons de ces modifications étaient tirées de la diversité ethnique de la population de la colonie, de son climat qui exigeait des repos prolongés au milieu de la journée et à rattraper pendant les moments frais, de son état industriel peu avancé qui ne comprenait pas de fortes agglomérations d'ouvriers dans le même atelier, et de grosses machines bien dangereuses. Les modifications portèrent sur l'âge d'admission des enfants au

travail, sur le certificat d'instruction primaire, sur l'âge où l'enfant est considéré comme adulte, sur les prescriptions relatives au travail de nuit, et sur l'organisation de l'inspection. En outre on distinguait entre la réglementation de la population indigène et celle de la population européenne.

De plus, sur la proposition de la Commission du Travail, la nomenclature des établissements soumis à la loi de 1892 était complétée des cirques, théâtres, laboratoires, cuisines des établissements de consommation, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances.

Pour les indigènes, on supplée à l'acte de naissance des enfants employés par un certificat médical indiquant que le développement physique correspond à l'âge de 12 ans et que l'enfant peut supporter le travail industriel.

La levée temporaire de l'obligation du repos hebdomadaire ainsi que celle des restrictions relatives à la durée du travail ne peut être accordée pour plus d'un mois par le contrôleur des mines, passé ce délai, la tolérance doit faire l'objet d'un arrêté spécial du gouverneur.

Enfin il y a des dispositions spéciales pour assurer des moyens de propreté au personnel, pour le cubage d'air, pour la prise des repas en dehors de locaux où sont manipulés des substances toxiques.

On peut dire que ces décrets remplissaient toutes les conditions voulues pour satisfaire réellement le monde du travail, et répondaient entièrement à toute la complexité du problème ouvrier algérien. Malheureusement une lacune importante rend ces textes peu sérieux dans leur application. On a oublié d'organiser l'inspection du travail d'une façon effective ! sur laquelle repose toute loi prohibitive ou impérative au regard du patronat.

Voici comment elle est organisée ; le rapport au président de la République qui précède le décret du 21 mars 1902 nous l'apprend en ces termes :

« Nous avons estimé qu'il serait possible, sans
« grever le budget de l'Algérie, d'assurer, avec le con-
« cours d'un corps de fonctionnaires actuellement
« existants, la surveillance de la réglementation nou-
« velle. Ce corps qui présente toutes les garanties
« désirables de compétence, et dont les cadres ne
« seraient d'ailleurs pas augmentés, est celui des in-
« génieurs et contrôleurs des mines, déjà chargé de
« la visite des appareils à vapeur dans les établis-
« sements industriels. »

Et l'article 24 du décret du 1^{er} mars 1905 sur la matière dit :

« Les ingénieurs et contrôleurs des mines sont
« chargés de surveiller l'application du décret.

« Ils sont placés, pour ce service sous l'autorité

« du gouverneur général de l'Algérie. Ils ont entrée
« dans tous les établissements visés par le décret. »

Le défaut d'organisation d'une inspection du travail sérieuse fut vivement senti. A la session de mars 1904 de la Commission consultative du travail, un de ses membres appuyait le vœu émis par la Bourse du travail d'Alger. Le voici :

« Considérant les modifications apportées par la
« Commission consultative du travail au décret du
« 21 mars 1902 sur la protection des femmes et des
« enfants et l'hygiène et la sécurité des travailleurs
« dans l'industrie augmentant le nombre d'établisse-
« ments soumis au service de l'inspection, entre
« autres des laboratoires et cuisines des établisse-
« ments de l'alimentation, magasins, boutiques, bu-
« reaux, etc.

« Que l'inspection des dits établissements augmen-
« tera considérablement les attributions des inspec-
« teurs du travail.

« Que le décret du 21 mars 1902 donne entière satis-
« faction aux travailleurs de la colonie, à condition
« toutefois que ses dispositions soient intégralement
« appliquées par une inspection rigoureuse de tous
« les instants.

« Que la loi du 7 décembre 1874 sur la protection
« des enfants dans les professions ambulantes, et celle
« du 19 août 1898 sur la répression des violences, voient

« de faits, actes de cruauté et attentats commis envers
« les enfants sont dans les attributions du person-
« nel de l'inspection du travail.

« Qu'enfin, en outre du service d'inspection ces
« fonctionnaires doivent fournir les éléments néces-
« saires à l'établissement des statistiques sur les
« conditions du travail, salaires, durée du travail,
« règlements d'ateliers, contrats d'apprentissage, main-
« d'œuvre étrangère, indigène et française, hygiène,
« accidents, salubrité, sécurité, etc.

« Pour ces motifs, la Bourse du travail d'Alger
« demande la réorganisation du service de l'inspec-
« tion du travail en service autonome, sous le contrôle
« direct de l'Office du travail à créer, et dont les
« attributions seront déterminées par l'arrêté de
« constitution. »

Puisque l'État applique les lois ouvrières françai-
ses à l'Algérie, c'est qu'il les croit utiles à ce pays. Il
manque à ses engagements ou affaiblit la force de ses
principes lorsqu'il ne procure pas tous les moyens
nécessaires à l'application. Il joue avec les ouvriers
à qui il donne des avantages ou un bien-être dont ils
ne peuvent profiter, et avec les patrons devant les-
quels il agite des fantômes inutiles. En l'occurrence
ce sont les inspecteurs du travail qui seuls, pour-
raient faire respecter la teneur des textes promulgués.
En toute logique le nombre de ces fonctionnaires

doit croître en raison des difficultés d'application. Comme ces difficultés, vu l'étendue du territoire, sont plus grandes et plus nombreuses que dans la métropole, des inspecteurs devront exister d'abord, et leur nombre devra être plus considérable.

Le vœu de la Bourse du travail d'Alger fut discuté par la Commission du travail. Celle-ci estimait « que
« le décret du 21 mars 1902 était largement suffisant
« dans ses dispositions relatives à la protection du
« travail, et qu'il ne donnerait lieu à aucune objec-
« tion s'il était réellement appliqué.

« Le service du contrôle assuré par des agents aux
« attributions déjà multipliés est mal fait. Les ins-
« pecteurs et contrôleurs des mines sont déjà sur-
« chargés par leurs obligations professionnelles ; mal
« préparés au rôle qu'on voudrait leur faire jouer
« dans l'organisation du travail, ils n'ont pas le loi-
« sir d'y consacrer le temps nécessaire à toute action
« utile et effective.

« Ce rôle d'ailleurs ne devait pas se borner à une
« inspection sommaire des établissements soumis aux
« décrets. Les inspecteurs du travail ont à recueillir
« une foule de renseignements statistiques permettant
« de se faire une idée exacte des conditions du travail
« dans les diverses régions industrielles. Ces rensei-
« gnements centralisés par l'Office du travail rendent
« dans la métropole de signalés services aux travail-

« leurs de tout ordre et aux entrepreneurs de travaux
« publics et privés. Ce double rouage manque à
« l'Algérie, il est urgent de le créer. »

Malgré toutes ces bonnes raisons, rien n'est fait, le commissaire du gouvernement près la commission expliquait que l'administration n'était pas hostile à ces réformes. Mais, paraît-il, elle est obligée d'y renoncer jusqu'à nouvel ordre en faveur de considérations d'ordre budgétaire capitales. L'organisation d'un Office du travail et la nomination d'un inspecteur par département entraîneraient à des dépenses hors de proportion avec les dispositions financières de la colonie.

Le commissaire ajoutait même que « l'expérience
« de la réglementation du travail est encore impar-
« faite et ce serait s'exposer à de graves mécomptes
« que d'aller trop vite dans une matière aussi déli-
« cate. L'Algérie en est encore à une période d'essai,
« avant de tenter rien de définitif, il serait désirable
« que l'expérience ait apporté des renseignements de
« nature à provoquer une œuvre durable et sérieuse. »

La conclusion de cette étude est que le manque de solidarité sociale entre les différents groupes ethniques qui composent la main-d'œuvre algérienne, la mentalité propre qui se dégage de l'ensemble des travailleurs, les conditions économiques et climatériques spéciales dans lesquelles vivent les ouvriers,

l'absence d'un contrôle et d'une surveillance sérieuse de l'application des lois ouvrières ou industrielles, font de cette colonie un champ bien particulier sur lequel toute loi française ou tout principe né en France, ne germera pas avec autant de vitalité ici que dans son pays d'origine.

La transplantation pure et simple dans la colonie des lois ouvrières pourrait au premier abord séduire ceux qui connaissent ces lois par leur objet général plutôt que par le détail de leurs dispositions. A l'examen le problème devient plus complexe. L'étude de l'applicabilité de la théorie du risque professionnel et de la loi du 9 avril 1898 qui en découle montrera, à chaque instant, les difficultés qui surgissent.

« Il ne saurait être sérieusement question d'appliquer à l'Algérie toute la législation française et rien que cette législation. Si la similitude d'institutions est l'idéal vers lequel tous nos efforts doivent tendre, elle ne saurait être réalisée que progressivement ; encore n'est-il point déraisonnable de se demander si vraiment ce but pourra jamais être atteint en Algérie, étant donné le milieu indigène, si réfractaire à toute pénétration, et le milieu étranger si difficilement assimilable. »

C'est la conclusion de M. Demontès après s'être livré à un travail approfondi de démographie algérienne.

Voici ce que dit M. Delorme à la fin de son remarquable ouvrage sur le commerce algérien :

« Si l'administrateur doit recevoir son impulsion
« du souffle ardent de solidarité qui semble devoir
« transformer profondément notre système social,
« si l'on songe surtout que l'Algérie est un pays
« neuf où la population est mêlée et où les ques-
« tions sociales se compliquent de problèmes ethni-
« ques, quiconque prétend à un rôle directeur doit
« savoir conduire le navire dont il a la garde, en évi-
« tant les écueils sur lesquels pourrait le pousser un
« courant trop rapide. Les questions de législation
« ouvrière et d'assistance sociale ne peuvent être
« solutionnées uniquement par des vues d'ensemble,
« purement théoriques, généreuses sans doute, vraies
« très souvent, si l'on n'envisage qu'un avenir plus ou
« moins lointain et non des réalités immédiates. Elles
« doivent être basées sur les contingences actuelles
« des nécessités de la vie sociale et par suite viser
« à l'harmonie entre les différents groupes qui pré-
« sident à la production, harmonie dont les condi-
« tions varient du reste sans cesse avec la psycholo-
« gie comme avec la richesse de la nation. »

DEUXIÈME PARTIE

LA THÉORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL

INTRODUCTION

Depuis neuf années on s'efforce de donner une solution à la question des accidents du travail. Les résultats sont peu satisfaisants quoiqu'un projet de loi, déposé sur le bureau de la Chambre des députés par le ministre du Travail le 8 novembre 1906, puisse faire croire aux difficultés vaincues.

Pour satisfaire à la logique on eût dû commencer à examiner la question des accidents de la main-d'œuvre agricole car l'Algérie est avant tout un pays d'agriculture. La France n'en voit pas l'urgence pour elle et par conséquent la nécessité pour sa colonie.

Du moins puisqu'on s'occupe d'ouvriers industriels et d'employés de commerce conviendrait-il, dans un pays cosmopolite, de ne pas ignorer le chiffre total

de ces travailleurs ainsi que leur exact dénombrement par nationalité et groupement professionnel. Des renseignements sur l'échelle des salaires, quelques monographies de famille, eussent eu leur importance.

L'utilité de posséder aussi quelques données sur l'ouvrier d'origine étrangère est incontestable. Le nombre de ceux qui abandonnent le territoire français, la question de résidence des ayants droits sont indispensables à connaître pour apprécier les charges plus ou moins lourdes qui incomberont de ce fait au patronat.

Les statistiques officielles sont d'un mutisme presque complet sur ces points capitaux. Elles accusent 33.556 ouvriers indigènes et 48.970 ouvriers européens. Les 48.970 Européens se décomposent à leur tour, ô surprise ! en 30.350 Français et 18.620 étrangers.

On est étonné de constater que la main-d'œuvre française englobe à peu près les deux tiers de la main-d'œuvre européenne. Pareille proportion est en contradiction flagrante avec tout ce que nous enseigne la démographie algérienne. Elle jure avec les chiffres de l'immigration et de la natalité. Elle s'oppose à la notoriété publique. Personne n'ignore, dans cette colonie, que nous sommes envahis par des hordes italiennes et espagnoles. L'Administration renie

elle-même ses données dans son projet de loi sur les accidents (étudié plus loin), puisqu'elle prend des dispositions spéciales à la main-d'œuvre étrangère qui, selon ses propres termes, « a sur la main-d'œuvre française une prépondérance numérique écrasante ». De telles statistiques sont trop sujettes à caution pour servir de base à un travail sérieux. Elles préviennent fâcheusement contre celles qui pourraient être justes. Dans le doute il vaut mieux s'abstenir.

On aurait aussi souhaité une nomenclature détaillée des industries et commerces soumis à la taxe de garantie de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, afin de prévoir la charge probable du patronat : les statistiques existantes ne répondent pas à cet ordre d'idées.

Mais la lacune la plus grave consiste dans l'absence totale de connaissances sur l'accident-ouvrier.

Quelle est sa proportion, sa fréquence, sa gravité ? Sur qui repose sa responsabilité ? On ignore tout à ce sujet.

Et alors, quelle base indiscutable servira à établir la transaction forfaitaire, caractéristique de notre loi de 1898 ?

En France des statistiques sérieuses et l'expérience allemande ont permis de fixer un compromis dérivant de la constatation suivante : que 75 0/0 des accidents devaient être réparés par le patron et 25 0/0

étaient dus à la faute de l'ouvrier. La transaction alors, fut faite sur la base des deux tiers du salaire.

De pareilles proportions sont évidemment équitables pour la métropole, mais, il y aurait témérité à les garantir comme exactes dans leur application à l'Algérie. Ici existe une main-d'œuvre totalement ignorée en Europe et pouvant très bien jeter le trouble dans le calcul mathématique de la transaction forfaitaire : c'est la main-d'œuvre indigène.

Dans de telles conditions d'apparition, une loi sur les accidents du travail semble inopinée. La suite de cette étude montrera les difficultés auxquelles elle se heurte dans les principes et dans sa réalisation pratique.

CHAPITRE UNIQUE

LE RISQUE PROFESSIONNEL ET LA MAIN- D'ŒUVRE ALGÉRIENNE

Est-il opportun d'étendre la théorie du risque professionnel à l'Algérie ? Quelles personnes doivent en bénéficier ?

A des réponses différentes devront correspondre des lois animées d'un esprit différent.

Le principe du risque professionnel peut se résumer dans la formule suivante : « La réparation de tous les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail doit rentrer dans les frais généraux de l'entreprise, et par conséquent, être supportée par le chef d'industrie. » (Pic. *Législation du travail.*)

Ce principe dérive du droit à la vie. « Lorsque l'ouvrier aliène dans le contrat du travail, sa capacité de travail et de production, ce qu'il attend pour compensation de cette aliénation, c'est le droit à la vie pour lui et les siens ; non pas seulement pen-

dant qu'il reste à l'atelier, mais pendant toute son existence. » (Jay. *Cours* 1904-1905.)

Le principe du risque professionnel paraît une chose toute naturelle en France ; pourtant son existence ne date pas de longtemps. Et comme un Français croit toujours que ce qui est naturel ou logique chez lui, doit l'être aussi ailleurs, il n'hésitera pas à soutenir que la théorie du risque professionnel doit régir le monde du travail, en Algérie.

Le Parlement pense de même. Il convient d'examiner cette assertion, en envisageant d'un côté, l'ouvrier européen, français ou étranger, de l'autre, l'ouvrier indigène, musulman.

Peut-être alors, la théorie du risque professionnel, n'aura-t-elle plus la portée générale qu'on est tenté de lui attribuer, lorsqu'on néglige la réalité pour se laisser emporter par les facultés d'une généralisation trop hâtive.

SECTION I.

Le risque professionnel et l'ouvrier français ou étranger.

En Algérie, de nombreuses raisons militent en faveur de l'extension de la théorie du risque professionnel aux ouvriers européens. L'article 1382 du Code civil s'adapte mal aux droits de l'ouvrier vic-

time d'un accident du travail. Avec lui, le fardeau de la preuve incombe entièrement à celui qui demande réparation du dommage causé par la faute du patron. Les compagnies d'assurances se chargent, en justice, de discuter à fond les arguments fournis par la partie demanderesse. L'intérêt de leur caisse les oblige à prendre l'intérêt du patron, plus impitoyablement que ne l'aurait fait celui-ci s'il avait été directement actionné.

Souvent le cas fortuit ou de force majeure procure un triomphe complet au chef d'industrie, sans pourtant, pardonner à sa conscience. Il est quelquefois dur de voir l'ouvrier sans secours, lorsque l'accident provenait de sa faute même légère.

En Algérie, ces raisons seraient déjà suffisantes pour désirer la disparition de l'article 1382. Ce changement devient plus pressant par la position spéciale de l'ouvrier devant les dispositions du Code civil, position rendue plus difficile par un état de fait particulier à cette colonie, et qui s'analyse en une méfiance réciproque d'ouvrier à ouvrier.

En effet, l'émigrant étranger, l'ouvrier français, arrivent en Algérie sans grandes ressources. Une seule idée les domine : gagner leur vie, n'importe comment. Ils se présentent dans les chantiers ou les ateliers qui regorgent déjà de salariés indigènes occupant le bas de l'échelle du travail.

Malheur à ceux qui ne possédant pas de capacités spéciales et supérieures, sont obligés de lutter avec l'élément kabyle ou arabe. La concurrence terrible de ceux-ci maintient les salaires à un taux très bas, souvent dérisoire : immédiatement, haine profonde entre l'indigène et l'Européen ; ils ne manqueront jamais l'occasion de se nuire.

L'ouvrier embauché, se rapprochera alors de ceux qui appartiennent à sa race. Bientôt, il s'apercevra que ses camarades de chantier ne parlent pas sa langue, ou s'expriment si mal, que tout rapprochement sérieux est à peu près impossible. Des habitudes et une mentalité différente de la sienne, constatées à la longue, l'éloigneront davantage des individus n'appartenant pas à sa nationalité. Il ne lui restera plus que son groupe. En le fréquentant, il se fera des camarades, rarement des amis. Alors les conseils de ceux-là, joints à sa propre expérience, lui apprendront qu'il faut se méfier de tout le monde. Un pays neuf est le réceptacle des individus douteux ou bizarres de pays trop policés. Le besoin d'aventures, l'absence de tout scrupule caractérisent ces nouveaux venus. Aussi l'ouvrier se ressaisit-il bientôt. Sur cette nouvelle mentalité, il façonnera la sienne ; méfiant envers chacun, il ne comptera que sur lui-même.

Cette défiance, jointe à une roublardise acquise dans ce milieu, le besoin d'arriver à une position meilleure,

annihileront les quelques sentiments altruistes qu'il pouvait posséder.

Haine ou mépris d'Européens à indigènes, méfiance ou froideur entre individus de nationalités différentes, réserve ou indifférence entre membres d'un même groupe : voilà les sentiments dominant la classe ouvrière en Algérie.

Il ne faudra donc pas s'étonner si, en cas d'accident, la victime ne trouve personne qui consente à lui servir de témoin. Ce jour là, son camarade de chantier peut même devenir son ennemi.

L'appui de témoignages consciencieux est très rare, à moins qu'il ne soit acheté ; ce qui est quelquefois déjà fait par le patron.

La mise en œuvre de la théorie du risque professionnel, réduit au minimum le nombre des constatations en justice et des aléas qui en découlent ; le salarié ne verra pas son droit détruit uniquement, par la mauvaise volonté des témoins, la longueur d'un procès ou l'impossibilité matérielle ou pécuniaire de le soutenir.

De plus, dans ce pays neuf, les salaires sont bas, les œuvres de solidarité font défaut, et l'assistance publique est mal organisée, et à l'état embryonnaire.

L'ouvrier frappé d'une incapacité plus ou moins grave par le fait ou à l'occasion du travail, se voit, du jour au lendemain, acculé à la plus profonde dé-

trousse. Aucune économie pour attendre le rétablissement.

Le tribunal, découvrant un cas fortuit, ou une faute, refuse au blessé toute allocation ; l'hôpital n'offrira ses lits que contre argent comptant car l'ouvrier n'est pas un indigent, et c'est grâce à ce distinguo inhumain qu'on arrive à refuser des soins à de braves travailleurs, alors qu'on dorlote des professionnels de la mendicité ou la fine fleur des romanchels.

Ne sont-ce pas là des circonstances aggravantes condamnant l'article 1382 du Code civil. Ses conséquences seraient, à la rigueur, supportables dans un pays où des salaires élevés, une hospitalisation large, une bonne assistance publique ou privée, contrebalanceraient dans une certaine mesure, les effets malencontreux de l'article 1382.

Mais lorsque ces palliatifs font absolument défaut, il est inadmissible que la vie de l'ouvrier dépende uniquement des surprises cruelles auxquelles donne lieu l'interprétation de notre Code civil en la matière.

Il est encore une autre raison qui appelle à elle les bienfaits du principe du risque professionnel : on sait qu'en Algérie, les lois sur les heures du travail, et sur la sécurité des travailleurs dans les ateliers, ne sont respectées qu'en raison du degré de conscience des patrons, car le fantôme de l'inspecteur du

travail, et la résistance des ouvriers n'y sont guère effarouchantes.

Par le fait même de l'inobservation de ces lois, qui dira tous les accidents qui peuvent en découler, plus ou moins directement, dont la preuve est impossible, et qui rentrent dans les cas fortuits, de force majeure, ou de faute imputable à l'ouvrier ?

N'y a-t-il pas là une raison de plus, pour mettre à la charge des patrons des risques inévitables, qu'il est injuste de faire supporter au travailleur.

Le fait de ne pas observer strictement les textes protégeant l'ouvrier, n'augmente-t-il pas les charges inhérentes à l'entreprise ? Sur le maître qui fait subir de pareilles conditions de travail, plane une présomption de faute, beaucoup plus certaine que sur le patron de la métropole, assujetti par le milieu, la volonté des ouvriers, et la peur des pénalités à la stricte observation des dispositions contenues dans les lois.

La présomption de faute est plus grande chez celui qui n'a pas voulu prévenir, que sur celui qui est tenu, bon gré mal gré, à certaines précautions. Voilà pourquoi l'article 1382, sévère au regard de l'ouvrier pour l'administration de la preuve, doit être remplacé par le principe du risque professionnel.

Il est vrai qu'on peut objecter que sous l'empire de l'article 1382, l'ouvrier sera aussi bien protégé, car

il n'aura qu'à prouver que le patron n'avait pas obéi aux prescriptions préventives des lois concernant la sécurité pour que le tribunal, reconnaissant une faute véritable, alloue une grosse indemnité comme dommages-intérêts dus à l'ouvrier. Oui, cela peut être vrai, mais à condition que l'ouvrier plaide, ce qu'il ne fera pas toujours. Car il ne faut pas oublier que son ignorance, et la peur des arrêts de la justice, joints à l'insuffisance de ses économies pour parer aux premiers frais de la mise en marche d'une action judiciaire, le feront beaucoup hésiter, et même annihileront complètement sa volonté, si la compagnie d'assurances ou l'administration lui montre la certitude d'un dédommagement pécuniaire, trop souvent dérisoire !

De plus les juges n'ont à statuer que sur des dommages-intérêts, lesquels sont basés sur le préjudice causé à la victime, et non sur la gravité de la faute imputable au patron, laquelle reste impunie. C'est avec ce système que le salarié supporte la charge non seulement de sa faute personnelle, mais encore celle des accidents dus à un cas fortuit, ou à une force majeure; et ce qui est plus inique, la charge des accidents dus à la faute du patron, toutes les fois que celle-ci, bien que réelle, ne pourra pas être légalement établie devant les tribunaux, ou ne sera pas prouvée par l'hésitation de l'intéressé, à mettre

en marche, cette machine énigmatique de la justice.

Pareilles bizarreries peuvent être supportées par des adversaires riches ou aisés, qui ne discutent pas leur vie même dans les litiges en cours.

Mais lorsque cette hypothèse survient, dans le contrat du travail, à l'occasion d'accidents qui enlèvent à la victime le droit à la vie, parce qu'elle a perdu sa force-travail, il est juste de remplacer le texte de loi, créateur d'une injustice, par un nouveau texte, plus approprié.

Jusqu'à maintenant, avec d'aussi bonnes raisons militant en faveur de l'application à l'Algérie de la théorie du risque professionnel, on peut se demander pourquoi pareille réforme n'a pas encore été réalisée !

C'est que nous n'avons envisagé que le côté ouvrier : celui qui bénéficiera du changement. En se plaçant au point de vue patronal, la question va s'éclairer autrement. Ce nouvel aspect a une prépondérance capitale et il ne convient pas de le négliger. C'est l'employeur qui supporte intégralement les charges du risque ; il est juste qu'on l'écoute. Les pouvoirs publics, en Algérie, sont restés un peu sourds à ses cris. Il est vrai qu'il se plaignait bien avant qu'on l'écorchât. C'est peut-être la seule mauvaise raison pouvant excuser cette surdité politique quelquefois dangereuse pour les destinées économiques d'un pays.

Dans leur défense les patrons ont soulevé des objections de portée et valeur inégales.

La première est tirée des honnes relations encore réelles d'employeurs à employés. En effet, la moyenne industrie est peu développée : la grande industrie reste à créer. Le machinisme et la division exagérée du travail n'ont pas animalisé l'homme. Le capital commence à peine à se former : les fortunes assises sont rares. Presque tout homme vit de son travail. Entre le patron et l'ouvrier il n'existe pas ce fossé regrettable qui arrête toute relation et duquel s'échappe cette tacite animosité, ennemie des sympathies et des conciliations. Le patron est habituellement un ancien ouvrier, ou un fils d'ouvrier. Les origines ne sont pas oubliées. On ne voit que rarement cette bourgeoisie spéciale qui essaie d'attirer à elle tous les braves gens à qui la fortune a souri et les pousse à étaler un luxe grossier digne du mépris ou de la jalousie des malheureux. Une loi consacrant la théorie du risque professionnel pourrait relâcher les liens entre l'élément patronal et la masse ouvrière, encore peu éloignés l'un de l'autre. Puis en fin de compte, soutient-on, l'augmentation des charges de la classe industrielle aura pour contre-partie une diminution du salaire des bénéficiaires.

La première partie de cette objection ne paraît pas juste. Il semble bien que le risque professionnel n'augmentera ni ne diminuera l'attachement des patrons pour les ouvriers. Pourquoi changerait-il l'état de fait actuel ?

La seconde partie de l'objection subit un démenti formel de l'expérience. En France, la loi de 1898 n'a pas abaissé les salaires : ils n'ont pas cessé de monter malgré les prophéties contraires. Il est probable qu'en Algérie le même effet se produira. Abaisser d'un seul coup tous les salaires d'un pays est une modification que les victimes n'accepteraient pas sans d'énergiques protestations : il y aurait fausse manœuvre. Le patron préférera, de beaucoup, faire supporter les conséquences de la loi au consommateur, ce qui est logique car cette nouvelle charge rentre dans les frais généraux lesquels sont compris dans le prix de vente. De plus il ne faut pas oublier que d'après la loi de 1898 « tout chef d'entreprise « ayant opéré, sur le salaire de ses ouvriers ou em-
« ployés, des retenues pour l'assurance des risques
« mis à sa charge est passible d'une pénalité » pour avoir enfreint le principe du risque professionnel. On prohibe ainsi le procédé employé par un certain nombre de patrons peu scrupuleux, qui, à l'heure actuelle, « retiennent aux ouvriers une somme supérieure à la prime payée par eux aux compagnies
« d'assurances », ou qui « envoient leurs ouvriers à
« l'hôpital et touchent la prime qui leur était destinée. » (Commission consultative du travail près le Gouvernement général. Session mars 1904.)

Pendant longtemps les employeurs algériens ont vanté l'excellence de l'article 1382 du Code civil. Il

n'est plus en même estime. La jurisprudence coloniale, influencée par le régime de la France, indemnise les victimes d'accidents du travail avec une si grande largesse que les patrons rêvent maintenant à l'application de la loi de 1898 afin de réfréner l'ardeur intempestive de nos magistrats piqués de la tarentule humanitaire. Le dernier rapport établi au nom du Syndicat commercial algérien, le 5 mars 1906, avouait qu'une « intervention législative s'imposait, « et que c'était avec une grande satisfaction qu'on « apprenait l'élaboration, par le Gouvernement général de l'Algérie, d'un projet de loi concernant les « responsabilités des accidents dont les ouvriers sont « victimes dans leur travail en Algérie. » De même la Chambre de commerce d'Alger changeait ses batteries de position. Par la voix autorisée de son rapporteur elle faisait savoir qu'« animés de ce même « sentiment de justice et d'humanité qui a consacré « dans la métropole cette œuvre de progrès social, on « acceptait le principe de l'extension à l'Algérie d'une « réforme depuis longtemps attendue par la démocratie. » (Séance du 28 nov. 1906.) Autres temps, autres conceptions. On pourra toujours dire que si le principe du risque professionnel fut admis en Algérie, ce n'est pas par amour de la justice ou de l'humanité, mais bien à cause de la peur que l'article 1382 procurait à la bourse patronale : pure question d'intérêt.

Il reste maintenant à examiner les deux plus sérieuses objections. La première consiste dans la question de savoir si l'industrie algérienne, dans son état actuel, est susceptible de supporter la charge résultant du risque professionnel sans lui porter un préjudice considérable, et si le peu d'importance de cette branche de l'activité algérienne vaut la peine qu'on s'occupe des travailleurs qui y sont attachés. La seconde objection concerne la question du machinisme. En France le développement considérable de l'outillage mécanique a montré que l'ouvrier ne peut ni ne doit supporter les risques inévitables que comporte la direction de ces forces aveugles, formidables, irrésistibles, des atteintes mortelles desquelles on échappe beaucoup plus par la chance que par la volonté. Ce fut là un des principaux motifs qui fit admettre le risque professionnel dans la métropole. Or le machinisme n'est pas considérable en Algérie. Le risque professionnel ne perd-il pas alors de son urgence. Sa raison d'être ne s'en trouve-t-elle pas affaiblie ?

Cet argument est digne de considération : il fut très souvent invoqué, et encore aujourd'hui il tient sa place dans toute discussion. Il ne faudrait pas pourtant lui attribuer une portée trop démesurée. Son importance réelle a été grossie par la facile répétition avec laquelle on le présente dans toutes les occasions où il doit paraître et même dans celle où

on devrait le taire. Le machinisme a augmenté les risques d'accidents et les accidents. Mais si le raisonnement conduit à croire que le machinisme augmente les risques d'accidents, les faits prouvent que les accidents nés de l'outillage mécanique ne rentrent que pour un quart dans la totalité des accidents survenus à l'occasion ou par le fait du travail. Les entreprises de transport, l'industrie du bâtiment où le machinisme est très réduit en accaparent le plus grand nombre, et non les moins graves. Devant un appareil formidable, devant une force irrésistible on est instinctivement obligé à une attention soutenue, à des précautions minutieuses, beaucoup plus que dans les industries où le danger, quoique plus réel, surgit d'une façon inattendue, et sous une cause imprévue. L'argument tiré de l'absence de machinisme en Algérie, n'est donc pas suffisant à lui seul pour enlever aux autres catégories d'ouvriers et aux employés de commerce le bénéfice d'un principe qui reste quand même juste et nécessaire. La statistique officielle de l'Algérie, année 1906, nous montre que l'alimentation, l'industrie extractive, les manutentions et transports, le bâtiment sont les groupes réunissant le plus grand nombre d'ouvriers. Les industries employant des machines (imprimerie, industries textiles, métallurgie, constructions mécaniques) ne viennent que bien après.

La dernière objection, par son importance, pèse

sur l'ensemble de la question. Il s'agit de savoir si le poids des charges inhérentes à l'application du risque professionnel peut, sans conséquences graves, être supporté par l'industrie et le commerce algériens.

Les ennemis de la nouvelle théorie arguent de la faiblesse économique de cette colonie pour suspendre momentanément toute innovation en la matière.

Ils résistent avec succès, et les partisans du risque professionnel hésitent encore à se prononcer d'une façon catégorique sur ce sujet. Seuls, les pouvoirs publics ont l'air de ne pas douter de la prospérité et de la force de l'industrie et du commerce.

Remarquons de suite que pour le commerce la question ne se pose pas. Il est florissant et ses risques réduits n'augmenteront pas énormément ses charges. Son développement, depuis surtout ces dernières années, tend à progresser d'une façon continue et satisfaisante.

La vie économique de l'Algérie donne les signes indéniables d'une activité qui s'accroît, et d'une richesse qui augmente. Cette marche ascendante persistera-t-elle ?

Il faut l'espérer, sans toutefois croire que cet état ne comportera pas de réaction.

Tous les pays neufs croissent en passant par des alternatives de progrès et de dépression et spécialement l'Algérie, où la tendance à l'unité de culture occasionne des mouvements généraux de crise ou de

prospérité ayant une répercussion profonde sur toute la vie économique du pays.

L'industrie de cette colonie dérive avant tout de l'agriculture. Son développement est lent. Les tarifs douaniers ne lui sont pas favorables ; et la houille venant d'Angleterre lui coûte cher ; elle se décompose en une infinité de petits ateliers, plutôt que de se condenser en grandes exploitations à machinisme avancé. L'usine y est rare, la manufacture plus encore ; quand elle existent, c'est par concentration sur quelques points clairsemés. Elles appartiennent à des particuliers, rarement à des sociétés.

La prospérité de ces industries supplée-t-elle à l'absence de leur développement ? Il convient de distinguer. Dans le feu de la discussion, pour effrayer l'adversaire, et grossir le danger, les partisans de l'article 1382, et du *statu quo* sont arrivés au moyen du procédé facile de généralisation, à donner l'illusion que n'importe quelle industrie algériennese trouvait dans le marasme. En réalité, s'il y a des industries faibles, par contre, il en existe d'autres douées d'une prospérité indubitable et grandissante.

L'industrie du bâtiment est dans une période excellente. L'industrie du transport, des chargements et débarquements, les magasins publics, les mines, minières, carrières, ne présentent aucun signe de faiblesse ; leur avenir est plein d'espérances. D'ailleurs, l'argument tiré de l'absence de prospérité des indus-

tries algériennes, est peu conforme à la réalité et loin d'être décisif. Ce n'est pas sur ce terrain qu'il faut porter la question, il est trop mouvant et sujet à discussion. Peu importe que les industries algériennes soient prospères, ou en voie de le devenir ; le point intéressant est de savoir si elles sont fortes, et si une supériorité économique sûre, indiscutable, permet qu'on entrave le capital par les liens des lois ouvrières.

En France, les industries, florissantes ou non, supportent ce poids. L'Algérie pourra-t-elle l'imiter ?

La métropole est un vieux géant, riche et solide ; sa fortune s'accroît avec le temps, et son passé économique lui donne espoir en l'avenir. Forte devant les autres nations, satisfaite de se voir en équilibre économique avec ses voisines, elle admet que dans son sein, on s'essaie à établir un équilibre plus humain entre le travail et le capital.

En Algérie, la situation est très différente.

Il n'y a pas un passé économique, pouvant permettre de diagnostiquer une marche future. Tout est en formation ; on crée, on expérimente, on avance par tâtonnements.

Celui qui réussit aujourd'hui, peut échouer demain, dans l'entreprise qu'il avait montée. Qui dit prospérité, ne dit pas solidité. Toute industrie naissante se trouve immédiatement aux prises avec la puissante industrie française, et quelquefois même, doit subir la concurrence étrangère. Un exemple ne sera pas superflu :

« L'Algérie et la Tunisie possèdent des gisements
« de phosphate de chaux, d'une importance telle,
« qu'ils peuvent être considérés comme inépuisables,
« mais qui n'auront de valeur qu'autant que les phos-
« phates pourront être, ou utilisés dans la colonie
« ou exportés. Il ne faut pas se le dissimuler : la
« production du nord de l'Afrique aura à lutter con-
« tre celle des États nord-américains et particulière-
« ment de la Floride, dont les phosphates ont une
« richesse variant de 75 à 85 0/0 ; tandis que pour
« les phosphates algériens, cette teneur oscille entre
« 55 et 73 0/0. Actuellement, les phosphates améri-
« cains viennent concurrencer les produits algériens,
« non seulement dans les ports du nord de l'Europe,
« mais aussi dans le bassin méditerranéen, dont la
« clientèle semble-t-il, devrait être monopolisée à
« notre profit.

« Les phosphates de la Floride ont l'avantage
« d'être plus riches en acide phosphorique et par
« suite, préférables pour la fabrication du superphos-
« phate qui est la forme sous laquelle l'acide phos-
« phorique est le plus employé. »

« Par contre, l'Algérie et la Tunisie ont l'avantage
« d'être plus près des grands marchés européens ;
« pour le moment, elles bénéficient, même pour les
« ports du Nord de l'Europe, d'un fret, qui par unité
« de phosphate et par tonne, est inférieur de 0 fr. 10
« au prix de transport des phosphates américains.

« Mais il est à craindre que cette différence n'aille
« s'atténuant, grâce au prodigieux développement de
« la marine marchande aux États-Unis.

« Aussi pour permettre aux phosphates algériens
« de prendre sur les marchés français et européens,
« la place qui peut et doit leur appartenir, il faut
« que leur exploitation soit régie par une loi libé-
« rale, encourageant l'initiative privée, et offrant
« aux capitaux très considérables qu'exige l'industrie
« des phosphates, une sécurité indispensable à toute
« grande entreprise. » (Lecq et Rivière. *L'agriculteur algérien.*)

Donc, que la marine marchande des États-Unis vienne à se développer, et que par une loi ouvrière nous augmentions les charges des mines algériennes, nos phosphates resteront enfouis dans le sol, et les ouvriers ne travailleront pas.

Pourtant, à l'heure actuelle, l'extraction des phosphates rentre dans la catégorie des entreprises prospères, mais non solides. Cette industrie est capable de faire face à des charges nouvelles, mais qui, plus tard, auront tendance à la gêner.

Si, au contraire, on lui donnait le temps de s'établir solidement, de prendre des mesures pour lutter contre l'Amérique, elle pourrait à une époque plus ou moins rapprochée, supporter aisément ce qui la perdrait en ce moment, par application prématurée.

La question garde encore toute son importance

lorsqu'on envisage les industries qui restent à créer ; il leur faut souvent si peu pour naître comme pour avorter ! Il serait triste de voir leur activité ralentie par une faute du législateur. Une charge à caractère obligatoire n'est supportable qu'autant qu'elle ne décourage pas les hommes employant leur énergie à des tentatives nouvelles. A ce jeu là on extermine quelquefois des germes économiques dont le développement eut donné de beaux résultats. Et l'Algérie, pays essentiellement agricole, a besoin de l'extension de son industrie pour assurer la transformation de ses produits, pour être un peu moins tributaire de pays étrangers, et réaliser une certaine harmonie économique par la cohésion et l'interdépendance de ses différentes branches de production. Dans les colonies, l'Européen qui veut que ses entreprises réussissent, doit, non seulement avoir à sa disposition une main-d'œuvre répondant à ses besoins, mais encore et surtout une main-d'œuvre à bon marché. Il faut que le producteur colonial ne soit pas sujet à voir ses premiers bénéfices absorbés par le prix qu'il aura à payer à ses ouvriers. De plus, en Algérie, les capitaux sont très rares. La fortune n'y est pas assise. L'épargne commence à peine. L'individu, créateur d'une entreprise, s'il ne possède par lui-même les capitaux nécessaires hésitera toujours à s'adresser aux capitalistes algériens à cause du taux élevé auquel on subordonne tout emprunt. S'il se

tourne du côté de la France, il s'apercevra que les fortunes sont peu enthousiastes de promenades coloniales. Aussi la marche en avant de l'industrie est-elle lente. Ne va-t-on pas la paralyser davantage en lui imposant des charges déjà considérables pour l'industrie française ? Puis, comme le dit parfaitement M. Thomas, professeur à l'Ecole de Droit d'Alger, « si l'on veut bien tenir compte de la différence des « étapes parcourues on nous accordera peut-être que « ces charges nouvelles ne doivent pas figurer dans « le même chapitre suivant qu'on les envisage par « rapport à la vieille industrie française, ou par rapport à une industrie qui en est encore à la période « des essais et des tâtonnements. Pour la première « ces charges rentrent dans les frais généraux d'exploitation ; pour la seconde elles rentrent encore « dans les frais de premier établissement, et ceux-ci « ne peuvent être exagérés qu'au détriment des résultats. »

Voilà l'exposé de la question.

En résumé, les ouvriers européens sont dignes, au premier chef, de bénéficier de l'application du risque professionnel. Mais les jeunes épaules de l'Industrie sont-elles assez puissantes pour supporter un pareil fardeau. Ici, la solution change selon le point de vue auquel on se place. En faisant entrer uniquement en considération le désir de voir l'industrie algérienne atteindre, le plus tôt possible, un certain degré de sta-

bilité et de force qui lui permettrait alors et sûrement de supporter les frais du risque professionnel on déduit qu'une loi sur les accidents du travail paraît précipitée, qu'il vaudrait mieux en différer l'application et vivre encore quelques années sous le strict régime de l'article 1382 du Code civil. Si, au contraire, on n'accorde aucune confiance en l'avenir de l'industrie, ou même on la considère comme assez forte à l'heure actuelle pour triompher d'une nouvelle augmentation de frais généraux, il n'y a pas à hésiter : il faut appliquer le risque professionnel. Le tort est même de n'avoir pas agi plus tôt.

On peut donc dire que ce n'est pas la question de principe du risque professionnel qui se trouve sérieusement agitée, mais simplement une raison d'opportunité. Celle-ci devient l'opinion de la majorité des intéressés. Le gouvernement général et les politiciens composent la majorité de ceux qui ne doutent pas de la solidité de l'industrie algérienne et de l'urgence qu'il y a à appliquer coûte que coûte le principe du risque. L'étude du dernier projet de loi nous montrera amplement les inquiétudes que peut donner cet état d'esprit au monde du travail et du capital.

La masse ouvrière d'origine européenne est digne au plus haut point, de bénéficier des lois qui découlent de l'application du risque professionnel. Si l'augmentation de charges pour la jeune industrie algé-

rienne fait hésiter à une mise en pratique immédiate, une autre raison, aussi importante, la supériorité numérique de la main-d'œuvre étrangère sur la nôtre, donnerait un caractère grotesque au libre jeu de notre loi de 1898, dans le cas où elle serait transplantée sans modifications.

Malgré le manque de statistiques sérieuses sur ce point, il est de notoriété publique que l'ouvrier français se trouve en infériorité numérique très accusée devant l'ouvrier étranger. Il a une peine énorme à lutter contre son rival qui se contente toujours d'un salaire inférieur, en raison de ses besoins réduits et de son habitude originaire à la médiocrité. La situation actuelle de notre national serait encore aggravée par les dispositions de notre loi de 1898 « décidant « que les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, et « les ayants droit étrangers qui cesseraient de résider « sur le territoire français, recevront pour toute « indemnité un capital égal à trois fois la rente qui « leur avait été allouée » (art. 3, paragr. finaux).

Pareil article appliqué à l'Algérie inciterait les patrons à n'employer que la main-d'œuvre étrangère qui, déjà moins exigeante au point de vue des salaires, aussi bonne et plus affluante, aurait le suprême avantage de coûter moins chère en cas d'accidents, par la possibilité du rapatriement de la victime ou de ses ayants droit.

Il convient pourtant de remarquer que la différence

de situation au point de vue des indemnités entre l'ouvrier français et l'étranger vient d'être atténuée en ce qui concerne la main-d'œuvre italienne par un arrangement franco-italien en date du 9 juin 1906, approuvé par la loi du 3 juin 1907 et rendu exécutoire par décret du 13 juin de la même année. Cet arrangement concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail a pour conséquence de mettre l'ouvrier italien et l'ouvrier français sur le même pied au regard de l'indemnité due par le patron en vertu des paragraphes finaux de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898. L'employeur n'est plus incité à embaucher l'ouvrier italien de préférence à l'ouvrier français, car l'un et l'autre en cas d'accidents lui coûteraient le même prix.

Mais l'inconvénient découlant de la loi de 1898 reste entier devant l'ouvrier espagnol, aucun traité n'ayant réglé la situation.

Il serait regrettable que nos principes portassent préjudice à nos nationaux et favorisassent le courant immigrateur étranger, déjà si violent !

Dans une colonie cosmopolite le premier devoir d'un État est d'harmoniser les éléments disparates, et de tendre à fondre les mentalités divergentes. En voulant protéger les uns au détriment des autres on augmente les chances de conflits, on attire les haines. La paix publique s'en ressent : écueil à éviter

.

par le législateur soucieux de la prospérité économique et morale d'un pays.

Jusqu'à ce jour il a été démontré « que les intérêts
« de l'industrie considérée dans son ensemble, n'ont
« jamais été, dans aucun pays, sérieusement et d'une
« façon durable, compromis par l'intervention de la
« loi dans la réglementation des conditions du tra-
« vail. » (Jay. *Protection légale des travailleurs.*)

Cela peut être vrai en ce qui concerne l'ensemble de l'industrie française. Il reste à savoir si cette assertion trouverait une nouvelle preuve de sa réalité en Algérie. L'expérience a été faite sur des pays déjà vieux, et possédant une industrie bien assise. Or l'Algérie se trouve au stade de la France à l'époque de Colbert, avec une circonstance aggravante de plus : l'existence autour d'elle de pays industriels qui ne demandent qu'à l'étouffer. Je ne sais si, à notre place, le ministre de Louis XIV eût eu l'idée d'augmenter les charges des usines et manufactures, lui qui se permit jusqu'à réglementer les salaires pour abaisser les coûts de production. Tout au moins, s'il avait voulu perdre l'Algérie, il y serait allé plus franchement en lui appliquant alors les rigueurs du pacte colonial !

SECTION II.

Le risque professionnel et l'ouvrier musulman indigène.

L'ouvrier européen a été étudié. Il s'agit maintenant de savoir si la théorie du risque professionnel est possible et utile au regard de l'ouvrier indigène. Le Kabyle, l'Arabe, le Mozabite, le Maure, le Turc algérien, doivent-ils bénéficier des droits ou des faveurs accordés aux travailleurs originaires de France, d'Espagne ou d'Italie ?

Avant de mettre en lumière ce point il convient d'examiner la question de principe à laquelle il se rattache, question de principe beaucoup plus importante et générale, parce qu'elle déborde ce sujet pour peser sur toute la ligne de conduite à tenir par la France chaque fois que sa sollicitude s'exerce sur le peuple musulman soumis à sa domination.

On admet que devant toute loi qui apporte un bienfait d'ordre général la stricte justice nous impose l'obligation morale de placer l'indigène au rang des Français et Européens. C'est notre politique actuelle, notamment pour les lois ouvrières qui mettent en œuvre les principes de l'économie sociale, les lois

sur l'hygiène, l'assistance, la bienfaisance, l'ordre public, la moralité, etc., ainsi que pour toutes les lois revêtant un caractère de généralité tel qu'elles ne pourraient pas ne pas être appliquées sur l'ensemble des individus soumis à une même souveraineté sous peine de forfaire aux étiquettes de justice et d'égalité, ornements de toutes nos conceptions modernes.

Personne n'osera émettre un doute sérieux à ce sujet lorsqu'il se tiendra dans le domaine du pur raisonnement. Mais faut-il en conclure que pareille vérité doive prendre la forme axiomatique et rentrer dans le champ de l'application avec une telle certitude que tous nos actes vis-à-vis de l'indigène en soient fatalement imprégnés ? Non certainement. L'absolu n'existe pas dans les sciences sociales, moins encore dans les rapports entre individus ne possédant pas le même degré de civilisation. Que dire alors lorsque le bienfait est octroyé par une nation magnanime et aveugle à un peuple vaincu dont la haine et le souvenir des luttes sont aussi vivaces qu'atténués chez son vainqueur. Dans cette libéralité lequel sera la dupe ? Le bénéficiaire ? — qui, pourvu de nouveaux droits, jouira d'une chose à laquelle souvent même sa mentalité primitive aura de la peine à s'adapter, sans pour cela perdre une partie du mépris ou de la colère l'animant contre nous ? Ou bien le donateur ? — qui, avec sa folle volonté d'oublier son

rôle de maître, et dans son bel enthousiasme à accomplir une mission de paix, se laisse séduire par de pures idées et oublie l'enseignement journalier de la réalité, triste et probant.

L'Arabe est un individu se méfiant de nous beaucoup plus que nous ne nous méfions de lui. Le gouvernement et l'administration s'évertuent à l'armer de forces chaque jour plus importantes : il les dépensera contre nous. La reconnaissance est un sentiment trop désintéressé pour rentrer dans la composition du faible bagage de qualités que devraient posséder, à notre égard, Arabes, Kabyles, Mozabites.

Nous donnons à des êtres primitifs, des institutions excellentes en elles-mêmes, mais déplorables pour ceux-ci, car elles ne répondent à aucune de leurs aspirations, et sont incompatibles avec la simplicité de leur intelligence et de leur vie.

En ce qui concerne l'Algérie, il est de nombreux tempéraments à apporter dans l'application de cette idée trop belle et trop simple : l'égalité des individus devant une loi, même apportant un bienfait d'ordre général. Le soleil n'y a malheureusement pas fait surgir des collectivités s'harmonisant dans une calme ressemblance. Les différences dans les origines ou les races y sont formidables. A peine constate-t-on l'embryon d'une vraie communauté de sentiments, lente à se développer. Pas d'aspirations

identiques ou peu. Des intérêts contraires et inconciliables sont la plus grande raison des relations entre individus. La solidarité n'a que de rares adeptes s'ennuyant dans les villes. Vient-on à placer l'élément européen bigarré en face de l'élément indigène puissant par son homogénéité et son unité islamique, on est alors effrayé de l'opposition qui sépare et séparera probablement toujours ces deux forces dont la fusion économique et sociale eût pu créer une œuvre si belle !

Déjà nos lois et leur esprit sont souvent mal compris dans ce carrefour de la civilisation par sa population hétérogène d'Européens. La cause en est simple : il faut l'aller chercher dans l'absence de communauté de sentiments forts et sincères pour la même patrie. C'est de là que naît cette grande indifférence pour la loi, ainsi que ce défaut d'unité d'aspirations et de confiance réciproque, principale caractéristique de la population européenne vivant en Algérie.

Mais si l'application des lois françaises dans cette colonie heurte souvent les idées et les habitudes des « implantés » de différentes nations, elle n'offusque pas leurs conceptions générales, car ils sont membres de sociétés possédant le même degré de civilisation, et soumis déjà dans leur pays d'origine au mécanisme de lois similaires.

Peut-on en dire de même au regard de l'indigène? Non. Vouloir que les descendants de Mahomet évoluent au moyen de lois dans la voie par nous tracée, souhaiter qu'ils se civilisent à notre image, désirer les voir comprendre, appliquer, ou pratiquer, ce que, de bonne foi, nous insérons dans nos textes législatifs ou autres, c'est assurément présumer de notre influence et de nos forces réelles, se méprendre sur l'Arabe, et faire œuvre vaine et coûteuse, voire quelquefois dangereuse.

La barrière infranchissable qui empêche l'indigène d'arriver jusqu'à nous est sa religion. Le mahométisme est un granit contre lequel tout effort paraît vain. Les préceptes du Koran, par leur simplicité majestueuse et pratique, par leur facilité d'adaptation à la mentalité berbère, ont laissé une empreinte inaltérable. Les invasions arabes des VIII^e et XI^e siècles, en même temps qu'elles semèrent la ruine matérielle, insufflèrent à leurs victimes la parole du Prophète. Et devant cette religion nouvelle les populations s'inclinèrent une fois de plus, mais définitivement, elles qui, pendant cinq siècles de domination romaine, avaient adoré Vénus, Junon, Minerve et Saturne, pris des vainqueurs les noms, les habitudes et les sentiments au point que les ruines de la Maurétanie ne le cèdent en rien par leur grandeur et leur beauté à celles de l'Italie, produit des théologiens comme Ter-

tullien et saint Augustin, des littérateurs comme Fronton et Apulée, une pléiade d'empereurs africains comme Albinus, Septime Sévère, Caracalla, Héliogabale, Gordien, Émilien. Et maintenant, depuis onze siècles, le Koran exerce sa puissance morale sur ses adeptes avec un succès et une continuité toujours grandissants. La parole d'Allah est si forte qu'elle demeure intacte quoique ses introducteurs, les Arabes, aient été presque entièrement absorbés par l'élément aborigène. Elle a détruit pour toujours les germes des religions qui l'avaient précédée en Afrique. Les dieux de Rome sont disparus. Aucune trace de la religion aryenne ne subsiste : elle avait été importée par les Vandales qui pourtant peuplèrent les Maurétanies et la Lybie pendant près d'un siècle. De la domination byzantine il reste encore moins. L'islamisme a tout balayé. Son souffle puissant est venu s'éteindre aux pieds de Charles Martel, mais il a fait s'épanouir de belles dynasties en Espagne. Les splendides palais de Kairouan, de Tunis, de Constantine, Bougie, Tlemcen, Fez, Marrakech révèlent l'éclat des royaumes berbères musulmans. Et la parole du Prophète continue à s'étendre au loin. C'est par elle que les Turcs subjuguèrent cruellement les descendants dégénérés des hommes de ces brillantes époques. L'islamisme avance en Afrique. Il descend au delà de l'équateur et lentement étouffe le fétis-

chisme par ses doctrines si appropriées aux besoins religieux des peuplades en pleine période théocratique.

Jusqu'à ce jour les faits historiques nous apprennent que les Berbères n'ont jamais pu être assimilés entièrement. Après chaque tentative de la part du vainqueur, ils sont redevenus eux-mêmes. Tous ceux qui les ont dominés ont cru les pénétrer. Mais le Berbère est une pâte malléable, douce : si douce, si malléable qu'il est impossible de lui donner une forme quelconque. Les Romains, les Vandales, les Byzantins, les Arabes, les Turcs se sont flattés d'en faire une imitation de leur image : l'image fut toujours détruite avant que l'imitation ne fût achevée. Le Berbère est resté parfaitement identique à lui-même depuis trente siècles que des populations étrangères se sont amusées à le tourmenter. Les Arabes eux-mêmes ont été submergés. De leur avoir imposé la religion musulmane ils en meurent. Le Berbère a sucé la moelle islamique parce qu'elle était faite à son goût, tout en méprisant les envoyés du Prophète.

A l'heure actuelle la France est maîtresse de l'Afrique du Nord. Après vingt-sept années de luttes pénibles elle s'est arrivée à dompter la population indigène. L'a-t-elle soumise ? Les gens des villes sont convaincus de l'affirmative car jouissant autour d'eux d'une tranquillité absolue ils sont persuadés qu'il en

est de même dans toute la colonie. Mais la réponse est entachée d'un doute plus grand de la part des personnes qui ont parcouru quelque peu le territoire. Quant aux colons, leur impression sur la prétendue soumission des indigènes est d'autant plus vague qu'ils sont plus éloignés des grands centres, ou du rivage et qu'ils se rapprochent davantage du Maroc. Maintenant pour ceux qui sont en constante relation avec les milieux indigènes, pour ceux qui ont étudié l'histoire de l'Afrique du Nord, il ne fait pas de doute que l'indigène n'est pas soumis, bien mieux, qu'il n'est pas encore dompté ; et pour preuves, les uns allèguent les actes journaliers commis par le vaincu contre la personne et la propriété des vainqueurs, les autres retiennent qu'après la pacification générale, éclatèrent successivement, en 1864, l'insurrection des Oula-Sidi-Cheick qui demanda deux ans à être réprimée ; puis l'insurrection de Makrani, en 1871, qui dura une année pendant laquelle il fallut 86.000 hommes de troupes pour disperser deux cent mille combattants au milieu d'une population insurgée de 800.000 indigènes ; ensuite en 1881 l'insurrection de Bou-Amama ; enfin, il y a quelques années à peine, à 100 kilomètres d'Alger, sur la côte, la révolte de Yacoub. Toutes ces manifestations belliqueuses se produisant à des époques rapprochées ne supposent qu'une pacification relative et ne pré-

sagent pas un avenir libre d'inquiétude. Tout n'est certainement pas rose, ce rose tendra encore au rouge, car demain comme hier, en dépit des traités et des serments, il nous faudra recommencer la lutte que nous croyions finie.

Des esprits, avides de problèmes, se demandent même ce qu'il adviendrait, si la France, occupée par une guerre continentale, l'Algérie isolée pendant une quinzaine de jours de la mère-patrie, une insurrection venait à éclater, sous l'instigation du Maroc et avec l'appui moral ou effectif de notre ennemi européen.

Malgré toutes ces objections et ces réticences, il est convenu et convenable de considérer la conquête matérielle comme accomplie. Mais alors surgit, avec toutes ses épines, la question complexe et grave de la conquête morale de l'indigène. Est-elle possible ? Que faire pour obtenir le résultat souhaité ? Il y a bien longtemps que les gens compétents et ceux qui n'y comprennent rien la discutent ! Tous les systèmes ont été proposés : le système de la colonisation arabe et de la colonisation française simultanées, le système de l'assimilation des indigènes, le système du refoulement, sont venus tour à tour montré leur beauté et ont reçu un commencement d'application. Jusqu'à présent les résultats des uns et des autres ne sont même pas lamentables, car ils n'ont rien

donné. L'indigène en 1907 est absolument comme celui de 1830 lequel déjà rappelait tout à fait le Berbère du ^x^e siècle. Un seul système n'a pas été mis à exécution qui est celui de n'en pas avoir : ce serait peut-être le meilleur, ou plutôt le moins mauvais.

En effet, l'indigène est protégé par un rempart qu'il faudrait renverser entièrement mais avec lenteur si nous voulions arriver jusqu'à lui : autrement toute œuvre serait vaine. Ce rempart est sa religion actuelle : l'Islam. Le Berbère n'est pas un être inférieur, loin de là, et le ravalier au rang des races primitives paraît peu soutenable. Que de paysans français auraient de la peine à rivaliser avec l'intelligence la finesse et le sens pratique d'un kabyle ! Le Berbère est un être essentiellement religieux ; là, réside sa force et sa faiblesse. Par deux fois, aux ^{vii}^e et ^{xi}^e siècles, les Arabes l'ont imprégné de la parole du Prophète. Cette parole a séduit son âme simple, car elle était pratique et belle. L'Arabe a ligotté le Berbère dans l'étendard de Mahomet, et le Berbère a suivi l'Arabe dans sa gloire et dans sa décadence. C'est la seule raison pour laquelle le Berbère accepta le joug effroyable des Turcs ; le Turc était musulman. D'ailleurs, même avant l'invasion arabe, la religion fut le trait d'union entre implantés et aborigènes. Romains et Numides également idolâtres, s'entendant sur la religion, s'entendirent sur le reste.

La similitude de religion entre l'autochtone et le conquérant a toujours été une nécessité fondamentale pour opérer une certaine fusion ou une certaine harmonie entre l'élément vainqueur et l'élément vaincu. Chaque fois que cette condition primordiale vint à manquer, faiblir ou disparaître, l'union suivit le même sort.

Maintenant on saisira mieux la raison principale pour laquelle la France doit d'abord s'estimer heureuse d'avoir accompli la conquête matérielle de l'Afrique du Nord et ensuite se trouver peu apte à mener à bonne fin la conquête morale des indigènes. Les Africains possèdent une religion que nous n'avons pas et nous avons une religion dont ils ne veulent pas. Nos croyances leur sourient peu, parce que la complexité et l'intellectualité de nos dogmes ne pourront jamais rivaliser avec la simplicité du Koran. Chez nous la religion commence là où finit les choses de la terre. Foi et vie se gênent de moins en moins dans leurs manifestations. Chez eux, au contraire, les préceptes religieux se mêlent intimement à l'existence courante et impriment une direction typique à tous les faits économiques, moraux ou sociaux. Il vivent par la religion et uniquement pour elle. L'esprit et les mœurs des Arabes sont saturés de la parole du Prophète. Montesquieu a dit : « Une religion chargée de beaucoup de pratiques at-

tache plus à elle qu'une autre qui l'est moins : on tient beaucoup aux choses dont on est toujours occupé. » Et Mahomet bien avant Montesquieu, avait eu l'intuition de cette vérité, si vrai pour l'Arabe ! Il a su dans ses préceptes opérer « l'union indiscernable du spirituel et du temporel » selon la phrase de Renan. Il a su bâtir une religion si forte et si pratique qu'elle réunit maintenant plus de deux cents millions de fidèles et contre laquelle les missionnaires et évangélistes de religions européennes avouent ne pouvoir rien.

Et voilà le peuple dont nous voulons opérer la conquête morale. Les Français ne désespèrent pas d'atteindre le but. Ils en seraient même sûrs, pourrait-on dire, d'après la politique suivie en Algérie : ils escomptent le résultat qui est un peu celui de la peau de l'ours. L'enthousiasme provoqué par la certitude se manifeste particulièrement dans les sphères gouvernementales, où la fantaisie joue un grand rôle. Mais comme jusqu'à ce jour l'expérience démontre que notre effort n'est couronné que par un maigre succès, il n'est pas oiseux de se demander par quels moyens nous pourrions effectuer cette conquête morale, puisque parmi ceux-ci la théorie du risque professionnel trouve sa place.

Et d'abord, pour arriver à nos fins, puisque la religion est un empêchement dirimant par l'intransi-

geance des indigènes à cet endroit, nous n'aurions qu'à embrasser l'islamisme et la cause de mésintelligence disparaissant nous pourrions facilement opérer cette conquête souhaitable. Le tort de cette hypothèse est son absurdité pour notre époque. Il faut le regretter, et ne pas en rire, si notre besoin de civilisation est irrésistible ; car en embrassant leur religion nous aurions capté leur confiance : ce qui est la première condition de toute conquête morale.

Un second procédé paraît plausible de prime abord. Il consisterait à convertir l'indigène à nos religions européennes. Le cardinal Lavigerie, aidé par la troisième République, le mit en action. Rien ne fut épargné pour cela. Les résultats acquis sont absolument négatifs : les convertis sont retournés au bout d'un certain temps à leur première religion. Quant aux indigènes qui paraissent encore convaincus de l'excellence du christianisme ils diminuent chaque jour, et sont des innocents, des bandits ou des malins. Personne plus ne tente l'aventure : la nation ne s'occupe plus de croisades et le gouvernement se désintéresse de la religion.

La troisième manière de solutionner le problème de la conquête morale consisterait à déraciner l'islamisme des populations africaines soumises à notre domination au moyen d'une lente infusion de scepti-

cisme que provoquerait la diffusion de nos idées rationalistes et matérialistes.

La conduite du musulman vers la libre-pensée est un rêve cher à quelques fervents de ce nouveau culte : car ceux-ci, tout imprégnés de cet idéal, veulent en faire goûter le charme et la noblesse aux intelligences simples vouées à Allah. On croit à l'efficacité de ce nouvel apostolat : on essaie. Jusqu'à ce jour les résultats sont médiocres, et ne font pas présager quelque chose de meilleur. Nous oublions un peu trop que les indigènes sont un peuple pasteur et agriculteur et vivant en pleine période théocratique. Ils n'ont que faire de nos théories critiques auxquelles ils ne comprennent rien et qui jettent un peu plus de mépris sur leurs propagateurs. Le jour, où par lente évolution, ils seront arrivés d'eux-mêmes à la période des concepts métaphysiques, peut-être alors nos doctrines rationalistes auront-elles une influence sur leur intelligence plus peuplée de notions philosophiques. Mais en attendant cette époque encore très éloignée, bornons-nous à nous extasier nous-mêmes devant ces doctrines modernes issues de notre civilisation sans vouloir procurer ce plaisir à des individus qui n'y peuvent comprendre quelque chose.

Mais, objecte-t-on, pour faire la conquête morale des indigènes point n'est besoin d'effectuer leur conquête religieuse. Respectons le Koran, mais forçons

la sympathie des musulmans en prévenant leur besoin et en améliorant leur sort matériel. Le risque professionnel, une loi sur les accidents, apparaissent tout indiqués pour participer à ce programme.

Là encore on oublie que l'islamisme commande à l'indigène, le pénètre dans les moindres actes de sa vie et l'oriente contre nous. Le Koran contient une politique, une économie, une morale et des institutions, si différentes des nôtres, si opposées à nos conceptions, si offensives au regard de l'infidèle, qu'il faut avoir un espoir bien grand pour croire que nous finirons un jour à toucher le cœur de ceux qui suivent ses préceptes.

Les indigènes vivent encore en tribus et sous le régime du patriarcat. Les droits individuels et les droits de l'individu sont remplacés par les droits collectifs : l'entité responsable et agissante c'est le groupe familial ou la tribu. Le grand principe juridique est l'indivision. La terre n'appartient qu'à Dieu et à son prophète. Fou est celui qui veut la posséder. Au regard du musulman, le Français a montré son degré d'impuissance et affermi la vérité des préceptes islamiques lorsqu'il a divisé les terres conquises en propriétés individuelles partageables entre indigènes et vainqueurs. Si l'Infidèle a ainsi distribué le sol c'est bien à cause de son inaptitude à être lui-même le maître. En croyant bien faire nous passons pour

des incapables auprès de ceux à qui nous voulons montrer les avantages de notre droit.

La vie menée par l'indigène étant surtout pastorale et agricole, et le Koran tolérant à peine le commerce parce que cette branche de l'activité humaine comprend des occupations et des travaux qui absorbent trop entièrement l'esprit et éloigne de la pensée de Dieu, il en résulte que les Africains mettent une lenteur désespérante à abandonner leur champ ou leur troupeau pour se lancer dans le trafic. Aussi le Juif et le Français occupent-ils entièrement la partie des transactions, ce qui ne les relèvent pas aux yeux des musulmans.

Le Koran interdit absolument l'usure. « Celui qui donne son argent à intérêt vaut moins qu'un chien. » Donc ne croyons pas valoir plus que cet animal.

Il est probable que nous mettrons pas mal de temps avant d'arriver à une entente entre vainqueurs et vaincus sur la question du mariage. Les uns sont monogames et les autres polygames. Or les musulmans considèrent la femme comme un être inférieur. « Tu n'as pas de mal, la femme se remplace », dit-on au mari qui vient de perdre son épouse, en guise de consolation. Aussi l'indigène considère comme un être bizarre, l'homme qui a l'innocence de se figurer qu'une femme est égale à lui ! Voilà encore un côté qui ne nous flatte pas dans leur esprit. Nous

verrons plus loin à quelles difficultés se heurte une loi sur les accidents du travail à cause de la polygamie.

Le Koran jusqu'ici nous apparaît comme un écran capable d'arrêter nos tentatives de civilisation. Pourtant, à la réflexion, il peut sembler qu'avec beaucoup de patience et de temps il ne serait pas impossible de modifier certains côtés des coutumes, traditions et habitudes de l'indigène, et d'arriver à lui faire entrevoir une nouvelle conception de la vie plus rapprochée de la nôtre. Là chose est possible, même certaine. Atteindre ce but ne serait pas encore accomplir une conquête morale, laquelle devient irrémédiablement impossible tant que l'Africain sera emprisonné dans son fatalisme et poussé par son fanatisme.

Ce fatalisme, destructeur de toute initiative, rendant le malheur supportable, la recherche des biens méprisable, la lutte contre la nature ou l'adversité inutile, la libre pensée vaine, est un cercle de fer tous les jours renforcé par l'hérédité, qui contraint le musulman à être imperfectible, à rester dans l'immobilité morale et intellectuelle, et à dédaigner souverainement tous ceux qui s'agitent autour de lui ou qui essaient de l'agiter.

Là où les Berbères-romains avaient su mettre la vie, la richesse et le progrès, les Berbères-arabes par apathie et imprévoyance ont laissé régner la mort, la misère, et la barbarie. Depuis qu'il admirèrent

Mahomet, les Africains ont coupé les arbres, dédaigné les terres, laissé tarir les sources, disparaître les canaux, les routes et les cités. Nos soixante années d'occupation ont assez fait constater cet état de choses, et à l'heure actuelle, malgré notre exemple, l'indigène, accroupi, psalmodie le Koran, tandis que nous nous consumons à jeter dans son pays une prospérité, dont il ne demande même pas à bénéficier. Le musulman imite le musulman; il n'imitera jamais l'infidèle. Mahomet a dit : « Toute loi nouvelle est une innovation ; toute innovation est un égarement et tout égarement mène au feu éternel. »

Et Renan a constaté que l'islamisme « a fait des pays qu'il a conquis un champ fermé à la culture rationnelle de l'esprit ».

Et si après ces tristes constatations l'âme française, encore pleine de foi et d'illusions, veut sympathiser avec sa sœur musulmane et la secouer de sa léthargie islamique, il ne suffira pas qu'elle s'avance, pleine d'innocence, avec ses parfums de charité et toute uniquement pénétrée de la joie de répandre le bien; il ne suffira pas qu'elle aille au milieu de ces populations impassibles pleine de l'idée que sa présence enthousiasmera ceux dont elle veut opérer la conquête. Le fanatisme musulman dans sa brutalité inconsciente, saura la meurtrir sans pitié. Et la petite âme française sentant l'inanité de ses efforts fuira

devant la grande sœur musulmane. Elle s'arrêtera dans le chemin que lui traçait son rêve généreux : car elle aura compris que son énergie et ses désirs ne peuvent pas grand'chose contre cette société religieuse forte parce qu'elle ne cesse pas de croire et encore plus forte par la disparition et l'émiettement de nos croyances.

Malheureusement pour nous, quatorze siècles avant notre débarquement sur les rives de l'Afrique du Nord, Mahomet, dans ses géniales prophéties, a voué à l'insuccès toutes les entreprises dirigées contre sa religion et ses adeptes. Voici ce que sa voix, puissante et écoutée, dit à son peuple prosterné : « Beaucoup
« de Juifs et de Chrétiens, excités par l'envie, vou-
« dront vous ravir votre foi, et vous rendre infidèle-
« les lorsqu'ils auront vu briller la vérité. Fuyez-les.
« L'ignominie sera leur partage dans ce monde, et
« ils seront livrés dans l'autre à la rigueur des tour-
« ments. » — « Combattez vos ennemis dans la guerre
« entreprise pour la religion. Tuez vos ennemis par-
« tout où vous les trouverez ; chassez-les des lieux d'où
« ils vous auront chassés. S'ils vous attaquent bai-
« gnez-vous dans leur sang. » — « La vie du monde
« est parsemée de fleurs pour les infidèles. Ils se mo-
« quent des croyants. Ceux qui ont la crainte du
« Seigneur seront élevés au-dessus d'eux. » — « Ne
« prenez point pour protecteurs les infidèles, à moins

« que vous n'y soyez forcé par la crainte. » — « Les
« aumônes des infidèles sont semblables à un vent
« glacial qui souffle sur les campagnes des pervers,
« et dévore leurs productions. » — « Ne perdez
« point courage, ne vous affligez point, vous serez
« victorieux, si vous êtes fidèles. »

Depuis quatorze siècles ces avertissements se transmettent de générations en générations parmi le peuple musulman. L'indigène a supporté le terrible joug du Turc parce que celui-ci était un croyant : notre domination, quoique empreinte de pacifisme, lui est lourde car le Français est infidèle. Il se méfie de nos bontés qui cachent toujours un piège révélé par le Prophète. L'Africain nous hait comme infidèle et comme conquérant. Un espoir profond, celui que l'islam triomphera un jour et que le monde entier lui obéira, fait supporter notre victoire momentanée à ces cinq millions de Berbères. Cette espérance se reflète dans les yeux de tous les croyants.

L'occupation militaire suivie de notre établissement a augmenté leur foi. La civilisation a beau envelopper l'indigène : il la méprise parce qu'elle vient d'un infidèle, et il se contente de lui opposer une froide résistance. Nous sommes à la fois trop petits et trop grands pour eux. Ils souffrent par nous ou rient de nous ; ils ne nous comprennent pas et nous oublions de les comprendre.

Et alors, après ce tableau, il est permis de devenir perplexe sur la qualité du résultat auquel nous pouvons atteindre en poursuivant nos idées de conquête morale des indigènes. Notre civilisation est beaucoup trop forte, notre notion de la vie sociale beaucoup trop complexe pour que, malgré notre ardent désir, elles puissent effleurer les facultés compréhensives des Africains.

N'oublions pas aussi que la notion du principe d'autorité est encore une chose très naturelle chez l'indigène. « De tout temps le Berbère a confondu le pardon « avec la faiblesse, et il se sent un respect particulier « pour ceux qui savent bien se venger » (Gaston Boissier). « Nos bontés et nos lois sont bonnes pour nos « pays policés » (Colonel Ben-Daoud). Ce principe d'autorité, si ancré dans leurs mœurs, est encore trop nécessaire au maintien de l'ordre dans la colonie, pour que nous les négligions. Toute société, comme tout homme, avant de commander a appris à obéir. On connaît d'autant mieux ses droits qu'on a plié davantage sous ses devoirs. Le peuple musulman doit obéir, et plier sous des devoirs. Nous avons à commander et à exercer des droits. Le principe d'autorité n'a rien de mauvais en lui-même ; il ne vaut que par la manière dont on l'applique. Une république démocratique au ^{xx}^e siècle en usera autrement que les Turcs du ^{xv}^e siècle. Notre degré de civilisa-

tion est un garant de la douceur et de la justice avec lesquelles nous saurons l'employer.

Nous sommes venus en Algérie sans avoir un programme de conquête ou d'occupation arrêté, avec la simple idée de nous venger d'une injure. Nous y sommes encore tout simplement parce que le caractère actuel des grands États industriels est la conquête de nouveaux territoires, de nouveaux marchés, pour en tirer les matières premières, écouler leurs produits et augmenter la richesse nationale et coloniale. Ayons le courage de continuer ce programme sans l'ouïoyer vers des idées d'assimilation, d'égalisation, de civilisation, qui sont des mots bien grands recouvrant trop souvent de bien vilaines choses. Ayons la force de rester le vainqueur peu aimé : car à l'oublier nous pourrions un jour le regretter amèrement.

L'exposé précédent, court et imparfait s'il avait dû refléter la question dans son entier, long par l'exigence du cadre restreint de ce travail, était toutefois nécessaire à éclairer d'un jour nouveau la question du risque professionnel envisagé comme applicable à la main-d'œuvre musulmane. Maintenant que la mentalité et les aspirations de nos sujets sont précisées, il sera plus facile à l'esprit français de se dégager un peu des principes de la Révolution. Car ce sont eux qui, avec la poussée socialiste, l'industrialisme grandissant, les besoins politiques, et l'exem-

ple de l'Allemagne, nous ont conduits à cristalliser la théorie du risque professionnel dans les lois de 1898 et 1906.

Cette étude est d'avance dépourvue de toute utilité pour les personnes qui conçoivent l'indigène comme « un primitif » dont on doit user jusqu'à l'abus. Elle paraîtra surannée pour tous les partisans de l'assimilation et les rêveurs sociologiques. Ce travail s'adresse aux autres : à ceux qui pensent que l'indigène, sans être assimilable ou susceptible de conquête morale, doive bénéficier d'un dédommagement en cas d'accidents du travail. Mais pour cela, il n'est pas opportun de lui appliquer la théorie du risque professionnel. Il ne la comprendrait pas dans son essence, et son application ne donnerait pas le résultat souhaité.

Dans la société européenne, la théorie du risque professionnel est éclos sous l'impulsion de l'idée que tout homme qui a engagé son existence dans le travail salarié, a droit, en cas d'accidents, à être secouru parce que la modicité de sa rétribution ne lui permet pas de faire face à ses infortunes ; en cas de mort, à posséder la certitude que sa famille n'augmentera pas l'effort pénible de l'assistance publique et privée. En mettant à la charge de l'industrie et du commerce les conséquences pécuniaires de tout accident on assure la vie de l'ouvrier et l'existence de sa famille.

Pourquoi pareille théorie a-t-elle prévalu ? Parce

qu'elle répondait aux besoins immédiats d'un stade de notre évolution sociale. En effet, en ce moment, la classe ouvrière donne une impression de profonde misère qui tend à s'accroître à cause de la croissance de besoins insatiables, sans que vaillent à l'atténuer, ni le progrès de la prospérité commerciale, ni l'accroissement de la richesse générale, ni l'augmentation de salaires individuels, ni le développement de la philanthropie. Cette misère, souvent dorée, oblige tous les membres valides d'une famille à travailler. Pour trouver l'embauchée, on s'exile et on s'oublie. La ville attire et dévore ; l'appât du gain émousse les sentiments, détruit la morale, persécute les devoirs. Un salaire plus élevé augmente les désirs, impose à l'ouvrier des surcroûts de dépense, et ne rend ni plus heureux, ni plus riche. Chaque jour la famille se désagrège ainsi que la solidarité qui en découle. L'économie domestique devient alors impossible. On hésite à se marier, à avoir des enfants. L'ouvrier reste seul, ou crée une famille sur le tard. Il dépend de son travail et sa famille dépend de lui. Une maladie ou un accident et c'est la ruine. Voilà pourquoi le principe du risque professionnel, bâti sur la dissolution de la famille et sur l'isolement moral et pécuniaire dans lequel se trouve le travailleur est une nécessité qui répond à un stade bien défini de notre civilisation. Peu utile au moyen-âge,

où la corporation et la famille étaient suffisantes pour parer aux suites des accidents, urgent à notre heure, désuet peut-être. à une époque ultérieure, il répond à un besoin réel, immédiat, et temporaire créé par l'organisation présente de notre société.

Cet état de choses a amplement motivé l'apparition de la loi du 9 avril 1898 en France. Si maintenant nous voulons appliquer ce texte aux indigènes, faudrait-il au moins que les raisons de l'application ressemblassent à celles qui nous ont agités au moment de la confection de cette loi pour nous-mêmes. Y a-t-il entre eux et nous une similitude ou même une analogie dans les mœurs, le caractère, les sentiments sociaux ? Rien, si ce n'est que l'indigène, comme le Français, travaille ; raison insuffisante par elle-même pour leur appliquer la théorie du risque, qui ne sera pas, chez eux, l'épanouissement d'un besoin commun sanctionné par la volonté ou l'intelligence commune, mais simplement une adaptation prématurée et grotesque qui ne les changera pas et touchera désagréablement par ses conséquences pécuniaires le monde commercial et industriel.

Chez nous, au ^{xix}^e siècle, l'ouvrier qui ne pouvait plus travailler, par suite d'accidents, avait de nombreuses chances pour mourir de faim, et quelques-uns pour vivre à la charge de la société. L'indigène au contraire est encore sous le régime du patriarcat.

La famille existe dans toute sa perfection. L'argent gagné par l'un de ses membres est envoyé au « gourbi » pour aider les parents restés à la campagne. Alors que chez nous le salarié est la règle, chez le Berbère il est l'exception. Pour un homme qui travaille à la solde d'un patron, il y a dix têtes vivant au village dans des occupations rurales. De plus, les besoins de ces populations sont réduits au minimum, car elles se satisfont de peu. Dans les agglomérations arabes il y a beaucoup de pauvres, mais pas un seul mendiant. Seul vit de la charité publique le malheureux qui abandonna sa famille pour végéter dans des centres européens. A toute époque le travailleur indigène, victime d'un accident, n'a qu'à retourner dans son gourbi, où il sera soigné. S'il meurt, la situation de sa femme et de ses enfants ne change guère : ils feront toujours partie de cette famille d'où d'autres mâles se détacheront pour gagner à leur tour le pain de toute la collectivité.

Donc, si le risque professionnel a comme effet de supprimer, en France, cette angoisse de l'avenir, elle ne procurera pas, parmi la population indigène, la même détente, car ici encore la pleine existence de l'esprit de famille assure la sécurité future du travailleur.

Une autre cause qui fit adopter le risque professionnel en France fut l'argument tiré du « machinisme ».

L'ouvrier se trouve chaque jour davantage en face de forces qu'il ne peut maîtriser. Un moment survient fatalement, où, sous l'action de la fatigue, ou simplement d'une longue habitude d'immunité, l'attention se relâche. L'homme le plus prudent ne peut éviter le danger. Pareil argument perd énormément de sa portée en Algérie. Le machinisme y est peu important à cause du faible développement de l'industrie mécanique. D'ailleurs pour ses exigences on choisit une main-d'œuvre moins ignorante et plus délicate que celle de l'indigène.

Une autre conséquence grave qui découle de l'application de la théorie du risque professionnel est la suppression de toute discussion sur le quantum des indemnités à allouer aux victimes d'accidents. En effet, cette indemnité, dans la loi de 1898, a été basée sur une transaction forfaitaire et la tarification légale est obligatoire pour le patron, l'ouvrier et le juge, exception faite du rare cas de faute inexusable.

Pareille disposition implique une confiance absolue et réciproque entre patrons et ouvriers : elle suppose chez ceux-ci une notion très vive du devoir et de la responsabilité morale et chez ceux-là la certitude de l'existence de ces sentiments dans la masse ouvrière. Cette confiance réciproque est la résultante d'une vie commune et d'une mentalité semblable,

héritage d'une longue tradition transmise par de nombreuses générations de travailleurs.

Or il est impossible d'assimiler l'indigène à l'Européen sur ce nouveau point, car l'un et l'autre n'ont pas la même conception du travail. Le patron ne saurait se méprendre sur la disparité de leur valeur.

« Par cela même qu'on garantit à la victime la réparation du préjudice que lui causera la survenance d'un accident, on diminue l'intérêt qu'a l'ouvrier à la préservation de sa propre existence. En tant qu'elle lui donne confiance dans l'avenir et qu'elle fortifie son esprit d'initiative, cette atténuation des risques est pour lui un puissant stimulant. Mais si elle devient un encouragement à l'incurie ou à l'imprudence, elle manque alors son but et devient un remède pire que le mal. Or cette dernière conséquence ne risque-t-elle pas d'être le résultat le plus certain de la loi de 1898 dans son application aux musulmans indigènes ? Leur paresse est proverbiale ! Chacun sait que tout bon musulman n'est ouvrier qu'à son corps défendant, et que son rêve est de vivre dans une douce oisiveté, si médiocre soit-elle, n'ayant d'autre souci que le pain quotidien et si possible le repos du lendemain. Sa moralité d'ailleurs s'accommode à merveille de tous les calculs ou de tous les moyens propres à assurer la réalisation du rêve caressé. »

C'est ainsi que s'exprime parfaitement M. Thomas, professeur à l'École de droit d'Alger, dans son étude sur la matière.

Il est encore une autre raison qui différencie étrangement la main d'œuvre musulmane de celle de l'Européen. « Cette seconde raison, continue M. Thomas, c'est la maladresse, la gaucherie de l'ouvrier musulman, défaut à peu près aussi indéracinable que les causes qui l'expliquent et qui constituent le plus clair de l'héritage que se transmettent les générations : l'insouciance, le fatalisme et la paresse. Or cette impéritie ne peut que multiplier les accidents dont les conséquences devront être garanties par le patron et ici encore l'aggravation des risques ne pourra se traduire que par une augmentation des primes. Qu'on ne nous dise pas qu'en forgeant l'on devient forgeron et que, par suite, une longue habitude des mêmes travaux atténuera progressivement la maladresse et l'expérience des premiers débuts. Ce serait méconnaître l'une des particularités les moins discutables de la main-d'œuvre musulmane. C'est une main-d'œuvre incertaine et capricieuse, une main-d'œuvre flottante et changeante se renouvelant périodiquement par voie de roulement. Le musulman n'est et ne sera jamais qu'un travailleur intermittent ; aussi bien rares sont ceux qui peuvent s'assimiler suffi-

« samment un métier pour s'élever au-dessus de la
« profession de manœuvre qui est généralement la
« limite de leur ambition comme de leurs capaci-
« tés, et encore cette profession de manœuvre ne
« consentiront-ils à l'exercer que dans la mesure où
« la nécessité du moment les talonne. Dès qu'ils ont
« réalisé un modeste pécule suffisant pour leur assu-
« rer quelques mois de loisirs, ils retournent avec
« empressement à la vie contemplative. Que la sai-
« son des figes leur assure à domicile la nourriture
« pour quelques semaines ils désertent le chantier
« ou l'atelier jusqu'au jour où la provision sera épuï-
« sée. Vienne la saison des moissons ou des vendan-
« ges, le terrassier ou le mineur d'hier abandonnera
« son outil pour aller au besoin à 100 kilomètres de
« là se faire vendangeur ou moissonneur. Vouloir
« appliquer le même traitement à l'ouvrier européen
« et à l'ouvrier musulman c'est vouloir assimiler la
« cigale et la fourmi. »

On vient de voir que l'indigène, en général, travaille mal et d'une façon irrégulière. Il aura une tendance à ne pas éviter les accidents trop sérieux : ceux-ci lui permettront de se reposer et de toucher une indemnité suffisante à ses besoins.

Le fait que l'appât d'un gain provoquerait intentionnellement des accidents, a été complètement démenti par l'expérience, en France. Un ouvrier euro-

péen n'aura jamais l'idée de se faire tuer pour sauver sa famille de la misère. Il serait hasardeux de prêter pareille folie à l'ouvrier indigène qui possède, à n'en pas douter, un instinct de conservation aussi puissant. Mais l'hypothèse devient plus vraisemblable dans le cas où un accident occasionne une incapacité totale ou partielle, permanente ou temporaire. Ici les termes de la comparaison ne sont plus identiques. Pourquoi l'ouvrier français évitera-t-il même ces sortes d'accidents ? Parce qu'il est le soutien d'une famille. Sans lui elle mourrait de faim. Elle peut déjà à peine vivre avec l'intégralité de la paye. Elle serait dans l'impossibilité de faire face aux nécessités de la vie avec les indemnités toujours inférieures au salaire effectif. Un ouvrier français atteint par accident prolongera peut-être sa convalescence (et ce n'est pas encore chose certaine) mais il est indéniable que sa moralité et sa conscience l'empêcheront de rechercher toute combinaison qui lui ôterait sa pleine capacité de travail, si précieuse aujourd'hui.

Il en est autrement de l'ouvrier indigène. Sa famille pourrait vivre sans lui. De plus l'indemnité reçue, insuffisante pour un Européen, sera déjà un pécule très désirable pour l'indigène. Il pourrait alors retourner dans son village, se livrer à la vie contemplative et être un objet d'admiration et de soins pour tous les siens.

« L'Arabe est imprévoyant par religion et maladroit
« par nature. L'instinct seul peut l'inciter à éviter
« un accident. Une rente selon les termes de la loi
« de 1898 constituera pour l'ouvrier indigène une
« existence facile et même heureuse, parce qu'il a
« peu de besoins. La vie matérielle ainsi assurée et
« dégagée de toute obligation de travail, sera pour
« lui un but enviable, et, séduit par cette agréable
« perspective de confortable paresse, il cherchera à
« profiter d'un accident en s'y exposant volontaire-
« ment. » (Rapport. Chambre de commerce d'Alger,
7 février 1900.)

On objectera peut-être qu'aux termes de l'article 20 de la loi du 9 avril 1898 « aucune des indemnités
« déterminées par la présente loi ne peut être attri-
« buée à la victime qui a intentionnellement provo-
« qué l'accident ». En théorie la chose est parfaite.
Mais, en pratique, les difficultés surgissent nombreuses.
D'abord c'est le patron qui doit prouver l'intention.
Comment s'y prendra-t-il ? Il n'aura pas à compter
énormément sur les compagnons de la victime s'ils
sont musulmans ? L'indigène d'ailleurs pouvait être
seul. Enfin il ne faut pas oublier que les tribunaux
sont juges en la matière. Or leur tendance actuelle
à soutenir les ouvriers, en Algérie, n'est un mystère
pour personne. Les magistrats français, raisonnant
comme tout bon Français, ne pourront jamais con-

cevoir qu'un indigène ait eu le courage ou la folie de frôler intentionnellement un suicide. Tout au plus admettront-ils la faute inexcusable et diminueront-ils la pension fixée par la loi, ce qui sera encore de la manne pour l'indigène.

Autre chose utile à remarquer. Nos sujets d'Afrique ont de l'hygiène une notion très originale. Le Prophète ne leur a-t-il pas ordonné de faire les ablutions journalières avec la terre, faute d'eau ! Ils sont grands amateurs de sorciers et rebouteurs. L'indigène ne se présente à l'examen du médecin français que contraint et lorsqu'il en existe ; les distances rendent les visites souvent rares. D'ailleurs l'Arabe néglige les prescriptions du « toubib ». Il enveloppera ses plaies de haillons malsains, et entretiendra inconsciemment, et peut-être même très consciemment, son mal. La même blessure, qui, chez un ouvrier français, n'aurait occasionné qu'une incapacité temporaire, négligée, sous l'influence de maladies héréditaires inhérentes à la race, se transformera en incapacité permanente chez l'ouvrier indigène. Et le gouvernement aura beau augmenter le nombre de ses hôpitaux et de ses infirmeries, l'ouvrier musulman saura ne pas guérir, le jour où la loi lui donnera des droits absolus à une rente.

La polygamie, à son tour, engendre de nouvelles difficultés. Afin de ne pas exagérer les choses il con-

vient de remarquer qu'elle ne constitue pas la règle dans les classes inférieures : mais elle existe.

L'indigène peut donc posséder plusieurs épouses. Malgré son âge avancé il se marie généralement avec des femmes très jeunes, plus jeunes à mesure qu'il vieillit. C'est une circonstance aggravante pour le paiement des rentes en cas de mort ; non seulement dans la question de répartition entre les différentes femmes mais surtout à cause de la longue durée pendant laquelle le patron ou les assurances seront obligés de supporter ces charges. En Europe les mariages sont toujours plus proportionnés quant à l'âge respectif des deux époux.

La polygamie a une autre conséquence ; elle augmente le nombre des enfants : ce qui porte au maximum le total des indemnités à payer. Le cas des enfants de plusieurs lits devient fréquent.

« A noter que le veuf indigènes convole presque
« toujours en secondes noces, qu'en cas d'accident
« il laissera plus souvent que l'Européen des enfants
« d'un premier lit, orphelin de père et de mère, des
« enfants de second lit, et un conjoint. L'indemnité
« s'élèvera, d'après la loi de 1898, à 60 0/0 pour les
« mineurs, augmentés de 20 0/0 pour le conjoint,
« alors qu'en cas de décès, au cours d'un premier
« mariage, elle n'aurait atteint que 60 0/0 en tout,
« dont 40 pour les mineurs et 20 pour la mère. Ces

« chiffres seraient encore augmentés au cas exceptionnel où le défunt laisserait plusieurs épouses non divorcées, si chacune de ces dernières avait droit à une indemnité de 20 0/0. »

On voit que le taux de l'indemnité à accorder aux veuves de maris polygames et aux enfants mineurs issus de différents lits aggraverait sensiblement la charge du patronat. C'est là un point de vue bien spécial à l'Algérie, qui n'atteint pas ce degré d'importance en France.

Il convient d'envisager une autre conséquence peu équitable de l'application aux indigènes de la théorie du risque professionnel. Suivant l'esprit de la loi du 9 avril 1898, les patrons sont tenus, en cas d'accidents du travail, à fournir au blessé ou aux parents du mort, une indemnité forfaitaire qui doit représenter simplement la réparation du salaire perdu, car ce salaire est considéré comme le minimum nécessaire à l'existence de l'ouvrier et de sa famille. La chose paraît très juste dans notre société parce que l'ouvrier consent à travailler en principe douze mois par an. Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend au moins d'un salaire annuel moyen. Cependant chaque fois que l'ouvrier aura reçu un salaire annuel continu on basera le montant de l'indemnité sur cette rémunération effective. Voici d'ailleurs les termes de la loi : « Ce salaire annuel

« moyen pour les ouvriers occupés pendant moins
« de douze mois avant l'accident doit s'entendre de
« la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis
« leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la ré-
« munération qu'ils auraient pu recevoir pendant la
« période de travail nécessaire pour compléter les
« douze mois, d'après la rémunération moyenne des
« ouvriers de la même catégorie pendant ladite pé-
« riode. » (Art. 10 § 2, 9 avril 1898.)

Cette règle repose sur une présomption certaine lorsqu'elle a en vue l'ouvrier français qui s'efforce à travailler toute l'année. Mais au regard de l'ouvrier indigène cette manière d'évaluer le montant de l'indemnité s'éloigne de celle que la réalité commanderait.

Personne n'ignore que la majorité des indigènes ne travaille pas d'une façon continue et l'espace d'une année entière. Leur main-d'œuvre est intermittente. Elle dépend uniquement de la volonté du moment, d'une nécessité passagère et impérieuse. Que les beaux jours reviennent, ou les saisons de labour et récolte dans leur pays, ou simplement le besoin de ne rien faire et de s'abandonner à la fatalité pourvoyeuse de l'existence, et le musulman quitte impitoyablement son employeur. Il travaille à sa fantaisie juste le temps nécessaire pour amasser de modestes économies, puis ne comprenant pas qu'il

ait intérêt à produire beaucoup car il consomme peu, et ne concevant pas qu'il doive jamais consommer davantage, il se laisse aller au gré de la vie. Il n'a pas de besoins : ses désirs réduits, la douceur du climat, l'espoir que sa famille pourra toujours le sauver, lui enlèvent le principal stimulant au travail : la nécessité.

On peut fixer ce chômage volontaire à une durée de cinq à huit mois par an. Et alors voici à quoi mène la constatation de ce fait.

En supposant deux ouvriers, l'un d'origine européenne et travaillant toute l'année, et l'autre indigène et travaillant six mois, s'embauchant au même moment, recevant le même salaire, il arrivera, si au bout de quelque temps tous deux sont victimes d'un accident du même degré, que l'un et l'autre bénéficieront, de par la loi, d'une indemnité absolument égale, basée sur la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise et augmentée de la rémunération qu'ils auraient pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter les douze mois, d'après la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant ladite période.

La jurisprudence française est formelle en ce sens.

Un arrêt de la Cour de cassation du 2 juin 1902 (Sirey. 1.496. 1906) dit que :

« Le paragraphe 2 de l'article 10 de la loi du

« 9 avril 1898 — (disposant que, pour les ouvriers occu-
« pés depuis moins de douze mois avant l'accident, la
« rente doit être calculée d'après la rémunération
« effective par eux reçue depuis leur rentrée dans
« l'entreprise augmentée de la rémunération moyenne
« reçue pendant la période nécessaire pour former
« les douze mois, par les ouvriers de la même caté-
« gorie) — est général, et s'applique à tous les ouvriers
« occupés depuis moins de douze mois dans l'entre-
« prise, sans qu'il y ait à faire de distinctions suivant
« la nature, la cause ou la durée de leurs engage-
« ments. »

Quelle sera la conséquence d'un pareil procédé de calcul, si juste en apparence ? Tout d'abord à égalité d'indemnité, l'ouvrier français, frappé, par exemple, d'une incapacité permanente partielle ou totale, recevra le juste équivalent du préjudice causé, car il avait l'habitude et l'intention de travailler pendant les douze mois de l'année. L'ouvrier indigène, par contre, en recevant une indemnité égale à celle de l'européen, bénéficie d'une faveur injustifiée, car le même accident lui cause un préjudice moindre puisqu'il ne travaille que six mois par an. Pour respecter les règles d'une équitable proportionnalité, l'ouvrier musulman devrait dans ce cas recevoir une indemnité réparant seulement le dommage causé par la perte du salaire correspondant au temps moyen de

son travail annuel. Dans l'hypothèse, elle devrait être la moitié de celle qui est allouée au Français. Autrement on fausse l'esprit de la loi de 1898.

Au pis aller devrait-on au plus admettre (suivant un jugement du Tribunal civil de Riom en date du 4 avril 1900, Sirey, II. 207.1901) que :

« Si l'ouvrier (indigène dans notre hypothèse), en
« dehors de son travail dans l'entreprise, s'est encore
« occupé de la culture de ses propriétés, notamment
« à l'époque de la fenaison et de la moisson, il y a
« lieu d'ajouter au salaire la valeur des journées de
« travail ainsi fournies par l'ouvrier. »

Et encore, cet arrêt unique en son genre dans toute la jurisprudence française semble-t-il s'éloigner sensiblement de l'esprit de la loi de 1898 ! L'arrêt de la Cour de cassation cité plus haut et postérieur à celui-ci de cinq années semblerait lui donner tort.

La polygamie, la prolifération musulmane, l'intermittence et *l'infériorité morale* de la main-d'œuvre indigène, la mentalité spéciale de nos sujets de l'Afrique du Nord, leur conception propre du travail, semblent des empêchements graves et suffisants à toute tentative d'application du risque professionnel. Si les arguments théoriques sont déjà probants, on pourra constater dans la suite de cette étude que la transposition de la loi de 1898 dans ce nouveau milieu ne présentera que des résultats peu encourageants.

Cette expérience augmentera d'une façon certaine et jusqu'à la dernière limite la charge du patronat.

L'employeur, en cas d'incapacité temporaire paiera très longtemps, plus longtemps qu'en France, l'indemnité de demi-salaire, car les soins médicaux et pharmaceutiques seront souvent difficiles à donner à cause de l'éloignement des centres ou par suite de la malpropreté et de l'indifférence de la victime. Beaucoup de ces incapacités temporaires pourront tourner en incapacités permanentes partielles ou absolues sous l'influence du climat par négligence ou parti pris de l'indigène.

En cas de mort de l'ouvrier, les rentes à servir aux parents de la victime atteindront très souvent le maximum à cause du nombre de veuves et d'enfants orphelins.

Si le patronat ne se constitue pas son propre assureur, les compagnies d'assurances n'oublieront pas d'augmenter les primes, car elles connaissent la mentalité musulmane. Elles y seront obligées car elles ne pourront plus transiger avec la victime. Un autre motif les y contraindra. En effet, les primes sont basées sur le montant des salaires, or le chiffre global de ces salaires représente une main-d'œuvre indigène au moins double de la main-d'œuvre européenne car la première par son infériorité est rémunérée la

moitié moins que la seconde. Puisque ce chiffre global de salaires implique deux fois plus d'ouvriers, il est manifeste que les chances d'accidents s'accroîtront du double. Les risques progresseront. Les compagnies à égal ensemble de salaires augmenteront le taux de la prime de l'industrie qui emploiera des indigènes, car ceux-ci sont plus nombreux pour un salaire donné, plus accidentables, plus suspects, plus coûteux.

De ces constatations il résulte une chose profondément attristante : l'industrie et le commerce algériens, si on formule la meilleure hypothèse, c'est-à-dire celle de leur possibilité à supporter ces nouvelles charges, posséderont le triste privilège de frais généraux très grossis : ce qu'elles ne méritent aucunement, de par leur jeunesse et de par leur droit à ne pas être plus affectés que leurs aînées vigoureuses de France.

Il y a là une question de justice et d'intérêt générale qui prime toutes les autres.

La réalisation du droit à l'existence n'implique pas nécessairement que l'Indigène à l'instar du Français bénéficie de l'application du risque professionnel.

Dans la société arabe, l'individu n'a pas besoin d'être ou de rester ouvrier pour vivre : il peut subsister autrement.

Pour attribuer un droit plus ou moins contestable et utile aux vaincus, il ne faut pas meurtrir les con-

quérants : ceux qui ont dépensé leurs capitaux et consacré leur énergie à monter des entreprises en Algérie malgré les difficultés et les angoisses qui se trouvent à l'origine de toute création. Ces pionniers français ont aussi un droit : celui d'espérer à une prospérité. Le premier devoir de la France consiste à fortifier cette espérance, sans laquelle toute œuvre économique est lente ou impossible.

La théorie du risque tend à accroître l'esprit de solidarité entre patrons et ouvriers ; à ceux-ci elle apporte une sécurité importante, à ceux-là elle attire la reconnaissance et le dévouement professionnel des bénéficiaires. En augmentant le bien-être d'une classe importante de la société d'un pays on tend à grossir la somme du bien-être de la nation, à en reculer les limites et à remédier, dans la mesure du possible, aux inégalités sociales. On ne saurait être poussé par la recherche de cet idéal en appliquant le risque professionnel aux Indigènes, en fait et en cœur, ni citoyens français ni membres très solidaires ou convaincus de la prospérité de notre pays.

On se demande alors à quel titre et pour quelles raisons nos sujets africains pourraient bénéficier de nos dispositions légales nées sous l'action de la théorie du risque ? Cette question ne trouve pas de réponses sérieuses : hormis le cas d'utilité à hâter la con-

quête morale du musulman. Mais alors il faudrait croire à la réalisation de ce rêve : il est permis d'en douter. Si pourtant certains esprits convaincus n'hésitaient pas devant le flou de cette certitude, il ne faudrait pas mettre les frais de ce programme à la charge seule du patronat. En justifiant par une raison de civilisation l'application aux Indigènes du bénéfice du risque professionnel il est illogique d'attaquer uniquement la poche d'une catégorie de citoyens. C'est à l'ensemble des Français ou tout au moins des Algériens d'en supporter les conséquences pécuniaires. L'addition de cet essai rentre dans les chapitres d'un budget d'État ou de colonies : elle fait partie des Dépenses publiques.

La conclusion de cette étude est le refus à la main-d'œuvre indigène musulmane du bénéfice de la loi de 1898-1906 ou de toute loi similaire basée sur le principe du risque professionnel.

Cette solution rigoriste peut paraître injuste à l'égard de certains indigènes qui par leur régularité au travail, leur intelligence et leur honnêteté, mériteraient qu'ils fussent traités comme nos nationaux. Malheureusement l'existence de cette élite ne suffit pas pour entraîner et justifier l'application de nos lois sur les accidents du travail à tout l'élément musulman.

La dernière concession serait de classer les ou-

vriers et de les favoriser selon leur aptitude et leur dignité. Mais où trouver le critérium ? Souhaitons que, très vite, l'Indigène atteigne le niveau de l'Européen. Ce jour-là la question pourra être reprise, si toutefois l'organisation de la famille et leur mentalité ont évolué !

D'ailleurs il ne convient pas de plaindre outre mesure le sort de nos sujets africains. Ils possèdent la jouissance de l'article 1382 du Code civil et savent s'en prévaloir à chaque occasion propice. Si ce texte ne s'inquiète pas des cas fortuits et de force majeure, il met, par contre, en discussion les fautes du patron et de l'ouvrier. Il permet l'appréciation des fautes lourdes de l'indigène : ce qui n'est pas à dédaigner dans un pays où elles pullulent par le fatalisme, l'inconscience, des aborigènes. Il réprime plus sévèrement la faute du patron.

Cet article est ce qu'il y a encore de mieux, tant que des statistiques sérieuses sur les accidents du travail n'auront pas apporté le dénombrement exact des fautes imputables à l'employeur, au salarié musulman, à la force majeure. La transaction forfaitaire de 1898 fut fixée d'après des chiffres éprouvés. En Algérie il faudra procéder de même, et par un travail spécial à cette colonie. Aucune raison d'analogie n'est valable lorsqu'on veut transplanter des lois

issues d'une certaine civilisation dans un monde à civilisation différente.

L'ouvrier français a vécu très longtemps sous le mécanisme du Code civil. Pourquoi la main-d'œuvre indigène, dans toute sa lourdeur, ne s'en contenterait-elle pas ?

TROISIÈME PARTIE

APPLICATION PRATIQUE DE LA THÉORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL

CHAPITRE PREMIER

Exposé historique de la question.

La partie théorique de l'étude du risque professionnel a montré toute la complexité de la question et les difficultés spéciales auxquelles donne lieu l'application à l'Algérie de ce principe si bien admis en France. Il reste à examiner ce qui a été fait à ce sujet. Si la solution du problème paraît difficile dans le raisonnement, elle ne l'est pas moins lorsqu'on en recherche une réalisation pratique.

La France est dotée d'une loi concernant les accidents du travail, depuis bientôt dix années. L'Algérie

ne possède rien. Par la loi du 9 avril 1898 et celle du 12 avril 1906 qui étend la législation sur les responsabilités des accidents du travail à toutes les entreprises commerciales, la métropole a consacré le principe du risque professionnel et de l'indemnité forfaitaire suivant une tarification légale.

En Algérie, le fondement juridique de la responsabilité patronale, du chef des accidents dont les ouvriers sont victimes, repose encore dans l'article 1382 du Code civil.

L'ouvrier ne peut donc prétendre à une indemnité qu'à la condition de justifier de l'existence d'une faute imputable au patron. Dans son application, l'article 1382 du Code civil est sévère. L'ouvrier est obligé de fournir la preuve de la faute du patron.

En Algérie comme ailleurs, l'administration de cette preuve n'est pas d'une facilité matérielle ou morale, bien grande pour la victime. Elle donne lieu à de graves inconvénients : perte de temps, procès souvent fort longs, démêlé avec les assurances toujours récalcitrantes, et cela pour conduire souvent à une injustice. L'ouvrier est lésé, et le patron mécontent. De plus, une tendance nouvelle de la jurisprudence rend l'application de l'article 1382 encore beaucoup plus bizarre :

« Il nous faut signaler l'esprit nouveau qui a animé
« ces dernières années, nos tribunaux algériens ; car

« trouvant, sans doute, l'intervention législative trop
« tardive, ils sont allés de l'avant et ont appliqué le
« principe du risque professionnels sans se préoccuper
« de sa légalité, lui donnant comme contre-partie,
« non plus le forfait légal, mais uniquement leur
« large appréciation et leur sentimentalité toujours en
« éveil ; si bien qu'à l'heure actuelle, l'industriel, le
« colon, le commerçant, en un mot le patron algé-
« rien, qui, en matière de responsabilité patronale
« se croit uniquement régi par les vieux principes du
« Code civil, se voit, en fait, invariablement traité,
« avec beaucoup plus de rigueur, que si la loi du
« 9 avril 1898 était appliquée à l'Algérie. »

(Rapport Delpech. Syndicat Commercial.)

En effet, les juges, pénétrés de la justesse de la théorie du risque professionnel oublient que l'Algérie est encore sous l'empire de l'article 1382. Au lieu de ne considérer que la portée de la preuve alléguée par l'ouvrier, ils imputent aux patrons une responsabilité qui souvent paraît exagérée.

Ainsi un jugement du tribunal de Bône en date du 3 février 1905, et confirmé par la cour d'Alger le 9 novembre 1905, accorde à un ouvrier une pension viagère de 1.200 francs, alors que son salaire réel n'atteignait que 900 francs. Or, de ce chef, il n'aurait reçu au maximum qu'une rente de 600 francs, si

la loi de 1898 avait été applicable. Ce même tribunal, par jugement du 24 mars 1905 confirmé par la Cour d'Alger en date du 18 janvier 1906, rejette une demande d'enquête formulée par le défendeur et acceptée par la partie demanderesse. Le défendeur était ici un patron : il avait droit à cette enquête, car le Code civil ne prévoit aucune présomption légale de faute dans l'article 1382. Dans cette décision, le juge suivait beaucoup plus, l'esprit de la loi de 1898, dans laquelle le patron ne fournit seulement des preuves de sa non-responsabilité que dans les cas de force majeure ou faute inexcusable de l'ouvrier.

En résumé, en France, avant 1898, l'article 1382 ne donnait pas de très brillants résultats, au point de vue de l'équité. En Algérie, depuis que la théorie du risque professionnel influe plus ou moins consciemment sur l'esprit des juges, il n'en peut produire que de mauvais. Cet article est déformé par l'empreinte de la nouvelle conception. Il paraîtrait donc logique de substituer la loi de 1898 à l'article 1382, ou d'interpréter strictement le texte du Code civil.

De ces deux résolutions, la première ne satisfait pas le monde patronal, et n'est pas méritée de la main d'œuvre musulmane indigène; la seconde abuse un peu trop de la mauvaise situation de l'ouvrier.

La loi des accidents sur le travail contenait, dans

son article final, la disposition suivante : « Un règlement d'administration publique déterminera les conditions, dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies. »

De 1898 à 1907, rien n'est apparu qui satisfît à cette volonté du législateur. On attend encore. Mais durant cette période, les pouvoirs publics et les intéressés se sont occupés fortement de la question. La crainte de voir apparaître un texte, qui, comme beaucoup d'autres, ne répondit pas aux aspirations communes, a réveillé l'activité patronale et gubernatoriale. Il convient d'étudier le résultat de ces différentes manifestations.

En 1898, au moment où le projet de la loi sur les accidents du travail était en discussion devant la Chambre des députés, la Chambre de commerce d'Alger s'exprimait en ces termes :

« Nous avons pris connaissance de tous les projets et amendements présentés, et qui ont donné lieu, tant au Sénat qu'à la Chambre, à des discussions sérieuses, approfondies, et nous en sommes arrivés à cette conclusion, que si l'application de cette loi, en France, est préjudiciable pour l'avenir de son industrie, elle n'est pas applicable en Algérie, étant donné les conditions bien différentes, dans lesquelles se trouvent son industrie et sa classe ouvrière par rapport à celles de la Métropole.

« Les industries sont encore clairsemées dans la
« colonie, leur nombre s'augmente faiblement, parce
« que leurs chances de réussite sont soumises à bien
« des aléas ; beaucoup d'entre elles sont de récentes
« créations, et le capital nécessaire pour leur permet-
« tre de se compléter suffisamment afin d'obtenir
« des résultats, leur fait défaut pour la plupart. Elles
« n'ont pas les grandes facilités de crédit à taux
« réduits que l'on trouve dans la mère patrie ; elles
« ont, en revanche, de plus lourdes charges ; nous
« n'en citerons qu'une en passant ; les frais de trans-
« port que supportent les produits des principales de
« ces industries, par rapport à ceux similaires de la
« Métropole, et qui sont en moyenne, pour la même
« série de marchandises, deux fois plus élevés qu'en
« France.

« En ce qui concerne la classe ouvrière, c'est autre
« chose.

« Dans beaucoup de nos industries, il n'y a pas
« que des ouvriers français ; cela tient malheureu-
« sement, au peu d'empressement que nos compa-
« triotes mettent à s'expatrier, même quand ils ne
« sont pas heureux dans leur pays.

« Ce sont des étrangers naturalisés ou non, et des
« indigènes que l'on occupe à leur place, et ces ou-
« vriers, les indigènes surtout, ont une manière de
« vivre complètement différente de la nôtre ; ils n'ont

« pas les mêmes mœurs, et n'ont pas les mêmes
« besoins, etc.

« La Chambre de commerce du département d'Al-
« ger, montre qu'elle est loin d'être d'avis de com-
« pliquer notre système judiciaire actuel, par l'appli-
« cation de dispositions nouvelles, qui amèneraient
« à bref délai, la ruine de nos industries naissantes,
« et qu'elle demande purement et simplement la non-
« promulgation en Algérie, de la loi sur les accidents
« du travail, qui pourrait être votée, ultérieurement
« par le Parlement, le maintien du *statu quo*.

(*Chambre de commerce d'Alger*. Séance du
23 février 1890).

Les Chambres de commerce d'Oran, de Constan-
tine, Philippeville, Bône et Bougie adressèrent à l'Ad-
ministration le compte rendu de délibérations sem-
blables. Elles demandaient le *statu quo*, qui existe
encore, quoique la Métropole soit soumise à un autre
régime. Mais à l'heure actuelle, on se plaint de ce
statu quo, de ses rigueurs, car les tendances de la
jurisprudence, influencée par la théorie du risque
professionnel aggravent souvent les charges du pa-
tron, beaucoup plus que si ce dernier était soumis à
l'indemnité forfaitaire de la loi de 1898.

Malgré la protestation des Chambres de commerce,
qui résumait les doléances du monde patronal algé-

rien, M. Laferrière, gouverneur de l'Algérie, soumit cette question, à une Commission spéciale. Dès le 10 septembre 1898, celle-ci, embarrassée et hésitante, devant la complexité et la gravité de la question, préféra ajourner son avis, jusqu'à la promulgation attendue des décrets destinés à réglementer l'exécution de la loi dans la Métropole. L'avis ne fut jamais donné.

Un an après cette première tentative, le 3 août 1899, ce même gouverneur, poussé par les idées qui dominaient le Parlement, nomma une Commission chargée d'étudier les questions de la réglementation du travail.

Elle se composait, en majorité, de fonctionnaires, auxquels furent adjoints deux membres de la Chambre de commerce et du Conseil de Prud'hommes d'Alger, un membre de la Bourse du Travail et le président d'une société ouvrière. La Commission s'occupa de l'application à l'Algérie de la législation sur les accidents du travail. Elle donna un avis favorable, mais non unanime, à un projet de loi, que le gouverneur général soumit au pouvoir central.

Ce projet n'apportait à la loi de 1898 que quelques rares modifications, commandées par les conditions économiques spéciales à la colonie. Il n'eut pas de suite.

Le ministre du Commerce estimait, en effet, qu'il était préférable d'attendre les résultats de la législation métropolitaine, avant que d'engager l'Algérie dans cette nouvelle voie.

Il sentait que les données du problème variaient en Algérie, et qu'il serait hasardeux de lui appliquer brutalement une loi critiquée à cette époque en France.

Le calme renaissait sur la question, lorsque le député de Constantine, à propos de la discussion du budget du Ministère du Commerce, demanda l'application à l'Algérie des lois et décrets sur le travail, et notamment, sur les accidents à propos de laquelle, affirma-t-il, l'Algérie aurait émis un avis presque unanimement favorable.

Cette assertion lancée en plein Parlement, et ne répondant aucunement à la réalité, souleva de nombreuses protestations de la part des Chambres de commerce de la colonie.

Le 18 décembre 1900, le groupe des entrepreneurs du syndicat commercial algérien émettait un vœu, dans les considérants duquel il était dit « que l'application de cette loi causerait la ruine de l'industrie algérienne, en raison des conditions spéciales que lui crée l'emploi de la main-d'œuvre indigène et étrangère ».

On priait le Gouverneur général de détourner

l'application de cette loi. Un rapport de la Chambre de commerce d'Alger du 7 février 1900 constatait « que la loi de 1898 était pleine de lacunes et de contradictions » et « rejetait le principe de l'étroite solidarité qui doit exister entre l'industriel et le travailleur ». Il affirmait que l'élément ouvrier était « constitué par les ouvriers d'occasion, qui s'emploient indifféremment aux travaux les plus divers ». Devant ces ouvriers « quelle garantie aura donc le patron, contre leur inexpérience et leur incapacité ? » « Comment pourra-t-il prouver la faute inexcusable et qui est déjà si difficile à déterminer en France ? » Et au sujet de l'indigène « imprévoyant par religion et maladroit par nature, ne sera-t-il pas décevant de voir le patron français responsable de l'inexpérience et de la maladresse, victime de la fraude, exposé à tous les abus, et soumis à l'obligation de réparer un accident volontaire ou que sa vigilance aura été impuissante à empêcher ? » -

A partir de cette période, le gouverneur général ne cessa pas d'étudier la question. Une impulsion nouvelle fut donnée par M. Jonnart.

Dès le 17 décembre 1903, ce gouverneur créait une commission consultative du travail, sur le modèle, du conseil supérieur du travail. Cette commission, en dehors des fonctionnaires spéciaux, que leur service appelle dans son sein, et qui forment une très

petite minorité, comporte des représentants des corps consulaires, des conseils de prud'hommes et des syndicats ouvriers, ainsi que trois délégués financiers.

Pour la première fois, les fonctionnaires n'y sont pas en grand nombre.

Cette commission fut convoquée deux fois ; elle s'occupa de nombreuses questions intéressant l'ouvrier algérien, mais, chose bizarre, alors qu'elle travaillait au milieu d'une période où les sphères gubernatoriales s'occupaient fiévreusement de confection de projet de loi ou de décret pour permettre la possibilité de l'application de la loi sur les accidents du travail, elle n'en fut jamais saisie, quoique pourtant sa compétence ne permit aucun doute sur sa participation à cette étude.

En effet, dans son discours d'ouverture de cette commission (session mars 1904), le gouverneur faisait connaître que son conseil de gouvernement avait élaboré un projet de décret sur la matière, transmis au ministre du Commerce et présenté à l'examen du Conseil d'État.

« Mais, disait le gouverneur, je viens d'apprendre, à mon vif regret, que cette haute assemblée a été arrêtée par des scrupules juridiques, et que sans critiquer, au fond, les dispositions qui lui étaient soumises, elle a estimé que certaines d'entre elles

dépassaient, en s'écartant un peu du texte de la loi, la délégation donnée par le législateur au gouvernement. »

Et là-dessus, la commission commença ses travaux.

La question des accidents du travail ne devint jamais un objet de délibération pour elle ; on pouvait en déduire qu'elle était enterrée pour quelque temps. Non, un an après, le discours d'entrée du même gouverneur à la session 1905 annonçait aux membres de cette commission, un peu étonnés « qu'après examen approfondi basé sur des enquêtes sur place, après des délibérations d'une commission spéciale » un nouveau projet de loi avait été établi et transmis au ministère du Commerce.

Il semble qu'un examen approfondi dût impliquer, pour le moins, l'avis de la commission consultative.

Craignit-on le résultat de ses délibérations, pour l'issue ou la belle ordonnance de ce projet ? Ce travail transmis au ministre du Commerce n'aboutit pas ; transformé, remanié, il constitue le dernier projet de loi sur la matière. Cette fois il a été présenté par M. Viviani à la Chambre des députés en séance du 8 novembre 1906. Actuellement, il est à l'étude, dans la Commission des Assurances et de la Prévoyance sociale de la Chambre des députés.

Nul doute qu'avec les tendances actuelles, ce projet n'entre en discussion devant le Parlement.

M. Viviani, ministre du Travail, d'ailleurs, connaît parfaitement la colonie ; il saura trouver une solution élégante, dans laquelle ses idées politiques et l'économie de l'Algérie seront parfaitement conciliées dans leur antagonisme.

Cet exposé historique de la question montre d'une façon péremptoire, que jusqu'à ce jour le gouverneur général seul, a pris l'initiative et a bâti des projets de loi sur les accidents du travail.

Les commissions compétentes créées pour l'examen de ces questions n'ont pas été sérieusement consultées sur ce sujet très grave et digne de la plus grande attention.

Une seule fois, M. Laferrière se donna la peine de demander l'avis de l'une d'elles, et quoique composée de fonctionnaires, son vote fut loin d'être unanime.

M. Jonnart possédait une commission compétente. Il lui fait des discours, mais ne la saisit pas de cette question intéressante.

Un avis des délégations financières n'eût pas été à dédaigner, puisqu'il faudra son consentement pour grever de centimes additionnels le principal des patentes, afin de constituer le fonds spécial de garantie, suivant l'article 25 de la loi du 19 avril 1898.

Les patrons ne furent jamais consultés ; ce ne sont pourtant pas des ennemis irréductibles. Ils admettent le principe du risque professionnel, et ne protestent que sur la manière dont on l'applique en Algérie. En les acceptant dans les commissions, en écoutant leurs doléances, on aurait pu trouver le moyen terme sauvegardant l'existence industrielle et le bien-être de l'ouvrier.

Quoique l'exposé des motifs du dernier projet dise que cette loi « répond aux vœux, depuis longtemps renouvelés, de la généralité des corps élus de la colonie et des groupements ouvriers, tout en faisant une appréciation suffisamment bienveillante et large des réserves que les assemblées consulaires ont jugé nécessaire de soumettre à l'examen de l'administration algérienne et des commissions spéciales, dont cette dernière a recueilli les avis éclairés », on se demandera ce qu'il resta de cette phrase conciliatrice, lorsqu'on constatera que les corps élus en Algérie ne sont que la représentation de 100.000 individus électeurs sur 5 millions d'habitants, et que sur ce nombre restreint de votants, il faut encore défalquer les patrons industriels, agriculteurs, commerçants, alors que ceux qui demandent l'application de la loi sur les accidents rentrent surtout parmi les 500.000 étrangers qui ne votent pas, mais qui composent la main-d'œuvre principale.

Cet exposé historique montre que notre colonie méditerranéenne, s'est fortement occupée depuis 1898 de cette question. Discussions passionnées, protestations motivées, avis opposés, dénotent une activité dont l'importance est la preuve de l'attention que les Algériens portent à la solution de ce problème.

En étudiant le dernier projet de loi, actuellement déposé sur le bureau de la Chambre des députés, on pourra se faire une idée exacte des avantages et des inconvénients de l'application à l'Algérie du risque professionnel, et de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

CHAPITRE II

Section I

Projet de loi, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie, présenté, au nom de M. A. FALLIÈRES, président de la République française, par M. CLEMENCEAU, président du Conseil, ministre de l'Intérieur, par M. RENÉ VIVIANI, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, par M. CAILLAUX, ministre des Finances, et par M. GUYOT-DESSAIGNE, garde des Sceaux, ministre de la Justice. (Ch. des dép., sess. extraord. de 1906. Annexe n° 400, séance du 8 novembre 1906.)

Article premier. — La législation concernant les responsabilités des accidents du travail est applicable à l'Algérie, sous réserve des dispositions ci-après.

Art. 2. — En ce qui concerne les ouvriers et employés musulmans : la rente viagère visée au paragraphe A de l'article 3 de la loi du 7 avril 1898 n'est

due au conjoint survivant que si le mariage a fait l'objet antérieurement à l'accident des déclarations prévues par la loi du 23 mars 1882 sur l'état civil des indigènes. Dans le cas où l'ouvrier indigène laisserait plusieurs veuves, le montant de cette rente sera partagé également et définitivement entre elles, quel que soit leur nombre. Ne seront point applicables aux ouvriers et employés musulmans les dispositions du second alinéa de l'article 9 de la loi du 9 avril 1898. Les rentes allouées par les paragraphes B et C de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 précité ne sont payables aux enfants issus de parents indigènes, nationaux ou étrangers d'origine non européenne, et à chacun des descendants indigènes à la charge de la victime que jusqu'à l'âge de 14 ans ou, pour les filles, jusqu'à leur mariage, s'il a lieu avant cet âge.

Art. 3. — En cas d'accident mortel survenu à un ouvrier étranger, européen ou non, le chef d'entreprise sera débiteur envers les fonds de garantie visé à l'article 6 ci-après, d'une somme égale à cinq fois le salaire annuel de la victime, jusqu'à ce que des statistiques recueillies par le gouverneur général de l'Algérie permettent d'établir exactement la charge moyenne résultant du décès des ouvriers français. Cette somme sera versée par lui au curateur aux successions vacantes, pour le compte du fonds de garantie en dix annuités égales. Si la victime laisse des

représentants résidant sur le territoire français, la somme visée à l'alinéa précédent sera réduite du capital constitutif des rentes, dues à ses représentants, calculé au jour du décès d'après le tarif visé à l'article 28 de la loi du 9 avril 1898. Pour les ouvriers étrangers victimes d'accident entraînant une incapacité permanente qui cesseraient de résider sur le territoire français ou pour les ayant droit étrangers de victimes d'accidents mortels qui se trouveraient dans le même cas, le chef d'entreprise après paiement à l'intéressé d'un capital égal à trois fois la rente allouée devra, à compter de la quatrième année qui suivra le départ de la victime ou des ayants droit étrangers, verser au curateur aux successions vacantes, pour le compte du fonds de garantie, des annuités égales à la rente, pendant le temps nécessaire pour représenter la valeur, y compris les intérêts d'amortissement, de son capital constitutif calculé à l'âge du titulaire au moment de son départ, majoré de trois années et d'après le tarif visé à l'article 28 de la loi du 9 avril 1898. Les dispositions des trois alinéas précédents pourront toutefois être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues à l'article 3 de la loi du 9 avril 1889 et l'article 2 ci-dessus pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

Art. 4. — Les frais funéraires sont évalués pour les indigènes à 50 francs au maximum. Un arrêté du gouverneur général fixera les tarifs de remboursement visés aux paragraphes 2 et 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifié par celle du 31 mars 1905. Le bénéfice des dispositions de l'article 5 de ladite loi ne sera acquis qu'aux chefs d'entreprise qui auront affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels, agréées par arrêté du gouverneur général. La déclaration d'accident prévue à l'article 11 de la même loi est faite au juge de paix, dans les conditions prévues par cet article ; elle pourra être faite jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident, par le curateur aux successions vacantes, en cas d'accidents survenus à un étranger. L'avis de l'accident visé à l'avant-dernier alinéa de l'article 11 précité est donné par le juge de paix au fonctionnaire chargé de l'inspection du travail ou à l'ingénieur des mines chargé de la surveillance de l'entreprise. Il n'y a pas lieu à la déclaration de l'accident prescrite par la législation concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les cas visés par la présente loi.

Art. 5. — Le délai de vingt-quatre heures fixé pour l'ouverture de l'enquête du juge de paix par le second alinéa de l'article 12 de la loi du 9 avril 1898 est porté à cinq jours, et celui de dix jours, fixé pour sa clôture, par le dernier alinéa de l'article 13, est

porté à vingt jours. L'enquête du juge de paix mentionne la nationalité des personnes victimes de l'accident. Le taux fixé, pour la compétence en dernier ressort du juge de paix par le quatrième alinéa de l'article 15 de la loi du 9 avril 1898, est élevé à 500 francs. L'article 55 du décret du 23 septembre 1875, l'article 124 de la loi du 5 avril 1884 et l'article 61 de l'ordonnance du 28 septembre 1847 ne sont pas applicables aux instances suivies contre les départements, les communes de plein exercice et les communes mixtes et indigènes, en exécution de la présente loi. Pour l'application de l'article 22 de la loi du 9 avril 1898, le procureur de la République procède conformément aux règles applicables en la matière pour l'Algérie.

Art. 6. — Pour faire face, en ce qui concerne les accidents survenus en Algérie à la garantie prévue par l'article 24 de la loi du 9 avril 1898, il est constitué un fonds spécial de garantie, qui sera géré dans les mêmes conditions que le fonds de garantie visé par l'article précité et qui sera alimenté : 1° Par les contributions que devront payer les exploitants assujettis, en application, soit de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, soit des articles 4 et 5 de la loi du 12 avril 1906 ; 2° Par les versements opérés en vertu des dispositions de l'article 3 ci-dessus.

Art. 7. — Le curateur aux successions vacantes

agit en justice pour le compte du fonds de garantie et jouit de plein droit du bénéfice de l'assistance judiciaire. Il est convoqué, lorsque la victime est de nationalité étrangère, dans les cas prévus au premier alinéa des articles 13 et 16 de la loi du 9 avril 1898. Le procureur de la République lui adresse copie de tous les jugements et ordonnances rendus à la suite d'accidents survenus à des ouvriers étrangers et l'avise des appels interjetés. En suite des décisions définitives ainsi rendues, le curateur aux successions vacantes fait pour le compte du fonds de garantie toutes diligences et poursuites nécessaires au recouvrement des sommes spécifiées aux dispositions de l'article 3 ci-dessus.

Art. 8. — Le capital correspondant aux annuités restant dues dans le cas spécifié à l'article 3 ci-dessus pourra être versé au curateur aux successions vacantes pour le compte du fonds de garantie par les débiteurs visés au deuxième alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1838. Ce capital devient exigible dans les cas spécifiés au troisième alinéa dudit article. Il sera déterminé d'après le taux employé pour le tarif visé au deuxième alinéa du même article.

Art. 9. — Les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie sont soumis en Algérie au même régime que dans la métropole.

Toutefois est porté du dixième au vingtième jour,

pour l'Algérie, le délai prévu au cinquième alinéa de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898. En ce qui concerne les sociétés d'assurances ayant leur siège en Algérie, l'arrêté ministériel prévu au quatrième alinéa de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898 précité sera pris indépendamment des conditions visées audit alinéa, après avis du gouverneur général. Les frais de surveillance de ces sociétés et des syndicats de garantie ayant leur siège en Algérie seront fixés par arrêté du gouverneur général, soumis à l'approbation du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Art. 10. — Les dispositions édictées par l'article 29 de la loi du 9 avril 1898 et par l'article 31 de la loi de finance du 13 avril 1900 seront applicables dans le cas de la présente loi. Les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 de la loi du 9 avril 1898 pourront être constatées en Algérie par les fonctionnaires chargés de l'inspection du travail. Un décret fixera les émoluments des curateurs aux successions vacantes et réglera la surveillance de leurs opérations.

Art. 11. — Les cahiers des charges des entreprises et marchés de travaux publics de la colonie, des départements, des communes et des établissements publics de l'Algérie contiendront une clause astreignant les entrepreneurs et traitants à s'assurer contre les risques prévus par la présente loi.

Art. 12. — Restent réservés les droits, contraires aux dispositions de la présente loi, que des stipulations internationales peuvent avoir garantis aux ouvriers étrangers originaires de certains pays.

Art. 13. — La présente loi ne sera applicable que trois mois après la publication des décrets et arrêtés prévus aux articles 4, § 2, 10 et 16.

Art. 14. — Pendant une période de six mois, à partir de la promulgation de la présente loi les polices d'assurances contre les accidents antérieurement souscrites par les entreprises visées par l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, par la loi du 30 juin 1899 et par l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1906, pourront être dénoncées tant par l'assurance que par l'assuré, soit au moyen d'une déclaration de l'assuré au siège social ou chez l'agent local, soit par un acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée.

Art. 15. — Les opérations de la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents sont étendues, dans les conditions de l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1899, aux risques visés par la présente loi.

Art. 16. — Des décrets rendus après propositions du gouverneur général de l'Algérie détermineront pour l'Algérie : 1° les mesures d'exécution relatives à l'application des articles 11, 26, 27, et 28 de la loi du 9 avril 1898 et 4, 5 et 6 de la loi du 12 avril 1906 ; 2° les frais et émoluments auxquels auront droit

en Algérie les juges de paix, les greffiers, et les officiers ministériels. Au tarif prévu par le deuxième alinéa de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 pourra être substitué, pour l'Algérie, un tarif spécial établi par la Caisse nationale des Retraites.

Section II

CRITIQUE DU PROJET DE LOI

La lecture de ce projet de loi apprend que le bénéfice du risque professionnel est étendu sans aucune distinction à toute la masse ouvrière européenne et indigène, et suivant l'esprit général des lois des 9 avril 1898 et 12 avril 1906.

Les sphères gubernatoriales ont trouvé que les salariés devaient tous être traités sur le même pied d'égalité. Aussi y a-t-il transposition de principe pure et simple, sauf quelques changements internes. L'exposé des motifs qui précède ce projet a soin de le dire :

« Abstraction faite de quelques points de détails
« sur lesquels il paraît superflu d'insister, ces modifications peuvent se ramener à deux chefs principaux : — les unes ont trait à la situation des indigènes ; — les autres s'inspirent de la nécessité de ne
« point aggraver les dangers de la concurrence déjà

« trop redoutable que la main-d'œuvre étrangère fait
« en Algérie à la main-d'œuvre française. »

Les dispositions relatives aux indigènes peuvent se résumer en une double formule :

1° En cas de polygamie, partage égal et définitif entre toutes les veuves de la rente due à la suite d'un accident mortel (art. 2, § 1^{er}).

2° Abaissement de l'âge de cessation des paiements à faire aux enfants et descendants indigènes (art. 2, § 3).

Pour les ouvriers étrangers, le projet de loi dispose qu'en cas d'accident mortel, le chef d'entreprise sera débiteur envers le fonds de garantie d'une somme égale à cinq fois le salaire annuel de la victime. Si celle-ci laisse des représentants résidant en territoire français, cette somme sera réduite du capital constitutif des rentes dues à ses enfants.

Des dispositions analogues sont prévues pour le cas où un ouvrier étranger, victime d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente, cesse de résider en territoire français (art. 3, §§ 1^{er} et 3).

Enfin ce projet de loi :

1° Modifie le personnel chargé de l'application.

La Caisse nationale des retraites, dépositaire en France des fonds de garantie, est remplacée, en Algérie, par le curateur aux successions vacantes.

Les inspecteurs du travail, qui n'existent pas dans

cette colonie, ont leur fonction remplie par les ingénieurs des mines.

2° Augmente les délais dans lesquels les juges de paix ont à effectuer leur enquête.

On verra, par la suite, que, malgré ces modifications à la loi de 1898, tout n'a pas été prévu, et que les choses prévues ne sont pas toujours heureuses en résultats.

Section I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX INDIGÈNES

Les dispositions relatives aux indigènes sont contenues dans l'article 2 du projet de loi. Voici sa teneur :

« En ce qui concerne les ouvriers employés musulmans : la rente viagère visée au paragraphe A de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 n'est due au conjoint survivant que si le mariage a fait l'objet antérieurement à l'accident des déclarations prévues par la loi du 23 mars 1882 sur l'état-civil des indigènes.

« Dans le cas où l'ouvrier indigène laisserait plusieurs veuves, le montant de cette rente sera partagée également et définitivement entre elles, quel que soit leur nombre. »

On peut remarquer que seuls, les accidents mortels sont l'objet d'une disposition particulière. Les indemnités dues pour incapacités permanentes ou temporaires, absolues ou partielles, sont réglées par les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 3 de la loi de 1898.

Pour que la veuve ait droit à une rente égale à 20 0/0 du salaire annuel de la victime il faut qu'elle soit mariée selon la loi du 23 mars 1882 qui règle l'état civil des indigènes.

Si l'ouvrier laisse plusieurs veuves, la rente ne variera pas : elle sera toujours de 20 0/0 du salaire annuel. Cette indemnité ne pêche pas par son exagération dans le cas où la victime posséderait, par exemple, quatre femmes. Ce fameux droit à l'existence qui se réalise, dans cette hypothèse, par l'allocation à chaque épouse d'un cinquième pour cent du salaire annuel est véritablement un minimum parcimonieux. Le bienfait que nous procurerons à ces veuves ne leur arrachera pas de bien grosses larmes de reconnaissance.

Autre chose. L'hypothèse inverse est oubliée : c'est-à-dire le cas où l'indigène viendrait à perdre ses quatre femmes par accidents du travail. Le fait serait rare pour le moment. Mais plus tard, l'emploi de la main-d'œuvre féminine peut devenir plus fréquent, et l'indigène, qui a une conception du rôle social de

la femme absolument différente de la nôtre, serait capable de pousser ses épouses au travail, pendant qu'il occuperait son temps à louer Allah.

« Si l'hypothèse se présentait, elle aurait du moins
« des conséquences curieuses. La loi ne réglemen-
« tant pas différemment les conséquences de l'acci-
« dent suivant que la victime en est la femme ou le
« mari, l'Arabe qui vivrait du travail de ses quatre
« femmes employées dans une industrie et qui aurait
« la bonne fortune de les voir périr d'accident les
« unes après les autres, toucherait une pension égale
« à quatre fois 20 0/0 du salaire annuel de chacune. »
(M. Thomas.)

Inattendu charmant et possible.

La fin de l'article 2 du projet de loi s'exprime ainsi :

« Les rentes allouées par les paragraphes B et C
« de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 ne sont paya-
« bles aux enfants issus de parents indigènes natio-
« naux ou étrangers d'origine non européenne, et à
« chacun des descendants indigènes à la charge de
« la victime que jusqu'à l'âge de 14 ans, ou, pour les
« filles, jusqu'à leur mariage, s'il a lieu avant cet âge. »

La loi de 1898 dans cette hypothèse arrête les rentes à l'âge de 16 ans. Pourquoi, lorsqu'il s'agit de jeunes indigènes, a-t-on fixé à 14 ans l'époque de leur cessation ? Voici probablement les raisons qui ont inspiré les auteurs du projet à prendre ces mesures :

La jeune fille musulmane, contractant le plus souvent mariage avant l'âge de 16 ans, n'a plus besoin de soutien à ce moment. Pour les garçons, dès cette époque ils peuvent exercer de petits métiers (porteurs, cireurs) dont les bénéfices sont réputés suffisants à leur existence.

Cet abaissement de l'âge de cessation de rentes repose donc sur quelques raisons, mais trop particulières pour justifier une règle aussi générale.

Si une époque de la vie doit être protégée, c'est bien celle de la jeunesse. La femme arabe qui perd son époux peut se remarier : tout au moins, elle reste dans la famille de son mari, et y rend des services domestiques en échange d'un gîte et d'une nourriture assurés. Les garçons, au contraire, ont beaucoup de mal à gagner leur vie à quatorze ans. Arrêter la rente de ces jeunes orphelins pour la faible raison que quelques-uns, poussés par la misère, sont obligés de prendre de petits métiers peu rémunérateurs, c'est assurément souhaiter que tous les autres imitent ces malheureux, traînent les rues des grandes villes si propices à la corruption des mœurs, au lieu qu'ils restent un peu plus longtemps dans leur famille, et fréquentent les écoles. Une nation qui entreprend une mission civilisatrice devraient éviter pareilles conséquences ! On abandonne le garçon à l'âge où protection lui est indispensable ! Que dire de la jeune

filles orphelines, non mariées à quatorze ans? La France trouve-t-elle que la maternité est décevantement souhaitable à ce jeune âge pour y précipiter l'enfant dont on supprime la rente?

Voici encore que surgit une nouvelle difficulté à ce mariage. M. Thomas s'exprime, sur elle, en ces termes :

« Pour pouvoir opposer sa libération anticipée au
« cas de mariage d'une fille avant quatorze ans, le
« patron en devra-t-il fournir la preuve en produi-
« sant des déclarations faites conformément à la loi
« du 23 mars 1882? Si oui, les jeunes époux ou leurs
« représentants seront très logiquement sollicités par
« leur intérêt à ne pas faire ces déclarations ou à
« les retarder. Si non, à partir de quel moment l'en-
« fant devra-t-elle être considérée comme mariée?
« Sera-ce à partir du mariage, ou à partir seulement
« de la consommation du mariage? Car il ne faut
« pas oublier qu'aux yeux de la coutume musulmane
« et en vertu du droit de « djehr » le père peut
« marier sa fille dès la plus tendre enfance de cette
« dernière! »

Ce point n'a pas été élucidé. Il n'est pas le seul et le plus grave.

Des difficultés autrement sérieuses surgissent pour la répartition des rentes entre les enfants nés de divers lits. Le projet de loi est plein d'innocence sur

cette question délicate : il l'ignore. Comme la loi de 1898 n'avait pas à s'occuper d'une société polygame, son texte s'abstient de trancher la question. En effet :

« Art. 3. — *b*) Les enfants, légitimes ou naturels,
« reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de
« mères, âgés de moins de seize ans, ont droit à une
« rente calculée sur le salaire annuel de la victime
« à raison de 15 0/0 de ce salaire s'il n'y a qu'un
« enfant, de 25 0/0 s'il y en a deux, de 35 0/0 s'il y
« en a trois et de 40 0/0 s'il y en a quatre ou un plus
« grand nombre.

« Pour les enfants, orphelins de père et de mère,
« la rente est portée pour chacun d'eux à 20 0/0 du
« salaire.

« L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le pre-
« mier cas, dépasser 40 0/0 du salaire, ni 60 0/0 dans
« le second (Loi du 9 avril 1898).

Telle est la loi de 1898. Que va-t-il résulter de l'application de ces dispositions à nos sujets d'Algérie ?

1° Hypothèse d'enfants orphelins seulement de père ou de mère.

Cas-type. — Le père meurt par accident du travail. Il laisse deux veuves ayant quatre enfants chacune.

$$\begin{array}{lcl}
 \text{La première veuve a droit à.} & \cdot \frac{10}{100} & \left\{ \begin{array}{l} 50 \\ \frac{50}{100} \end{array} \right. \text{ du salaire.} \\
 \text{Ses quatre enfants à} & \cdot \frac{40}{100} & \\
 \\
 \text{La deuxième veuve a droit à.} & \cdot \frac{10}{100} & \left\{ \begin{array}{l} 50 \\ \frac{50}{100} \end{array} \right. \text{ du salaire.} \\
 \text{Ses quatre enfants à} & \cdot \frac{40}{100} & \\
 \\
 \text{Total.} & \cdot \frac{50}{100} + \frac{50}{100} = \frac{100}{100}.
 \end{array}$$

Logiquement le patron, suivant l'esprit de la loi de 1898, devrait faire aux veuves et enfants, une pension égale à 120 0/0 du salaire annuel de la victime, car l'indemnité de 60 0/0 est considérée comme un minimum destiné à procurer un soulagement efficace aux familles privées de leur soutien. Comme dans notre hypothèse il y a deux familles, l'indemnité devrait être doublée.

Le projet de loi ne dit rien à ce sujet. Il est probable que l'ensemble de ces rentes ne dépassera jamais 80 0/0 du salaire : autrement, le fardeau imposé aux employeurs serait excessif. On allouera 20 0/0 à partager entre les deux veuves, et 60 0/0 à diviser entre les huit enfants. C'est maigre.

On peut d'ailleurs multiplier à plaisir ces hypothèses découlant de la polygamie et qui, faute de textes

précis et appropriés, procurent des doutes et des difficultés sur la détermination de la quotité-pension à servir aux enfants, et du mode de répartition de cette quotité-pension entre eux.

Exemple : La victime laisse trois veuves ayant chacune un enfant.

Trois modes de calcul se présentent.

Premier mode :

$$\left. \begin{array}{l} \text{Veuves. } 3 \times \frac{20}{100} = \frac{60}{100} \\ \text{Enfants } 3 \times \frac{15}{100} = \frac{45}{100} \end{array} \right\} 105 \text{ 0/0.}$$

Deuxième mode :

$$\left. \begin{array}{l} \text{Veuves } \frac{20}{100} \\ \text{Enfants } 3 \times \frac{15}{100} = \frac{45}{100} \end{array} \right\} 65 \text{ 0/0.}$$

Troisième mode :

$$\left. \begin{array}{l} \text{Veuves } \frac{20}{100} \\ \text{Enfants } \frac{35}{100} \end{array} \right\} 55 \text{ 0/0.}$$

etc.

Selon le mode de calcul, le fardeau patronal sera de 105, 65, ou 55 0/0. Un projet de loi bien compris devrait répondre à ces incertitudes.

2° Hypothèse d'enfants orphelins de père *et* de

mère entrant en concurrence avec des enfants seulement orphelins de père *ou* de mère.

Le cas peut se présenter en supposant que l'une des deux femmes était morte avant l'accident du père.

Ici si nous reprenons le cas-type de quatre enfants du premier lit orphelins de père et de mère, et de quatre enfants du second lit orphelins de père seulement, les calculs nous mènent aux conséquences suivantes :

$$\begin{array}{rcl}
 4 \text{ enfants orphelins de père et de mère} & \frac{60}{100} & \\
 4 \text{ enfants orph. de père seulement} & \frac{40}{100} & \\
 + \text{ la veuve} & \frac{20}{100} & \\
 & \left\{ \begin{array}{l} \frac{60}{100} \\ \frac{40}{100} \end{array} \right\} & 120 \text{ 0/0.}
 \end{array}$$

Résultat mathématique : 120 0/0 du salaire de la victime. Ce serait exorbitant pour le patronat.

La jurisprudence française a eu à se prononcer sur ce cas. Elle arrive quand même à allouer 80 p. 100 du salaire : ce qui est moins lourd que 120 p. 100 mais quand même contraire à la pensée du législateur de 1898, lequel désirait que le montant total de la rente due pour accident mortel ne dépassât jamais 60 p. 100.

Voici un arrêt de la Cour de Rouen (2 mai 1903, Sirey, II^e. 191. 1904) qui fixe l'hypothèse :

« Les dispositions par lesquelles l'article 3, §§ A et

« B de la loi du 9 avril 1898 fixe le montant des ren-
« tes viagères dues, d'une part, à la veuve de l'ouvrier
« victime d'un accident, d'autre part, aux enfants de
« cet ouvrier, ont entre elles une indépendance abso-
« lue, en telle sorte que ni la rente viagère de la
« veuve, ni les rentes viagères des enfants ne peu-
« vent subir aucune réduction du fait que, à raison
« de l'existence d'enfants orphelins de père *ou* de
« mère, et d'enfants orphelins de père *et* de mère,
« l'ensemble des rentes viagères de la veuve et des
« enfants, calculées d'après les prescriptions de l'ar-
« ticle 4, §§ A et B excéderait les 60 p. 100 du sa-
« laire de la victime.

« En pareil cas, la veuve a droit intégralement et
« en toute hypothèse à une rente viagère égale à
« 20 p. 100 du salaire; mais les enfants orphelins de
« père *ou* de mère et les enfants orphelins de père et
« de mère ne peuvent avoir droit, à eux tous et cumu-
« lativement, qu'au maximum de 60 p. 100 du salaire.

« Et, si à raison du nombre des enfants orphelins
« de père *ou* de mère et des enfants orphelins de
« père et de mère, les rentes viagères qui devraient
« leur être allouées en vertu de l'article 3, § B, excè-
« dent 60 p. 100 du salaire; il y a lieu de réduire ces
« rentes viagères proportionnellement aux droits res-
« pectifs de chaque catégorie d'enfants. »

« La solution équitable, écrit M. Thomas, à ce sujet,

« ne peut être demandée qu'à une combinaison des
« dispositions en présence, de manière à ce que le
« montant de la pension servie aux enfants des deux
« lits ne dépasse jamais le maximum de 60 0/0 fixé
« par l'article 3. Mais, il est manifeste que la réparti-
« tion de cette rente ne pourra pas résulter d'un par-
« tage égal entre les divers intéressés puisque la loi
« fait la part la plus large aux orphelins de père et
« mère qu'aux orphelins de père seulement. D'autre
« part, le système suivant lequel devra s'opérer la
« réduction des droits de chacun, pour donner satis-
« faction aux deux conditions que nous venons de
« signaler, soulève des difficultés qui embarrasseraient
« un mathématicien, à plus forte raison un juge.

« Enfin une solution législative serait d'autant plus
« opportune que malgré la réduction dont nous ve-
« nons de parler, la combinaison des paragraphes
« A et B de l'article 3 peut porter au taux exorbitant
« de 80 0/0 du salaire la rente qui pèsera sur l'entre-
« preneur. Or il est manifeste que dans la pensée du
« législateur de 1898, le montant total de la rente due
« au cas d'accident mortel ne devait jamais dépas-
« ser 60 0/0. Ce 60 0/0 il l'attribue aux enfants, quand
« ceux-ci sont orphelins à la fois de père et de mère,
« estimant qu'en pareil cas ces enfants n'auront ja-
« mais à subir le concours du conjoint survivant. Il
« a réduit au contraire le droit des enfants à 40 0/0

« quand ceux-ci ne sont orphelins que de père ou de
« mère, de manière à ce que cette part augmentée
« de celle revenant au conjoint survivant (20 0/0) ne
« mette jamais à la charge de l'entrepreneur une pen-
« sion, supérieure à 60 0/0 du salaire annuel. Il est
« donc évident que le concours inattendu d'orphelins
« des deux catégories vient troubler les prévisions et
« fausser les calculs.

« A ces complications imprévues on peut trouver
« une solution à la fois élégante et simple, qui, tout
« en faisant droit à la préoccupation du législateur
« de limiter le poids du fardeau imposé au patron,
« est conforme à son désir de faire la part un peu
« plus large aux enfants orphelins de père et de mère.
« Cette solution consisterait à calculer sur les mêmes
« bases les droits des enfants du premier lit comme
« du second lit, sans que le montant total de ces
« droits pût excéder 40 0/0; mais à admettre ensuite
« les enfants du premier lit à bénéficier de la part
« qui serait revenue à leur mère si celle-ci eût été
« vivante encore au moment de l'accident. C'est dire
« que cette mère prédécédée devrait être admise
« concurremment avec les veuves au partage égal
« prévu par l'article 2 du projet, ses enfants par une
« sorte de représentation étant appelés à bénéficier de
« sa part. Cette combinaison adapterait dans la mesure
« du possible la loi à une hypothèse qu'elle n'a pas

« réglée, car si cette combinaison semble contraire au
« premier abord à la lettre de la loi, elle est conforme
« à son esprit. Elle ramène d'abord invariablement
« dans les limites fixées par le législateur le montant
« maximum de la rente due par l'entrepreneur. D'au-
« tre part, si d'après la loi, les enfants orphelins de
« père seulement ne peuvent prétendre au maximum
« qu'à 40 0/0, c'est parce que le conjoint survivant a
« droit lui-même à une rente viagère de 20 0/0. Si,
« au contraire, ce maximum est porté à 60 0/0 au pro-
« fit des orphelins, c'est parce qu'ils n'ont pas de
« concours à subir. N'est-il pas manifeste que l'écart
« entre les deux maxima, 20 0/0, représente la part
« à laquelle le conjoint eût pu prétendre s'il eût été
« vivant encore au moment de l'accident; le législa-
« teur en fait bénéficier les enfants en élargissant la
« part qui leur fût revenue s'ils n'eussent été orphe-
« lins que de père. Or, notre combinaison ne con-
« duit pas à d'autres résultats, en même temps qu'elle
« réduit à sa plus simple expression le problème de
« la détermination des droits respectifs des divers
« intéressés. »

Cette combinaison est la seule qui soit équitable et juridique. On regrette que cette remarquable exposition de la question ne décide pas le législateur à en adopter la lettre. Des difficultés d'interprétations seraient ainsi écartées, au grand contentement des

ouvriers, employeurs et compagnies d'assurances.

Dans un autre ordre d'idées l'article 2 du projet de loi contient la prohibition suivante :

« Ne seront point applicables aux ouvriers et employés musulmans les dispositions du second alinéa de l'article 9 de la loi du 9 avril 1898. »

Cela veut dire que l'indigène, victime d'un accident, ne pourra pas demander que le capital représentatif de sa rente, ou ce capital réduit du quart au plus par attribution en espèces conformément au paragraphe 1^{er} de l'article 9, serve à constituer sur sa tête une rente viagère, qui soit réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son épouse ou de ses épouses.

On ne comprend guère cette prohibition. Pourquoi enlever ce droit à un ouvrier indigène, alors qu'on le confère à l'ouvrier européen ? Si on accepte le principe de l'égalité des indemnités, on doit placer l'indigène et l'euro péen sur le même pied pour le mode d'en jouir et d'en disposer.

Somme toute, l'article 2 de ce projet de loi n'est pas satisfaisant. Il contient de graves lacunes, au détriment de tous les intéressés. Il faut avouer qu'il n'est pas facile d'assimiler l'indigène à l'euro péen même lorsqu'il s'agit de lui procurer un bien-être quelconque comme le bénéfice du risque professionnel. La différence des milieux s'oppose à toute égalité de traitement. Malgré les tortures qu'on fait su-

bir aux principes, malgré les entorses dont nos textes législatifs sont l'objet pour arriver à les plier aux exigences d'une société à l'antipode de la nôtre, on arrive à de faibles résultats. En l'occurrence, on mécontentera le patronat par des charges très sérieuses, et on ne satisfera pas pleinement les ayants droit des accidents, car, très souvent, la polygamie et une nombreuse descendance, diviseront les rentes en fractions trop infimes pour procurer un réel soulagement à ceux qui en bénéficieront.

Une autre lacune est de ne pas avoir tenté des modifications dans le montant des indemnités dues pour incapacités temporaires ou permanentes, absolues ou partielles. Les moindres besoins des musulmans, l'intermittence de leur coopération ouvrière, le coefficient de risque qu'aggrave leur mentalité spéciale eussent été des raisons suffisantes pour que cette partie de la loi de 1898 fût appropriée à l'âme arabe.

Section II

DISPOSITIONS RELATIVES A LA MAIN-D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE.

L'article 3 du projet de loi s'en occupe. Il décide une chose fort originale.

En cas d'accident mortel, si la victime, ouvrier étranger, n'avait pas de représentants en France au moment de l'accident, le patron, qui sous l'empire

de la loi de 1898 n'aurait rien à déboursier, sera, en Algérie, débiteur envers le fonds de garantie d'une somme égale à cinq fois le salaire annuel de la victime. Cet argent devra être versé par lui au curateur aux successions, pour le compte du fonds de garantie, en dix annuités égales.

Exemple: Un ouvrier meurt par accident de travail. Il gagnait 2.000 francs par an. Le patron sera obligé de verser 10.000 francs au fonds de garantie, à raison de 1.000 francs par an pendant dix ans. En France pareil cas n'eût rien coûté.

Autre particularité. Si la victime laisse des représentants sur le territoire français, on croirait volontiers que le patron n'eût qu'à payer les rentes aux divers ayants droit. Pas du tout. L'employeur versera encore au fonds de garantie une somme égale à cinq fois le salaire annuel de la victime, seulement cette somme sera réduite du capital constitutif des rentes dues aux représentants de la victime.

Le patron algérien paiera donc davantage dans cette hypothèse que son camarade de France, lequel aurait été seulement débiteur du montant des indemnités fixées par la loi.

Puisque l'employeur algérien est assez mal partagé en cas d'accidents mortels, sera-t-il plus heureux pour les incapacités permanentes totales ou partielles? Pas davantage. Si l'ouvrier reste en territoire

français, il ne paiera que la rente due selon la loi de 1898. Mais si l'intéressé quitte la France, il devra, non seulement lui donner un capital égal à trois fois la rente allouée, mais encore, à compter de la quatrième année qui suivra le départ de la victime, verser pour le compte du fonds de garantie, des annuités égales à la rente jusqu'à concurrence du capital constitutif calculé à l'âge du titulaire au moment de son départ, majoré de trois années et d'après le tarif visé à l'article 28 de la loi du 9 avril 1898.

Le patron sera affecté d'une charge analogue dans le cas où les ayants droits étrangers de victimes d'accidents mortels viendraient à cesser de résider sur le territoire français.

Prenons un exemple. Un ouvrier de nationalité étrangère a droit à une rente de 1.000 francs pour incapacité permanente. Il quitte le territoire français. Le patron lui donne 3.000 francs et, de plus, il reste débiteur envers le fonds de garantie d'environ treize annuités à 1.000 francs. La charge de l'employeur algérien sera d'environ 16.000 francs, là où l'employeur français n'aurait supporté que 3.000 fr.

Le même raisonnement conduit au même résultat pour le cas de l'ayant droit qui cesserait de résider en territoire français.

Le projet dit bien que le paiement arbitraire de ces annuités patronales ne sera dû que jusqu'au

moment où des statistiques recueillies par le gouverneur général de l'Algérie permettront d'établir exactement la charge moyenne résultant du décès des ouvriers français. Outre que ces statistiques sont loin d'être dressées, puis parfaites, elles n'auront qu'un résultat : celui, peut-être, de diminuer le montant de ces annuités, mais jamais celui de les supprimer ! Qui peut d'ailleurs prévoir que cette diminution sera sensible ?

Pour que les auteurs de ce projet de loi arrivent à proposer de pareilles dispositions sans hésiter, il faut vraiment qu'ils soient agités par de fortes raisons ignorées du commun des mortels, ou par de grands mobiles d'intérêt social ou économique.

Un seul motif, pourtant, nous est révélé, qui les aurait poussés dans cette direction. L'exposé précédant le projet de loi nous le présente : il y est dit que la consécration pure et simple des principes de la loi du 9 avril 1898 sur les ouvriers étrangers et les ayants droit aurait eu pour résultat d'inciter davantage encore les employeurs à occuper de préférence la main-d'œuvre étrangère dont la prépondérance numérique sur la main-d'œuvre française est écrasante.

La remarque ne manque pas de justesse. L'ouvrier français, en effet, se trouve en minorité marquée devant la masse étrangère. Sa position fâcheuse serait aggravée par l'application littérale de la loi de 1898,

qui le ferait alors doublement rejeter : et pour sa prétention à de plus hauts salaires, et pour sa possibilité à coûter plus cher que son compagnon étranger en cas d'accidents.

Le point important consiste à savoir si les dispositions insérées dans le projet de loi seront suffisantes pour aplanir les difficultés inhérentes à la composition de la population algérienne et assez équitables pour ne soulever aucun murmure.

A la lecture de l'article 3 du projet une chose contraire de prime abord : c'est de voir le patronat tenu de subir les conséquences pécuniaires d'un état de fait dont il n'est nullement responsable, provoqué par l'immigration étrangère. Cette obligation ne rentre certainement pas dans les charges que lui impose la théorie du risque professionnel. Celle-ci met sur le compte des frais généraux industriels la réparation des accidents survenus à l'occasion du travail. Et pas davantage : c'est d'ailleurs suffisant. Strictement juridique, elle ne doit donc pas rendre l'employeur responsable d'un état démographique particulier et servir à adoucir les effets de la concurrence étrangère. Elle est un remède à la misère de l'ouvrier et non un poids destiné à régler le peuplement d'un pays. Une fois que le patronat s'est libéré de sa dette suivant les termes des lois en vigueur, il ne doit plus rien. Pendant la période où il s'exécute,

pourvu qu'il s'exécute, on doit le laisser libre et procéder comme il l'entend et au mieux de ses moyens. Personne, en France, n'a le droit de réglementer sa façon d'agir ou d'augmenter sa charge car il ne faut pas oublier que sa responsabilité est uniquement forfaitaire et que l'assurance n'est pas obligatoire.

Que se passera-t-il en Algérie ? Tout le contraire lorsque la victime sera un étranger : et la fréquence de ce cas tournera l'exception en règle générale. Le patron aura beau se libérer de sa dette suivant les principes de la loi de 1898, et comme l'aurait fait tout patron français, il sera encore dans la triste obligation de verser une série de lourdes annuités au fonds de garantie, histoire de protéger la main-d'œuvre nationale. Croirait-on sérieusement que l'industrie et le commerce algériens possédassent assez de capitaux et fussent suffisamment fortes pour supporter de telles charges ? Si encore pareilles mesures apportaient le changement souhaité ! Même à ce prix-là, la main-d'œuvre française serait-elle favorisée ?

Des raisons nombreuses permettent d'en douter fortement. Il est certain que le patron, effrayé du poids à supporter en cas d'accidents survenus à un étranger embauchera un Français, s'il peut choisir. S'il n'a pas cette faculté il essaiera à diminuer le salaire de l'étranger, pour compenser sa charge éventuelle. Par là même, à égalité de travail, le

Français sera favorisé, puisque préféré. Cela paraît logique, et grâce à ce tour de prestidigitation légale, une loi sur les accidents au lieu de ne s'occuper uniquement que de la question du risque professionnel, tentera de faire échec à la loi de l'offre et de la demande en matière de salaire.

Mais tous ces raisonnements, malgré leur logique apparente, ne conduiront pas à ce qu'ils promettent car ils supposent une main-d'œuvre française étant ou tendant à devenir numériquement égale à la main-d'œuvre étrangère : dans cette hypothèse seule, celle-ci pourrait être supplantée par celle-là. Or cela n'est pas.

L'étranger occupe la place du Français parce qu'elle est libre. La concurrence redoutée est plus forte qu'un article de loi. Elle tient à des causes profondes. Notre grande faiblesse d'émigration, la peur des difficultés matérielles, l'appréhension d'une nouvelle condition de vie, son besoin de salaire élevés font de l'ouvrier français un être qui ne pourra jamais rivaliser avec ses camarades étrangers dans la lutte qu'ils ont engagée sur le sol algérien.

Qu'advient-il si, dans de pareilles conditions, l'article 3 du projet prend force de loi. Les employeurs embaucheront les ouvriers français. Mais comme cette main-d'œuvre est très restreinte et se cantonne dans les emplois de surveillance et de contrôle, le patronat se verra obligé de faire appel aux

ouvriers étrangers. Ces derniers se présenteront en masse. Si les salaires offerts sont inférieurs à ceux touchés avant la nouvelle loi, l'étranger refusera l'embauchage, fort de deux raisons : la première basée sur la supériorité de salaire injustifiée dont bénéficiera son camarade français pour un même travail : la seconde découlant de son peu d'enthousiasme à voir la rémunération de ses services diminuée subitement et sans faute personnelle. Le patronat n'ayant plus l'embaras du choix acceptera la main-d'œuvre étrangère aux anciens prix, laquelle, forte par sa puissance numérique, imposera son taux, et tendra à attirer à son niveau le salaire de nos nationaux. Aussi la main-d'œuvre française aura-t-elle beaucoup à lutter pour conserver sa situation privilégiée.

Une autre hypothèse peut se présenter : celle où les ouvriers étrangers consentiraient à l'abaissement de leurs salaires, parce que suffisamment rémunérateurs, même après cette réduction.

Ici, l'ouvrier français serait encore à plaindre. Une pareille baisse aurait pour résultat de faire fléchir son propre salaire. La pilule serait amère pour lui qui se plaint déjà. Il protesterait contre cette nouvelle cause d'exclusion de la main-d'œuvre nationale.

L'ouvrier français ne sera donc pas à l'abri de la concurrence étrangère, comme on pourrait le croire.

L'intérêt même du patron à l'employer le plus pos-

sible perd de sa force si ce patron, au lieu de supporter son risque, s'en décharge en s'affiliant à une compagnie d'assurances. On pourrait croire, dans le cas où le patron embaucherait uniquement des étrangers, que l'assureur courant des risques moindres consentira une réduction de primes.

« Notons, écrit M. Thomas, que cet argument n'a
« pas la valeur que lui veulent prêter ceux qui le
« mettent en avant. Car au moment où le contrat
« d'assurance intervient, l'assureur ignore si l'exode
« de la victime ou de ses représentants après l'acci-
« dent l'exonérera ou non. Au jour du contrat il cal-
« culera nécessairement les charges éventuelles de
« l'accident comme si la victime ou ses représen-
« tants devaient résider ou continuer à résider sur
« le territoire français. La réduction sur laquelle,
« dit-on, va spéculer l'industriel en employant la
« main-d'œuvre étrangère, est donc quantité négli-
« geable et s'il n'a d'autre avantage que celui-ci nous
« doutons fort qu'il soit assez séduisant pour déter-
« miner ses préférences. »

Quoi que fasse le législateur pour favoriser l'ouvrier français, il n'arrivera jamais à le sauvegarder des atteintes cruelles de la concurrence. L'élément étranger participe indispensablement, en Algérie, à toute activité économique. Une lutte entreprise contre lui serait méchante et fautive. Une méchanceté,

car il collabore au développement de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture d'une façon si étroite que notre prospérité, sans cet appui, n'aurait pas atteint le degré actuel. Une faute, parce qu'il nous est encore plus utile que jamais dans un pays où la main-d'œuvre française est clairsemée. Enfin il ne faut pas oublier que la race algérienne se compose, en grande partie, du mélange de ce sang étranger.

La reconnaissance, seule, devrait guider nos actes vis-à-vis de ceux qui, par leur travail, font naître les succès coloniaux dont la France n'oublie pas de se glorifier.

L'étonnement est permis, en constatant que les promoteurs du projet de loi n'aient pas hésité à attaquer cette main-d'œuvre étrangère, si indispensable à la vitalité du pays. Ce ne serait pas faire honneur à leur perspicacité que de croire qu'ils eussent ignoré l'impossibilité à modifier, par leur texte, d'un côté, la prépondérance numérique écrasante des ouvriers étrangers, de l'autre, l'obligation pour les patrons à se servir de ceux-ci, faute de nationaux. Il vaut mieux penser que, pénétrés de l'exactitude et de la rigueur de ces considérations, ils n'ont pas hésité à revêtir de ces motifs apparents une mesure qui a pour cause des raisons beaucoup plus secrètes. Les prétextes allégués pour excuser les mesures spéciales contre les ouvriers étrangers, ne sont donc pas

sérieux. Personne ne méconnaîtra l'inopportunité et l'inefficacité des dispositions insérées à ce sujet dans l'article 3 du projet. Mais alors quel mobile a poussé le législateur à grever le patronat de ces charges pécuniaires dont ne bénéficient même pas les victimes d'accidents ? A quoi sert d'entasser dans la caisse du fonds de garantie et de frapper d'improductivité de pareilles sommes si utiles dans un jeune pays à l'extension des affaires ?

La seule raison de cette manière d'agir est l'appréhension de voir ces réserves insuffisantes pour satisfaire aux droits des victimes d'accidents. Lorsque le patron ne s'exécute pas, le fonds de garantie paie pour lui. Une si grande attention à alimenter cette caisse dévoile l'inquiétude de l'administration sur la solvabilité des patrons et par là-même sur la prétendue puissance de l'industrie et du commerce algériens.

Par la façon d'organiser le fonds de garantie, le législateur, lui-même, invite ceux dont la conviction sur la prospérité coloniale ne souffre aucune contradiction à se pénétrer d'une certaine hésitation à ce sujet. Il montre aussi qu'à des latitudes différentes correspondent des milieux dissemblables. Cet enseignement est précieux, par sa provenance. Pourtant sa sincérité détournée a un inconvénient : elle n'est pas adroite. Puisque le fonds de garantie exige de fortes réserves, pourquoi l'alimente-t-on, en grande partie, avec le

seul argent des patrons qui emploient uniquement la main-d'œuvre étrangère ? Cette main-d'œuvre est inévitable : c'est mettre en mauvaise posture ceux qui ne pourront faire que de s'en servir, c'est favoriser ceux qui auront la chance de trouver des ouvriers français.

Le législateur eût fait preuve d'une plus grande sagesse en augmentant les centimes additionnels de l'ensemble des employeurs algériens. La franchise du procédé aurait plu. Mais eût-elle prouvé peut-être trop clairement la supériorité de la charge algérienne sur celle de la France !...

Puis, il est une autre raison pour laquelle le fonds de garantie a beaucoup de chances de ne pas voir venir à lui les sommes indispensables pour dédommager l'ouvrier dans le cas où le patron insolvable et non assuré ne paierait pas ce à quoi il est obligé par la loi.

En effet, le paragraphe final de l'article 3 du projet de loi, reproduisant les termes de la loi de 1898, dit :

« Les dispositions des trois alinéas précédents (qui
« s'occupent des mesures destinées à alimenter le
« fonds de garantie) pourront toutefois être modifiés
« par traité dans la limite des indemnités prévues à
« l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 et à l'article 2
« ci-dessus pour les étrangers dont les pays d'origine

« garantiraient à nos nationaux des avantages équi-
« valents ».

Or, justement il vient de paraître un traité en la matière, qui continue notre acheminement vers une réglementation internationale du travail.

Le 9 juin 1906, a été signé entre la France et l'Italie un arrangement concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail. (V. *Doc. parlement.* N^o 426 et *Bull. de l'Office du travail*, avril 1907).

Cet arrangement a été approuvé par la loi du 3 juin 1907, rendue exécutoire par décret du 13 juin de la même année.

Arrangement franco-italien.

ARTICLE PREMIER. — Les ouvriers ou employés de nationalité italienne, victimes d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail sur le territoire français, ou leurs représentants, auront droit aux mêmes indemnités que celles qui sont accordées aux ouvriers ou employés de nationalité française ou à leurs représentants et réciproquement.

ART. 2. — Ces dispositions sont également applicables, dans les conditions prévues aux articles ci-après, aux ayant-droit qui ne résideraient pas sur le territoire du pays où s'est produit l'accident lors-

qu'il est survenu ou qui ont postérieurement cessé d'y résider.

ART. 4. — Les chefs d'entreprise et les assureurs de chaque pays auront la faculté de se libérer des arrérages de rentes ou des indemnités dues par eux entre les mains de l'autorité consulaire de l'autre pays visée à l'article précédent, à laquelle il appartiendra de produire les pièces d'identité et certificats de vie, ainsi que de pourvoir à l'envoi des arrérages ou des indemnités à ceux de ses nationaux qui résidaient dans son ressort au moment de l'accident.

.

Donc les patrons occupant des ouvriers italiens, quant aux indemnités dues à eux ou à leurs représentants, s'exécuteront, dans tous les cas, comme si ces ouvriers étaient français. Ils ne seront plus débiteurs envers le fonds de garantie des énormes sommes exigées par l'article 3 du projet de loi. Car en assimilant l'italien au français pour les charges qu'il peut entraîner, on supprime le motif de préférence qui, en vertu des dispositions de la loi de 1898, poussait l'employeur à occuper cette main-d'œuvre étrangère. Qui souffrira de ce nouvel état de choses ? Le fonds de garantie, chaque fois que l'accident frappera un ouvrier italien. Ses pertes seront considérables si l'on songe que tout le département de Constantine et une partie du département d'Alger occupe des tra-

vailleurs toscans, napolitains, catalans et piémontais.

En résumé l'article 3 du projet de loi est très critiquable. Il ne changera rien à la concurrence étrangère, et ne rendra pas l'ouvrier français plus heureux. Il servira simplement à prouver, par son grand soin à alimenter le fonds de réserve, que la prospérité de l'industrie et du commerce algériens n'est pas si grande qu'on veut le faire croire. La raison d'opportunité qui exigerait l'application immédiate à l'Algérie de la loi de 1898 perd par là-même un peu de sa force, quoique pourtant cette réforme soit très désirable pour l'élément ouvrier européen.

CONCLUSION

Arrivée à la fin de cette étude on aperçoit mieux les difficultés auxquelles donne lieu l'application à l'Algérie du risque professionnel. Devant les problèmes de concurrence ouvrière, de prospérité industrielle, de conflits de race, cette théorie, simple et juste en apparence, peut-elle devenir réalisable, sans aucune appréhension ?

L'épanouissement logique des principes et des droits qui ont fait admettre la théorie du risque en France commanderait un loi sur les accidents pour l'élément ouvrier européen et la refuserait au monde musulman.

Mais pareille décision mettrait en mauvaise posture la main-d'œuvre européenne dans la mesure où l'indigène, aux aptitudes restreintes, pourrait la remplacer. Pour le moment le préjudice serait faible. Cependant, avec le temps, nos sujets africains s'amélioreront à notre contact, et, ce jour-là, leur concurrence atteindrait sensiblement nos nationaux. Il ne faudrait pas qu'une loi destinée à améliorer le sort de nos travailleurs procurât l'effet contraire.

Ce système aurait l'avantage de grever le patronat le moins lourdement possible, puisque l'indigène ne bénéficierait plus d'indemnités et de rentes certaines, mais il ne résoudrait pas la question de concurrence des Français et des Européens entre eux : conflit occasionné par les dispositions de notre loi de 1898 sur les étrangers.

La solution actuelle, celle du projet de loi est la plus mauvaise.

1° En assimilant l'indigène à l'Européen elle dédaigne complètement les principes et surcharge le patronat. Les musulmans acquièrent un droit très discuté et deviennent des maraudeurs d'idées sociales dont ils profiteront tout à leur aise et au frais de leurs employeurs.

2° Malgré le récent traité de travail franco-italien du 9 juin 1906, qui assimile l'Italien au Français, la concurrence étrangère ne cessera pas de se faire sentir au moins dans le département d'Oran où se rencontre la main-d'œuvre espagnole qui, faute de convention internationale, occasionnera aux entrepreneurs oranais toutes les rigueurs pécuniaires de l'article 3 du projet de loi concernant le fonds de garantie. Il y aurait alors inégalité de traitement entre les patrons de l'ouest et ceux du centre et de l'est. Ce serait contraire à l'équité.

A vouloir appliquer absolument ce projet de loi,

il faudrait au moins attendre que l'Espagne entre dans la voie de l'Italie. Mais alors les espérances du fonds de garantie crouleront. Puis la question de concurrence entre la main-d'œuvre indigène et la main-d'œuvre européenne reste encore tout entière.

La théorie du risque professionnel, produit d'une société bien définie, ne peut pas être abaissée jusqu'à l'état social de nos sujets d'Afrique, sans cesser de perdre ce qui constitue son essence même.

Notre loi de 1898, fruit de cette théorie et faite pour un pays à main-d'œuvre homogène et à la population de races et de civilisation équivalentes, s'acclimatera médiocrement au milieu dissemblable dans lequel on la transplante.

Les lois créées pour la France ne conviennent pas à l'Algérie. Cette étude, dans ses limites, le prouve assez.

Mais alors, objectera-t-on, le travail, dans notre colonie méditerranéenne, sera toujours livré à sa propre infortune. Pas de protection possible ; pas de modifications même urgentes. Du fait qu'un ouvrier traverse la mer, quoique restant sur un territoire français, le voilà ramené à dix ans en arrière, et obligé de subir un état de fait qui hâtera son dégoût de ce nouveau pays !

A cela on peut répondre qu'il existe des remèdes, et que les maux sociaux, en Algérie, sont soignables

comme ailleurs, mais suivant un traitement approprié et non une panacée charlatanesque.

Voici ce que révèle l'examen du problème.

De par la théorie du risque professionnel, l'ouvrier européen et sa famille sont aussi dignes d'une loi sur la matière que l'indigène l'est peu. De plus, la composition ethnique et le milieu social rendent impossible l'application des textes tels qu'ils ont été conçus pour la métropole sous peine d'écraser l'industrie et le commerce sous un fardeau exagéré et d'aggraver la question de concurrence de main-d'œuvre.

Et alors, avec ces données, comment agir ?

D'abord ne plus s'occuper de ce qui a été fait ou non en France. Ensuite chercher une solution propre à l'Algérie.

Et cette solution est toute simple. Elle aurait déjà dû l'emporter en France depuis qu'on protège spécialement l'ouvrier contre les accidents du travail. Elle a prévalu en Allemagne, notre devancière. C'est l'assurance obligatoire.

Seule, elle éviterait les inquiétudes symptomatiques qui ont amené le législateur algérien à édicter en faveur du fonds de garantie des mesures défensives mais par trop onéreuses pour le commerce et l'industrie.

Elle préserverait les petits patrons (caractéristique

de l'Algérie) des charges excessives qu'entraîne pour eux l'obligation d'indemniser tout ouvrier victime d'accidents, en même temps qu'elle assurerait le paiement certain de cette indemnité en garantissant l'ouvrier contre l'insolvabilité de ses employeurs.

Cette assurance obligatoire pour le patron, renforcée par des traités de réciprocité en matière de travail avec les différents États dont les nationaux vivent en Algérie, n'accentuerait pas la concurrence entre salariés et aiderait à la fusion ou à la coexistence paisible des pionniers de notre prospérité. Car le patron obligé de verser à une caisse générale une cotisation proportionnelle au total des salaires par lui payés et proportionnelle au nombre d'ouvriers sans distinction d'origine et de races, n'a plus d'intérêt à préférer une main-d'œuvre à une autre. Les lois qui président à l'embauchage ne sont plus dérangées dans leur marche normale. Les capacités personnelles et la loi de l'offre et de la demande fixent et régularisent le taux des salaires. La perturbation artificielle, jetée par de mauvais textes, disparaît à la grande satisfaction des intéressés.

Puis, point important, c'est uniquement par l'assurance obligatoire que les partisans de l'application à l'indigène du risque professionnel réaliseront leur idée avec la plus grande facilité.

En effet, après l'établissement de statistiques sé-

rieuses dénombrant nettement les accidents par faute patronale, faute indigène, ou cas fortuit, la transaction forfaitaire, caractéristique de notre loi de 1898, pourra reposer sur d'autres bases plus appropriées et différer dans ses proportionnalités avec celle admise en France. La main-d'œuvre indigène n'en sera ni affectée ni favorisée. Il suffira d'exiger que le patron paye la même quote-part pour elle que pour la main-d'œuvre européenne. L'employeur, alors, n'aura pas plus de préférence pour l'une que pour l'autre. Ainsi les rentes et indemnités allouées aux indigènes, quoique variant dans leur taux avec celles des européens, conserveront un caractère d'équité plus grande.

Autant l'assurance obligatoire paraît indiquée pour l'Algérie, si on éprouve le besoin de doter notre colonie d'une loi sur les accidents du travail en conformité avec la théorie du risque professionnel, autant la transplantation du système qui régit la France à l'heure actuelle serait prématurée, gênante pour l'industrie et le commerce, et préjudiciable aux véritables intérêts des bénéficiaires.

Vu : le Président de la thèse
LESEUR

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LE MILIEU

	Pages
Introduction à la I ^{re} partie	11
CHAPITRE UNIQUE.	16
<i>Considérations générales sur l'ouvrier algérien et</i> <i>les lois ouvrières</i>	16

DEUXIÈME PARTIE

LA THÉORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL

Introduction à la II ^e partie.	53
CHAPITRE UNIQUE	57
Section I. — <i>Le risque professionnel et l'ouvrier</i> <i>français ou d'origine européenne.</i>	58
Section II. — <i>Le risque professionnel et l'ouvrier</i> <i>musulman indigène</i>	82

DEUXIÈME PARTIE

L'APPLICATION PRATIQUE DE LA THÉORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL

CHAPITRE PREMIER	127
<i>Exposé historique de la question</i>	127
CHAPITRE II	142
Section I. — <i>Projet de loi à l'étude</i>	142
Section II. — <i>Sa critique.</i>	150
Conclusion	181

